

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE PSA FINANCE

Société anonyme au capital de 199 619 936 euros.
Siège social : 68 avenue Gabriel Péri 92230 Gennevilliers.
325 952 224 RCS Nanterre.

Les comptes sociaux au 31/12/2018 ont été approuvés par
l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 avril 2019.

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2018.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31.12.2018	31.12.2017
Opérations interbancaires et assimilées		233 496	330 940
- Caisse, banques centrales, CCP	2	50 612	95 106
- Créances sur les établissements de crédit	3	182 884	235 834
Opérations avec la clientèle	4	11 865	21 644
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	-	13 002
Actions et autres titres à revenu variable	6	249 201	39 967
Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	7	2 016 015	2 026 719
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisations incorporelles	8	50 464	50 589
Immobilisations corporelles	8	1 132	2 297
Autres actifs	9	75 292	35 324
Comptes de régularisation	10	52 588	45 549
Total de l'actif		2 690 053	2 566 031

Passif		31.12.2018	31.12.2017
Opérations interbancaires et assimilées		4 104	10 944
- Dettes envers les établissements de crédit	11	4 104	10 944
Opérations avec la clientèle	12	4 808	3 415
Dettes représentées par un titre	13	221 375	211 352
Autres passifs	14	26 673	28 626
Comptes de régularisation	15	56 754	57 318
Provisions	16	42 295	4 894
Dettes subordonnées		-	-
Capitaux propres	17	2 334 044	2 249 482
- Capital souscrit		199 620	199 620
- Primes d'émission		642 815	642 815
- Réserves		317 741	317 741
- Report à nouveau		1 089 306	852 386
- Résultat de l'exercice		84 562	236 920
Total du passif		2 690 053	2 566 031

Hors bilan	31.12.2018	31.12.2017
Engagements donnés		
Engagements de financement	70	29
- En faveur d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- En faveur de la clientèle, entreprises liées	-	-
- En faveur de la clientèle, hors groupe	70	29
Engagements de garantie	47 807	72 557
- En faveur d'établissements de crédit, entreprises liées	25 089	28 822
- En faveur d'établissements de crédit, hors groupe	3 538	4 276
- En faveur de la clientèle, entreprises liées	19 101	38 982
- En faveur de la clientèle, hors groupe	79	477
Engagements sur titres	-	-
- Titres à livrer, hors groupe	-	-
Autres engagements donnés	-	-
- Autres	-	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	200 318	280 349
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	200 318	280 349
Engagements de garantie	4 512	8 288
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	4 512	8 288

Le hors-bilan relatif aux instruments financiers à terme est détaillé dans la Note 18.

II. – Compte de résultat au 31 décembre 2018.

(en milliers d'euros)

	Notes	31.12.2018	31.12.2017
Intérêts et produits assimilés		11 274	12 758
- Sur opérations avec les établissements de crédit	20	548	1 273
- Sur opérations avec la clientèle	21	1 751	1 949
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	22	8 975	9 536
Intérêts et charges assimilées		(13 270)	(14 515)
- Sur opérations avec les établissements de crédit	20	(418)	(574)
- Sur opérations avec la clientèle	21	(343)	(844)
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	22	(12 509)	(13 097)
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
Produits sur opérations de location simple		-	-
Charges sur opérations de location simple		-	-
Revenus des titres à revenu variable	23	126 682	240 985
Commissions (Produits)	24	596	1 215
Commissions (Charges)	24	(1 098)	(1 368)
Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilé	25	(511)	(575)
Autres produits d'exploitation bancaire	26	5 493	3 936
Autres charges d'exploitation bancaire	26	(37 680)	(1 265)
Produit net bancaire		91 486	241 171
Charges générales d'exploitation	27	(60)	3 392
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	8	(12 237)	(12 127)
Résultat brut d'exploitation		79 189	232 436
Coût du risque	28	109	9
Résultat d'exploitation		79 298	232 445
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	29	5 230	6 347
Résultat exceptionnel		-	630
Résultat courant avant impôt		84 528	239 422
Impôt sur les bénéfices	30	34	(2 502)
Résultat de l'exercice		84 562	236 920
<i>Résultat par action (en euros)</i>		<i>6,78</i>	<i>18,99</i>

III. – Annexes

Note 1 - Principes comptables

Les états financiers de la société Banque PSA Finance sont établis et présentés conformément aux principes applicables en France aux établissements de crédit, notamment le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Ce règlement remplace (et abroge) tous les règlements comptables CRB, CRC et ANC relatifs aux comptes individuels des entreprises du secteur bancaire sans en modifier les dispositions :

- Règlements relatifs à l'établissement et la publication des comptes individuels (en particulier le règlement CRB 91-01) et
- Règlements définissant les règles d'évaluation et de comptabilisation propres à certaines opérations (notamment règlements CRB 88-02 sur les instruments financiers à terme de taux d'intérêt, 89-01 sur les opérations en devises, 89-07 sur les opérations de cession d'éléments d'actif ou de titrisation, 90-01 sur les titres, 90-15 sur les contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises, et règlement CRC 2002-03 sur le risque de crédit, etc...).

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice. Les changements éventuels dans la présentation sont mentionnés dans chacune des notes annexes concernées.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes A à H ci-dessous.

A. Principes de centralisation

Les comptes sociaux de Banque PSA Finance centralisent les comptes de la société Banque PSA Finance et de sa succursale étrangère basée en Pologne.

Les comptes individuels de la succursale polonaise sont établis selon les règles comptables en vigueur dans le pays d'activité. Par application des règles comptables bancaires françaises d'une part, et pour des raisons d'homogénéité d'autre part, ces comptes sont retraités avant centralisation.

Les principaux retraitements applicables sont les suivants :

- présentation patrimoniale des opérations de crédit-bail et assimilées et des opérations de location simple ;
- annulation de l'impôt différé présent dans les comptes sociaux locaux ;
- étalement des commissions versées aux apporteurs ;
- application des normes groupe pour le provisionnement des créances (cf. paragraphe D ci-après).

B. Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la partie relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances sont portés à l'actif du bilan. Les immobilisations incorporelles ainsi créées, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement sont immédiatement portés en charges.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont amorties linéairement sur les durées de vies suivantes :

– Constructions	20 à 30 ans
– Autres immobilisations corporelles	4 à 10 ans

C. Titres

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les titres sont classés en fonction de l'intention qui préside à leur détention.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Les décotes ou primes sont amorties ou étalées sur la durée de vie résiduelle des titres, selon la méthode linéaire. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique « Autres intérêts et produits assimilés ».

Lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres, une dépréciation est comptabilisée.

Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition. Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres est amorti de façon linéaire sur leur durée de vie résiduelle. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Lorsque la valeur d'utilité à la date de clôture est inférieure à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est comptabilisée.

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées. Les intérêts sont inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Autres intérêts et produits assimilés ». Dans le cas des OPCVM avec garantie de résultat, les intérêts garantis par le contrat sont comptabilisés tous les mois sans attendre le versement du dividende et inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres de transaction

Il n'y a pas d'activité sur titres de transaction, autrement dit, sur titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide avec intention de revente à brève échéance dans un délai maximum de six mois.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de la banque sont classés dans cette catégorie conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ces titres sont enregistrés à leur prix de revient hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des participations retenue pour la consolidation est déterminée par la valeur d'utilité fondée généralement sur la quote-part d'actif net retraité conformément aux principes du groupe, ou consolidé lorsqu'il s'agit de sociétés mères des sous-groupes.

Les autres participations sont estimées d'après leur valeur d'usage fondée sur une analyse multicritères tenant compte notamment de l'actif net social et des perspectives de rentabilité, issue généralement des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats (Santander et BNPP).

Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est constituée dans les livres à hauteur de la différence.

Lorsque la valeur d'inventaire est négative, et si la situation le justifie, une provision est alors constituée.

D. Créances sur la clientèle

D.1 Opérations avec la clientèle

La valeur brute des financements de vente à crédit inclut les intérêts courus. Les intérêts des financements sont enregistrés en produits financiers sur la durée des contrats selon la méthode actuarielle. Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs de clientèle, ainsi que les frais administratifs directs externes sont enregistrées en « Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle » et sont étalées de manière symétrique aux produits comptabilisés sur les contrats. Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats sont passés en charges au moment où ils sont exposés et enregistrés en « Commissions » sur opérations avec la clientèle.

La valeur brute des financements de stock aux Réseaux comprend le montant principal avancé et les intérêts courus qui sont comptabilisés en produits financiers sur une base mensuelle.

Classement en créances douteuses

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les engagements présentant des échéances impayées de plus de 90 jours ou de plus de 270 jours pour les Administrations locales, sont classés en créances douteuses.

Notion de statut immunisant : l'application d'un statut immunisant permet le report du déclassement en créances douteuses dans la limite de 150 jours pour la clientèle « Retail », de 451 jours pour la clientèle « Corporate » et de 631 jours pour les Administrations locales et dans la mesure où les impayés ne sont que la conséquence d'événements techniques non liés à la solvabilité du client.

Notion de statut forçant : l'utilisation d'un statut forçant en cas de risque aggravé permet le déclassement avant 91 jours ou 271 jours.

Pour la clientèle autre que « Retail », dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement par le délai, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash ». L'existence du « Rapport Flash » est reconnue dans les systèmes et joue le rôle de statut forçant.

Dépréciation et provisions sur créances clientèle**Les dépréciations et provisions sur créances à la clientèle « Retail » :**

- En ce qui concerne les créances saines, l'existence d'un impayé caractérise le risque de perte de valeur de la créance. Dès le premier jour d'impayé, la totalité de l'encours restant dû est déprécié en fonction de sa probabilité de passage en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées. La dépréciation calculée est classée à l'actif en diminution de l'encours sain avec impayés, conformément à la présentation au coût amorti.
- En ce qui concerne les créances douteuses, telles que définies précédemment, Banque PSA Finance a constitué une base de données historiques, qui intègre les données de recouvrement effectif de ces créances. Cette base permet d'apprécier le taux de pertes moyennes actualisées, sur la base duquel est calculée la dépréciation sur créances douteuses.

Les dépréciations des créances à la clientèle autre que « Retail » :

- Dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash », qui précise le montant éventuel de la dépréciation.

A la demande du régulateur, un modèle de dépréciation a été développé prenant en compte différents indicateurs (secteurs, zones à risques, etc...). A ce titre, Banque PSA Finance enregistre une dépréciation collective sur l'encours sain Corporate depuis fin 2016.

Passages en pertes :

Dès lors qu'une créance est considérée comme irrécouvrable, elle est passée en pertes. A partir de ce moment, la dépréciation précédente est reprise par résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité au compte de résultat.

D.2 Commissions reçues et coûts marginaux de transaction étalés

Les commissions reçues comprennent essentiellement les bonifications d'intérêts versées par les marques Peugeot, DS et Citroën et les frais de dossiers facturés aux clients. Elles font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

Les coûts marginaux de transaction comprennent essentiellement les commissions versées aux apporteurs d'affaires. Ils font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

E. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre regroupent les bons de caisse, les emprunts obligataires, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus attachés à ces titres sont enregistrés dans un compte de dettes rattachées.

Les primes d'émission des emprunts obligataires sont amorties de façon linéaire sur la durée de vie des emprunts. Les primes d'émission des titres de créances négociables sont également amorties de façon linéaire, sur la durée de vie des titres. La charge correspondante est inscrite au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts sur dettes représentées par un titre ».

Conformément à l'option fiscale d'étalement retenue, les frais d'émission sont amortis et comptabilisés dans les mêmes conditions que les primes d'émission.

F. Instruments financiers à terme

F.1 Nature des opérations

Les encours consentis par les sociétés du groupe à la clientèle sont essentiellement accordés à taux fixe, le refinancement est en majeure partie indexé sur des taux révisables ou variables.

L'impact des variations de taux d'intérêt sur la marge des sociétés du groupe est couvert en contractant des dérivés auprès de banques externes. Ces dérivés permettent l'adéquation globale des structures de taux de l'actif et du passif et sont qualifiés de macro couverture.

En outre, les opérations permettant de limiter le risque de taux sur les excédents de liquidité de Banque PSA Finance sont qualifiées de micro couverture (au sens de la réglementation bancaire française). C'est aussi le cas des dérivés qui ramènent à taux variable la partie du refinancement contracté à taux fixe.

Les opérations effectuées par Banque PSA Finance dans le cadre de la centralisation de la trésorerie et par les sociétés du groupe hors zone euro, sont donc essentiellement des opérations de couverture.

Les dérivés le plus souvent utilisés sont les instruments d'échange de taux d'intérêt (swaps de taux), les opérations assimilées (caps, floors, swaptions,...) et les instruments d'échange de devises (swaps de devises).

F.2 Principes d'enregistrement

Les dérivés en vie à la date de clôture figurent dans les engagements hors bilan. Les dérivés de taux et de change sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les montants inscrits dans les comptes de hors bilan correspondent aux engagements nominaux et représentent le volume des opérations et non les risques qui leur sont associés.

Opérations de macro couverture

Pour les opérations qualifiées de macro couverture, les charges et les produits sont inscrits prorata-temporis en compte de résultat.

- a) Les résultats relatifs aux opérations qui couvrent l'activité de financement des succursales figurent au poste « Intérêts sur opérations avec la clientèle » (cf. Note 21).
- b) Les résultats relatifs aux opérations qui couvrent l'activité de financement des filiales, via les prêts interbancaires qui leurs sont accordés, figurent au poste « Intérêts sur opérations avec les établissements de crédit » (cf. Note 20).

Opérations de micro couverture

Pour les opérations de Banque PSA Finance qualifiées d'opérations de micro couverture, les charges et les produits relatifs aux dérivés utilisés, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts.

Traitement des soultes

Les soultes constatées lors de la conclusion d'un contrat sont rapportées au compte de résultat sur la durée de vie du contrat.

Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat, ou de son remplacement par un autre contrat, sont rapportées immédiatement au compte de résultat si position isolée. Elles sont par contre amorties prorata-temporis pour les opérations de macro couverture et les opérations de micro couverture.

Traitement des acomptes sur résultat futur des swaps

Dans le cas de swaps avec acompte payé ou reçu sur résultat futur :

- l'acompte payé est comptabilisé en « charges payées d'avance »,
- l'acompte reçu est comptabilisé en « produits constatés d'avance ».

Traitement des swaptions de couverture de la production future d'encours de crédit à taux fixe

La prime payée est étalée linéairement entre la date de paiement de la prime et la date d'échéance de l'option.

A l'échéance, la valeur intrinsèque de l'option est étalée linéairement sur la durée de vie des swaps de macro couverture mis en place en couverture de l'encours de crédit à taux fixe.

F.3 Risque de contrepartie

Les risques sont limités aux opérations sur produits dérivés négociés dans le cadre de contrats FBF ou ISDA et à des opérations de placement de liquidités à très court terme avec des contreparties de premier plan.

G. Opérations en devises

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans leur devise d'origine. A chaque arrêté comptable, les éléments du bilan et du hors bilan en devises étrangères sont réévalués en euros au cours du jour de clôture. Les gains et pertes de change résultant des réévaluations ci-dessus sont enregistrés au compte de résultat.

Les opérations en devises sont systématiquement couvertes par la mise en place d'instruments dérivés de couverture de change. L'impact en résultat de ces dérivés compense celui des opérations décrites précédemment. En conséquence, le résultat de change est structurellement non significatif.

H. Entreprises liées

Les « entreprises liées » correspondent aux entités ayant entre elles des liens de contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

Note 2 - Caisse, banques centrales, CCP

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Caisse & CCP	-	-
Banques centrales	50 619	95 116
- dont réserves obligatoires auprès de la Banque de France	-	-
Créances rattachées	(7)	(10)
Total	50 612	95 106

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	50 612	95 106
Union européenne (hors France)	-	-
Total	50 612	95 106

Note 3 - Créances sur les établissements de crédit

Ventilation par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Créances à vue sur établissements de crédit	108 827	178 793
Comptes ordinaires débiteurs	108 812	178 778
Prêts au jour le jour	-	-
Créances rattachées	15	15
Créances à terme sur établissements de crédit	74 057	57 041
Prêts et pensions à terme (1)	74 000	57 000
Créances rattachées	57	41
Total	182 884	235 834
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>74 058</i>	<i>102 490</i>

(1) Au mois de décembre 2018, Banque PSA Finance a accordé des prêts subordonnés aux coentreprises allemande et autrichienne en partenariat avec Santander CF à hauteur de 17 millions d'euros par l'intermédiaire de sa filiale PSA Finance Nederland B.V.

Ventilation par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Non réparti	108 884	178 834
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	74 000	57 000
Total	182 884	235 834

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	182 874	235 820
Union européenne (hors France)	10	14
Total	182 884	235 834

Note 4 - Opérations avec la clientèle

4.1 - Analyse des créances nettes totales

Ventilation par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Prêts à la clientèle financière	-	-
Créances sur la clientèle	8 194	19 145
Vente à crédit	7 133	15 499
- dont dépréciations (1)	(402)	(424)
Créances rattachées sur vente à crédit	15	70
Financement de stocks aux réseaux	-	57
- dont dépréciations (1)	-	-
Créances rattachées sur financement de stocks aux réseaux	-	38
Autres créances (dont crédits à l'équipement, crédits revolving)	1 045	3 481
- dont dépréciations (1)	(338)	(434)
Créances rattachées sur autres créances	1	-
Dépôt de garantie versé aux Fonds Communs de Créances	-	-
Prêts à terme	-	-
Créances rattachées sur autres prêts à terme	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	3 708	2 654
Comptes ordinaires	3 705	2 654
- dont dépréciations (1)	-	-
Créances rattachées	3	-
Eléments intégrés au coût amorti des opérations avec la clientèle	(37)	(155)
Etalement des coûts d'acquisition	110	275
Etalement des frais de dossiers	(119)	(323)
Etalement de la participation des marques et des réseaux	(28)	(107)
Total	11 865	21 644
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>3 701</i>	<i>5 326</i>

(1) Hors écart de conversion et variation de périmètre. Cf. variation des dépréciations Note 28.

Ventilation par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Non réparti	3 889	2 823
Inférieur à 3 mois	1 243	2 423
De 3 mois à 1 an	3 148	8 004
De 1 à 5 ans	3 579	8 276
Supérieur à 5 ans	6	118
Total	11 865	21 644

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	3 708	2 654
Union européenne (hors France)	8 157	18 990
Total	11 865	21 644

4.2 - Analyse des créances saines avec impayés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Vente à crédit	329	636
- Montant brut	350	676
- Dépréciations (1)	(21)	(40)
Financement de stocks aux réseaux	-	-
- Montant brut	-	-
- Dépréciations (1)	-	-
Autres créances (dont crédits à l'équipement, crédits revolving)	-	-
- Montant brut	-	-
- Dépréciations (1)	-	-
Total	329	636

(1) Hors écart de conversion et variation de périmètre. Cf. variation des dépréciations Note 28.

4.3 - Analyse des créances douteuses

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Vente à crédit	232	168
- Montant brut	613	552
- Dépréciations (1)	(381)	(384)
Financement de stocks aux réseaux	-	-
- Montant brut	-	-
- Dépréciations (1)	-	-
Autres créances et comptes ordinaires	(25)	58
- Montant brut	313	492
- Dépréciations (1)	(338)	(434)
Total	207	226

(1) Hors écart de conversion et variation de périmètre. Cf. variation des dépréciations Note 28.

Note 5 - Obligations et autres titres à revenu fixe

5.1 - Analyse des obligations et autres titres à revenu fixe

Ventilation par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Titres d'investissement	-	13 000
Titres à revenu fixe (1)	-	13 000
Titres de placement	-	-
Titres de placement	-	-
Créances rattachées	-	2
Total	-	13 002
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

(1) Les titres souscrits par Banque PSA Finance dans l'opération de titrisation Auto ABS German Loans Master ont été liquidés en septembre 2018.

Ventilation par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Non réparti	-	2
Inférieur à 3 mois	-	13 000
De 3 mois à 1 an		
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	-	13 002

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	-	13 002
Union européenne (hors France)	-	-
Total	-	13 002

5.2 Opérations de titrisation

<i>(en milliers d'euros)</i>								
Pays de l'entité cédante	Obligations souscrites par Banque PSA Finance et ses succursales						Créances rattachées	
	Fonds	Pays du fonds	Obligations et autres	Notation	au 31.12.2018	au 31.12.2017	au 31.12.2018	au 31.12.2017
Allemagne	FCT Auto ABS German Loans Master	France		<i>Fitch/Moody's</i>				
			Classe A	AAA/Aaa	-	-	-	-
			Classe B	-	-	13 000	-	2
			Parts résiduelles	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	Auto ABS UK Loans PLC	Royaume-Uni		<i>Fitch</i>				
			Classe A	AAA	-	-	-	-
			Classe B	-	-	-	-	-
			Parts résiduelles	-	-	-	-	-
Total					-	13 000	-	2

Note 6 - Actions et autres titres à revenu variable

Concerne uniquement le siège

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Titres de placement	249 201	39 967
Titres OPCVM (1)	249 669	39 980
Créances rattachées	(468)	(13)
Total	249 201	39 967

(1) Les OPCVM sont qualifiés en tant qu'équivalent de trésorerie et font partie de la réserve de liquidité du groupe BPF.

Note 7 - Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2017	Augmentation	Diminution	Autres variations (1)	30.12.2018
Parts dans les entreprises liées	250 381	(3 096)	(6 687)	(25)	240 573
Etablissements de crédit					
- Brut	250 283	-	(6 700)	(25)	243 558
- Dépréciations	(855)	(3 096)	13	-	(3 938)
Autres					
- Brut	1 190	-	-	-	1 190
- Dépréciations	(237)	-	-	-	(237)
Créances rattachées sur parts dans les entreprises liées (2)	26 378	-	-	-	26 378
Parts détenues dans les coentreprises	1 749 005	59	-	-	1 749 064
Participations et autres titres détenus à long terme	955	-	(955)	-	-
Total	2 026 719	(3 037)	(7 642)	(25)	2 016 015

(1) Les autres variations sont les transferts entre catégorie et les écarts de conversion.

(2) Créances rattachées sur parts dans les entreprises liées :

- 50 % de la subvention d'investissement, versée à la filiale Bank PSA Finance Rus en 2010, constatée localement en réserve non distribuable, n'ont pas été incorporés au capital social de la filiale à hauteur de 26 378 milliers d'euros, et pourront être utilisés pour la prochaine augmentation de capital.

Détails des parts dans les entreprises liées

<i>(en milliers d'euros)</i>		31.12.2017	Augmentation	Diminution	Autres variations (1)	30.12.2018
Valeurs brutes						
Etablissements de crédit		250 283	-	(6 700)	(25)	243 558
- PSA Finance Hungaria Zrt	HU	449	-	-	(25)	424
- PSA Renting Italia S.p.A (2)	IT	6 700	-	(6 700)	-	-
- Banque PSA Finance Mexico SA de CV	MX	242	-	-	-	242
- PSA Financial Holding B.V.	NL	138 389	-	-	-	138 389
- BPF Pazarlama AHAS	TR	968	-	-	-	968
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.	AR	13 159	-	-	-	13 159
- PCA Compania de Seguros	AR	518	-	-	-	518
- Peugeot Citroen Leasing Russie	RU	1 315	-	-	-	1 315
- Banque PSA Finance Rus	RU	32 279	-	-	-	32 279
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	9	-	-	-	9
- PSA Services Ltd	MT	56 255	-	-	-	56 255
Autres		1 190	-	-	-	1 190
Dépréciations des titres						
Etablissements de crédit		(855)	(3 096)	13	-	(3 938)
- PSA Finance Hungaria Zrt	HU	(437)	-	13	-	(424)
- Banque PSA Finance Mexico SA de CV	MX	(83)	1	-	-	(82)
- BPF Pazarlama AHAS	TR	(333)	(202)	-	-	(535)
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.	AR	-	(2 895)	-	-	(2 895)
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	(2)	-	-	-	(2)
Autres		(237)	-	-	-	(237)
Total		250 381	(3 096)	(6 687)	(25)	240 573

(1) Les autres variations sont les transferts entre catégorie et les écarts de conversion.

(2) En Janvier 2018, PSA Renting Italia S.p.A a été cédé à Banca Italia S.p.a.

Détails des parts détenues dans les coentreprises

(en milliers d'euros)		31.12.2017	Augmentati on	Diminution	Autres variations	30.12.2018
Valeurs brutes						
- PSA Banque France (1)	FR	469 711	-	-	-	469 711
- PSA Finance UK Ltd (1)	GB	147 290	-	-	-	147 290
- PSA Finance España EFC (1)	ES	142 838	-	-	-	142 838
- Banca Italia S.p.a (1)	IT	124 402	-	-	-	124 402
- PSA Finance Belux (1)	BE	64 908	-	-	-	64 908
- Banco PSA Finance Brasil S.A. (1)	BR	27 025	-	-	-	27 025
- PSA Financial Services Nederland B.V. (1)	NL	24 233	-	-	-	24 233
- PSA Bank deutschland GmbH (1)	DE	244 389	-	-	-	244 389
- PSA Finance Polska Sp.zo.o. (1)	PL	15 367	-	-	-	15 367
- Opel Bank S.A (2)	FR	488 841	-	-	-	488 841
- Olympia SAS (2)	FR	1	59	-	-	60
Total		1 749 005	59	-	-	1 749 064

(1) Coentreprises détenues 50/50 avec le groupe Santander.

(2) Coentreprises détenues 50/50 avec BNP Paribas Personal Finance

Note 8 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31.12.2018			31.12.2017		
	Valeur Brute	Amortissem ents	Valeur Nette	Valeur Brute	Amortissem ents	Valeur Nette
Immobilisations corporelles	1 375	(243)	1 132	2 485	(188)	2 297
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	32	(32)	-	32	(32)	-
- Matériel et outillage	10	(3)	7	10	(1)	9
- Autres	1 333	(208)	1 125	2 443	(155)	2 288
Immobilisations incorporelles	233 525	(183 061)	50 464	221 468	(170 879)	50 589
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
- Logiciels	233 524	(183 061)	50 463	221 467	(170 879)	50 588
- Autres	1	-	1	1	-	1
Total	234 900	(183 304)	51 596	223 953	(171 067)	52 886

Tableau de variation des valeurs brutes

(en milliers d'euros)	31.12.2017	Acquisitions	Cessions	Autres mouvement s	31.12.2018
	Valeur brute Immobilisat ions				Valeur brute Immobilisat ions
Immobilisations corporelles	2 485	56	-	(1 166)	1 375
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	32	-	-	-	32
- Matériel et outillage	10	-	-	-	10
- Autres	2 443	56	-	(1 166)	1 333
Immobilisations incorporelles	221 468	12 057	-	-	233 525
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	221 467	12 057	-	-	233 524
- Autres	1	-	-	-	1
Total	223 953	12 113	-	(1 166)	234 900

Tableau de variation des amortissements

	31.12.2017	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31.12.2018
	Amortissements Immobilisations				Amortissements Immobilisations
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Immobilisations corporelles	(188)	(55)	-	-	(243)
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	(32)	-	-	-	(32)
- Matériel et outillage	(1)	(2)	-	-	(3)
- Autres	(155)	(53)	-	-	(208)
Immobilisations incorporelles	(170 879)	(12 182)	-	-	(183 061)
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	(170 879)	(12 182)	-	-	(183 061)
- Autres	-	-	-	-	-
Total	(171 067)	(12 237)	-	-	(183 304)

Note 9 - Autres actifs

Ventilation par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Dépôts et avances versés aux Fonds Communs de Créances	-	-
Etat (1)	16 442	19 999
Organismes sociaux	-	-
Instruments conditionnels achetés	-	-
Acomptes fournisseurs	-	-
Ecart de conversion	1 719	1 685
Autres actifs (2)	57 131	13 640
Total (2)	75 292	35 324
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>29 583</i>	<i>70</i>

(1) Chez BPF mère, 9,9 millions d'euros sont relatifs au crédit d'impôt, 3,3 millions d'euros concernent la TVA, 1,8 millions d'euros sont relatifs au Fonds de Garantie des Dépôts.

(2) On note une augmentation du total des autres actifs de 40 millions d'euros principalement due aux dividendes à recevoir (augmentation de 28,5 millions d'euros) et aux refacturations informatiques (augmentation de 11 millions d'euros).

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	73 558	33 568
Union européenne (hors France)	1 734	1 756
Total	75 292	35 324

Note 10 - Comptes de régularisation actif**Ventilation par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Charges payées d'avance	716	2 193
Charges à répartir sur prime d'émission des titres	237	326
Autres charges à répartir	321	403
Sur Instruments financiers à terme (1)	2	82
Autres charges payées d'avance	156	1 382
Décote titrisation locative	-	-
Produits à recevoir	11 136	12 520
Sur instruments financiers à terme (1)	3 198	4 069
Autres produits à recevoir	7 938	8 451
Autres comptes de régularisation	40 736	30 836
Ajustement devises (2)	40 724	30 835
Comptes de régularisation divers	12	1
Total	52 588	45 549

(1) Les produits à recevoir sur instruments financiers à terme concernent des intérêts à percevoir sur swaps, majoritairement de macro couverture. Les charges payées d'avance sur ces instruments correspondent aux appels de marge versés.

(2) Le poste d'ajustement de devises correspond à la réévaluation des swaps de devises (Euro/USD) qui couvrent les opérations de financement en devises.

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	52 554	45 497
Union européenne (hors France)	34	52
Total	52 588	45 549

Note 11 - Dettes envers les établissements de crédit**Ventilation par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Dettes à vue envers les établissements de crédit	4 104	10 944
Comptes ordinaires créditeurs	4 104	10 944
Comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	-	-
Dettes à terme envers les établissements de crédit	-	-
Bancaires classiques auprès des filiales titrisantes	-	-
Bancaires classiques auprès des autres filiales	-	-
Bancaires classiques auprès des banques externes	-	-
Financement obtenu auprès de la BCE	-	-
Tirages sur une ligne de crédit	-	-
Tirages sur des lignes de "back up" bilatérales	-	-
- dont financement obtenu auprès de Mediobanca	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total	4 104	10 944
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>2 095</i>	<i>8 898</i>

Depuis la mise en place des partenariats locaux avec Santander, le refinancement des filiales n'est plus sous la responsabilité de Banque PSA Finance.

Ventilation par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Non réparti	4 104	10 944
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	4 104	10 944

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	2 098	8 899
Union européenne (hors France)	2 006	2 045
Total	4 104	10 944

Note 12 - Opérations avec la clientèle**Ventilation par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	4 808	3 415
Comptes ordinaires créditeurs	4 635	3 183
Comptes d'épargne aux particuliers	-	-
Autres sommes dues	173	232
Dettes rattachées sur comptes ordinaires créditeurs et comptes sur livrets	-	-
Dettes à terme sur opérations avec la clientèle	-	-
Comptes d'épargne aux particuliers	-	-
Comptes et emprunts à terme	-	-
Dépôts de garantie	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total	4 808	3 415
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>4 385</i>	<i>3 183</i>

Ventilation par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Non réparti	4 808	3 415
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	4 808	3 415

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	4 635	3 183
Union européenne (hors France)	173	232
Total	4 808	3 415

Note 13 - Dettes représentées par un titre**Ventilation par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	221 375	211 352
EMTN et BMTN	218 341	208 455
Certificats de dépôts	-	-
Dettes rattachées	3 034	2 897
Total	221 375	211 352

Banque PSA Finance ne va pas chercher le refinancement externe pour les coentreprises avec Santander CF ou avec BNP Paribas PF.

Ventilation par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Non réparti	3 034	2 897
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	218 341	208 455
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	221 375	211 352

Note 14 - Autres passifs**Ventilation par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Dépôts de garantie reçus (Location Longue Durée)	-	-
Etat	150	3 370
Organismes sociaux	8	12
Dettes titrisation locative	-	-
Dettes vis à vis des Fonds Communs (au titre de l'encours titrisé)	-	-
Instruments conditionnels vendus	-	-
Dettes fournisseurs (1) (2)	26 511	25 234
Autres passifs	4	10
Total	26 673	28 626
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>23 650</i>	<i>28 151</i>

(1) Ce poste est principalement constitué des refacturations d'informatique et d'assistance technique pour respectivement 10,3 et 12,2 millions d'euros.

(2) En France, Banque PSA Finance règle ses fournisseurs dans un délai maximum de 45 jours fin de mois à compter de la date de la facture, en conformité avec les dispositions de la Loi de Modernisation de l'Economie (article L. 441-6 du Code de commerce).

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	26 646	28 112
Union européenne (hors France)	27	514
Total	26 673	28 626

Note 15 - Comptes de régularisation passif**Ventilation par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Produits constatés d'avance	48 476	44 892
Sur Instruments Financiers à Terme (1)	48 476	44 889
Autres produits constatés d'avance	-	3
Charges à payer	8 265	12 272
Sur Instruments Financiers à Terme (2)	842	838
Autres charges à payer	7 423	11 434
Autres comptes de régularisation	13	154
Ajustement devises	-	53
Comptes de régularisation divers	13	101
Total	56 754	57 318

(1) Dont 0,1 million d'euros au titre des soultes sur swaps et 47,8 millions d'euros au titre des différentiels d'intérêts sur swaps reçus par avance (appels de marge) des contreparties au 31 décembre 2018, contre respectivement 1,3 millions d'euros et 42,9 millions d'euros au 31 décembre 2017.

(2) Les charges à payer sur instruments financiers à terme concernent des intérêts à payer sur swaps.

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	56 554	57 003
Union européenne (hors France)	200	315
Total	56 754	57 318

Note 16 - Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2017	Dotations	Reprises		30.12.2018
			Utilisées	Non utilisées	
Union européenne (hors France)					
- Provision pour retraite	-	-	-	-	-
- Provision pour revente véhicules d'occasion	-	-	-	-	-
- Autres provisions	-	-	-	-	-
- Provision pour réserve latente négative - crédit-bail	-	-	-	-	-
- Provision pour réserve latente négative - location simple	-	-	-	-	-
France					
- Provision pour risques fiscaux	2 274	-	-	(734)	1 540
- Autres provisions pour risques et charges	2 620	38 577	-	(442)	40 755
Total	4 894	38 577	-	(1 176)	42 295

Note 17 - Variation des capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2017	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Résultat de l'exercice	31.12.2018
Capital (1)	199 620		-		199 620
Primes d'émission, d'apport, de fusion	642 815		-		642 815
Autres réserves	300 000		-		300 000
Réserve légale	17 741				17 741
Report à nouveau	852 386	236 920	-		1 089 306
Résultat	236 920	(236 920)	-	84 562	84 562
Total	2 249 482	-	-	84 562	2 334 044
Dividendes versés		-			

(1) Au 31/12/2018, le capital social de 199 millions d'euros, intégralement libéré, est composé de 12 476 246 actions émises. Banque PSA Finance est détenue par la société Peugeot S.A. (9 348 180 actions représentant 75 % du capital) et par deux de ses filiales : la société Automobiles Peugeot S.A. (qui détient 2 002 862 actions soit 16 % du capital) et la société Automobiles Citroën S.A. (qui détient 1 125 203 actions soit 9 % du capital). Le Directeur General Administrateur de Banque PSA Finance détient la dernière action.

Note 18 - Instruments financiers à terme

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Risque de change		
Swaps de devises et autres opérations à terme (1)	4 886	14 309
Risque de taux d'intérêt		
Contrats sur opérations de taux (2)	218 341	208 455
Total	223 227	222 764

(1) Il s'agit d'opérations de couverture.

(2) Il s'agit des Cross Currency Swap ("CCS") au 31 décembre 2018.

Décomposition par stratégie

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018			31.12.2017		
	Swaps de taux	Swaptions	Swaps de devises et autres opérations à terme	Swaps de taux	Swaptions	Swaps de devises et autres opérations à terme
Position isolée	-	-	-	-	-	-
Macro couverture	-	-	-	-	-	-
Micro couverture (1)	218 341	-	4 886	208 455	-	14 309
Total	218 341	-	4 886	208 455	-	14 309

(1) Dont 218 millions d'euros au titre des CCS au 31 décembre 2018 contre 208 millions d'euros au titre des CCS au 31 décembre 2017.

Ventilation des opérations par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018			31.12.2017		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Risque de change	4 886	-	-	14 309	-	-
Swaps de devises et autres opérations à terme	4 886	-	-	14 309	-	-
Risque de taux	-	218 341	-	-	208 455	-
Swaps de taux (1)	-	218 341	-	-	208 455	-
Swaptions	-	-	-	-	-	-
Total	4 886	218 341	-	14 309	208 455	-

(1) Dont 218 millions d'euros au titre des CCS au 31 décembre 2018 contre 208 millions d'euros au titre des CCS au 31 décembre 2017.

Juste valeur en taux des instruments financiers à terme ⁽¹⁾

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018		31.12.2017	
	Valeur +	Valeur -	Valeur +	Valeur -
Position isolée	-	-	-	-
Macro couverture	-	-	-	-
Micro couverture (2)	48 095	-	41 337	-
- Swaps de taux (2)	48 095	-	41 337	-
- Swaptions	-	-	-	-
- Swaps de devises et autres opérations à terme	-	-	-	-
Total	48 095	-	41 337	-

(1) La juste valeur en change est déjà comptabilisée dans le bilan social sur la base de la réévaluation systématique des opérations en devises au cours de change fin de mois.

(2) Dont + 48 095 milliers d'euros au titre des CCS au 31 décembre 2018, contre 41 337 milliers d'euros au titre des CCS au 31 décembre 2017.

Résultat comptabilisé sur instruments financiers à terme de taux

(en milliers d'euros)	31.12.2018		31.12.2017	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Position isolée	-	-	-	-
Macro couverture	-	133	-	529
- activité de financement des filiales (cf. note 20)	-	133	-	529
- activité de financement des succursales	-	-	-	-
- swaptions	-	-	-	-
Micro couverture	-	9 088	-	9 190
- des emprunts (cf. note 20)	-	265	-	157
- des prêts (cf. note 20)	-	-	-	-
- des titres émis de créances négociables (cf. Note 22)	-	8 823	-	9 033

Note 19 - Ventilation actif passif en Euros / Devises

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Actif en devises	13 429	24 342
Actif en euros	2 676 624	2 541 689
Total Actif	2 690 053	2 566 031
Passif en devises	223 875	215 060
Passif en euros	2 466 178	2 350 971
Total Passif	2 690 053	2 566 031

Note 20 - Intérêts et assimilés sur opérations avec établissement de crédit**Ventilation par nature**

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
Intérêts sur comptes, prêts et pensions	150	587
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	133	529
Résultat net de change	-	-
Impact net de la micro couverture des emprunts	265	157
Valeur intrinsèque étalée sur swaptions échues	-	-
Résultat net sur la position isolée	-	-
Total	548	1 273
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-
Charges		
Intérêts sur comptes et emprunts	(412)	(560)
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	-	-
Résultat net de change	(6)	(14)
Primes payées étalées sur swaptions (valeur temps)	-	-
Résultat net sur la position isolée	-	-
Total	(418)	(574)
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
France	548	1 268
Union européenne (hors France)	-	5
Total	548	1 273
Charges		
France	(368)	(375)
Union européenne (hors France)	(50)	(199)
Total	(418)	(574)

Note 21 - Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle**Ventilation par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
Intérêts sur créances à la clientèle		
- Vente à crédit	790	1 760
- Financement de stocks aux réseaux	-	-
- Autres (dont crédits à l'équipement, crédits revolving)	21	141
Intérêts sur comptes et prêts	31	7
Intérêts sur prêts subordonnés	909	41
Total	1 751	1 949
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-
Charges		
Intérêts sur comptes et emprunts	(184)	(484)
Intérêts sur comptes d'épargne aux particuliers	-	-
Coûts d'acquisition (1)	(159)	(360)
Total	(343)	(844)
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-
<i>(1) Il s'agit principalement des rémunérations apporteur.</i>		

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
France	940	48
Union européenne (hors France)	811	1,901
Total	1 751	1 949
Charges		
France	(184)	(484)
Union européenne (hors France)	(159)	(360)
Total	(343)	(844)

Note 22 - Intérêts et assimilés sur opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe**Ventilation par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
Sur autres titres détenus à revenu fixe		
- Titres de créances négociables détenus	-	-
- Obligations	153	503
- Parts résiduelles des FCC et FCT	-	-
Impact net de la micro couverture des titres de créances négociables émis	8 822	9 033
Total	8 975	9 536
Charges		
Sur obligations et autres titres émis à revenu fixe		
- Titres de créances négociables émis	(12 509)	(13 097)
- Parts résiduelles des FCC et FCT	-	-
Total	(12 509)	(13 097)

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
France	8 975	9 536
Union européenne (hors France)	-	-
Total	8 975	9 536
Charges		
France	(12 509)	(13 097)
Union européenne (hors France)	-	-
Total	(12 509)	(13 097)

Note 23 - Revenus des titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Revenus des parts dans les entreprises liées		
Dividendes encaissés par le siège		
- reçus de sociétés françaises (1)	46 350	35 849
- reçus de sociétés étrangères (2)	80 332	205 136
Dividendes encaissés par les succursales		
- reçus de sociétés étrangères	-	-
Total	126 682	240 985

(1) En 2018, Banque PSA Finance a reçu un dividende de 46 millions d'euros de PSA Banque France.

(2) En 2018, Banque PSA Finance a perçu les dividendes de :

- PSA Financial Holding B.V. : aucun dividende distribué en 2018 (60 millions d'euros en 2017)
- Banco PSA Finance Brazil SA. : 2,2 millions d'euros (1,6 millions en 2017)
- PSA Finance Argentine : aucun dividende distribué en 2018 (5 millions d'euros en 2017)
- PSA Finance Belux : 2,9 millions d'euros (3 millions d'euros en 2017)
- PSA Finance Limited : 24,7 millions d'euros (21 millions en 2017)
- Banque PSA Finance Russie : 2,4 millions d'euros (5,5 millions en 2017)
- PSA Financial Services B.V. : 0,5 millions d'euros (8,5 millions en 2017)
- de PSA Services Ltd : 29,3 millions d'euros (40,5 millions en 2017)
- de PSA Bank Deutschland : 10 millions d'euros (37 millions en 2017)
- de Banca Italia S.P.A. : aucun dividende distribué en 2018 (6 millions d'euros en 2017)
- de PSA Financial Services Spain E.F.C. S.A. : 7,3 millions d'euros (16 millions en 2017)
- de PCA Compania de Seguros S.A. : 0,5 millions d'euros (aucun dividende distribué en 2017)

Note 24 - Commissions

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	-	-
Sur opérations avec la clientèle	449	1 010
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	147	205
Total	596	1 215
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-
Charges		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	(1 050)	(1 147)
Sur opérations avec la clientèle	(26)	(52)
Sur opérations sur titres	(8)	(150)
Sur opérations de change	(7)	(9)
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	(7)	(10)
Sur autres engagements de hors-bilan	-	-
Total	(1 098)	(1 368)
<i>Dont entreprises liées</i>	-	(15)

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
France	282	403
Union européenne (hors France)	314	812
Total	596	1 215
Charges		
France	(1 064)	(1 305)
Union européenne (hors France)	(34)	(63)
Total	(1 098)	(1 368)

Note 25 - Gains et pertes sur portefeuille de placement et assimilé

Concerne uniquement le siège

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Sur opérations sur titres de placement	-	-
Sur parts d'OPCVM (1)	(511)	(575)
Total	(511)	(575)

(1) Ce poste comprend les intérêts courus sur OPCVM et les résultats de cession des OPCVM.

Note 26 - Autres Produits et Charges d'exploitation bancaire

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
Intérêts avance de recouvrement - Titrisation	-	-
Prestations de service	-	-
Plus-value de cession VO	-	-
Reprises des provisions sur revente des véhicules d'occasion	-	-
Autres (1)	5 493	3 936
Total	5 493	3 936
<i>Dont entreprises liées</i>	-	3 678
Charges		
Dotations provision sur revente des véhicules d'occasion	-	-
Moins-value de cession VO	(42)	(84)
Amortissement de la décote titrisation locative	-	-
Autres (2)	(37 638)	(1 181)
Total	(37 680)	(1 265)

(1) Ce poste enregistre la marge que dégage Banque PSA Finance dans le cadre de la refacturation des prestations d'assistance et des frais informatiques aux filiales et coentreprises. La marge sur la refacturation aux succursales est éliminée dans le processus de centralisation.

(2) L'augmentation du poste est principalement liée à la dotation provision pour risques et charges (Note 16).

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Produits		
France	5 493	3 936
Union européenne (hors France)	-	-
Total	5 493	3 936
Charges		
France	(37 638)	(1 181)
Union européenne (hors France)	(42)	(84)
Total	(37 680)	(1 265)

Note 27 - Charges générales d'exploitation**Ventilation par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Frais de personnel	(397)	(462)
Salaires	(345)	(401)
Charges sur engagements de retraites	-	-
Autres charges sociales	(52)	(61)
Intéressement	-	-
Autres produits et charges générales d'exploitation	337	3 854
Total	(60)	3 392
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
France	977	4,592
Union européenne (hors France)	(1 037)	(1 200)
Total	(60)	3 392

Note 28 - Coût du risque

Concerne uniquement les succursales

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Vente à crédit	18	(22)
Créances saines		
Dotation pour dépréciation des créances saines	(24)	(2)
Reprise sur dépréciation des créances saines	15	5
Créances saines avec impayés		
Dotation pour dépréciation des créances saines avec impayés	(151)	(296)
Reprise sur dépréciation des créances saines avec impayés	169	322
Créances douteuses		
Dotation pour dépréciation des créances douteuses	(192)	(148)
Reprise sur dépréciation des créances douteuses	184	210
Pertes sur créances irrécupérables	-	(113)
Récupérations sur créances amorties	17	-
Crédit-bail et opérations assimilées - Clientèle finale (2)	-	-
Opérations de location simple - Clientèle finale (2)	-	-
Financement de stock aux Réseaux	-	1
Créances saines		
Dotation pour dépréciation des créances saines	-	(7)
Reprise sur dépréciation des créances saines	-	8
Créances saines avec impayés		
Dotation pour dépréciation des créances saines avec impayés	-	-
Reprise sur dépréciation des créances saines avec impayés	-	-
Créances douteuses		
Dotation pour dépréciation des créances douteuses	-	-
Reprise sur dépréciation des créances douteuses	-	-

Pertes sur créances irrécupérables	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres créances et comptes ordinaires	91	30
Créances saines		
Dotation pour dépréciation des créances saines	(37)	(91)
Reprise sur dépréciation des créances saines	44	136
Créances saines avec impayés		
Dotation pour dépréciation des créances saines avec impayés	-	-
Reprise sur dépréciation des créances saines avec impayés	-	-
Créances douteuses		
Dotation pour dépréciation des créances douteuses	(217)	(112)
Reprise sur dépréciation des créances douteuses	301	184
Pertes sur créances irrécupérables	-	(87)
Récupérations sur créances amorties	-	-
Total (1)	109	9

(1) Hors l'écart de conversion et variation de périmètre.

(2) Il n'y a eu aucun mouvement sur ces techniques en 2017 et 2018.

Note 29 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Sur immobilisations propres		
Gains	-	-
Pertes	-	-
Sur parts dans les entreprises liées		
Gains (1)	2 082	3 964
Pertes (2)	(3 703)	(1 552)
Résultat de cession des succursales		
Gains (1)	6 851	4 481
Pertes	-	(546)
Total	5 230	6 347

(1) Les gains enregistrés concernent principalement les ajustements de prix consécutifs à la mise en œuvre des coentreprises avec Santander CF.

(2) Les pertes enregistrés concernent principalement les variations positives des dépréciations de titres (3 097 milliers d'euros Cf. Note 7).

Note 30 - Impôt sur les bénéfices

Banque PSA Finance est filiale à 100 % de Peugeot S.A. et de deux de ses filiales. A ce titre, elle a donné son accord pour être incluse dans le périmètre du régime d'intégration fiscale du groupe PSA, défini aux articles 223 et suivants du Code Général des Impôts. Ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société-mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant.

Le principe retenu est que la charge fiscale de Banque PSA Finance soit identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du Groupe.

La succursale polonaise est imposée dans son pays d'exercice.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus à l'administration fiscale au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans le pays.

Par ailleurs, la Banque PSA Finance n'enregistre aucun impôt différé.

Note 31 - Résultat par secteur d'activité**Pour 2018**

(en milliers d'euros)	Activités de financement				Rafinancement et placements	31.12.2018
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis		
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	283	783	(8 269)	103 551	(4 862)	91 486
Coût du Risque	91	17	1			109
Résultat après coût du risque	374	800	(8 268)	103 551	(4 862)	91 595
Charges générales d'exploitation				(60)		(60)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(12 237)		(12 237)
Résultat d'exploitation	374	800	(8 268)	91 254	(4 862)	79 298

(1) Les éléments non répartis sur ce poste correspondent, à hauteur de 127 millions d'euros, aux dividendes reçus par Banque PSA Finance de ses filiales (cf. Note 23).

(en milliers d'euros)	Activités de financement				Rafinancement et placements	31.12.2017
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis		
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	315	2 217	25	243 790	(5,176)	241 171
Coût du Risque	-	9	-			9
Résultat après coût du risque	315	2 226	25	243 790	(5 176)	241 180
Charges générales d'exploitation				3 392		3 392
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(12 127)		(12 127)
Résultat d'exploitation	315	2 226	25	235 055	(5 176)	232 445

(1) Les éléments non répartis sur ce poste correspondent, à hauteur de 241 millions d'euros, aux dividendes reçus par Banque PSA Finance de ses filiales (cf. Note 23).

Note 32 - Evénements postérieurs à la clôture

Il n'est survenu depuis le 31 décembre 2018 et jusqu'au 22 février 2019, date d'examen des comptes par le Conseil d'Administration, aucun autre événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers.

IV. – Filiales et participations AU 31 décembre 2018

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en % direct	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
(en milliers d'euros)										
1) Filiales détenues à plus de 50 % (directement ou indirectement)										
PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A. Maipù 942 - 20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	1 210	14 385	50	13 159	10 264	-	-	7 892	4 559	-
PSA Services Ltd Mediterranean Building 53, Abate Rigord Street XBX Malte	32 705	48 486	100	56 255	56 255	-	-	10 959	16 811	10 991
PC Argentina Compania de Seguros Maipù 942 - 20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	278	(169)	70	518	518	-	-	4 325	3 596	-
PSA Financial Holding B.V. Lemelerbergweg 12, 1101 DV Amsterdam Pays-Bas	57 800	99 955	100	138 389	138 389	-	-	1 243	10 569	1 245
Banque PSA Finance Rus 17/1, Tchistoprudniy boulevard 101000 Russie	23 836	12 173	65	32 279	32 279	-	-	7 637	3 187	-
Peugeot Citroën Leasing Rus 17/1, Tchistoprudniy boulevard 101000 Russie	1 255	(338)	100	1 315	1 315	-	-	24	80	-
Economy Drive Cars Ltd Pinley House, 2 Sunbean Way Coventry - Royaume-Uni	112	(2 158)	100	1	1	-	-	(3 499)	(2 720)	
Banque PSA Finance Algérie Plateau des Annassers, 16000 ALGER Algérie	368	(280)	2	9	7	-	-	-	(21)	-
PSA Factor Italia S. p. A. Via Gallarate 199, 20151 Milano Italie	20	988	95	1 189	952	-	-	39	(33)	-
PSA Finance Hungaria Zrt Bocskai ut 134 - 146 E ép. Budapest Hongrie	157	186	2	424	-	-		-	-	-
BPF Pazarlama AHAS Kayisdagi Caddesi No : 1/1 ATASEHIR - ISTANBUL Turquie	158	494	100	968	433	-	-	1 519	360	-
Banque PSA Finance Mexico SA de CV SOFOM Av Insurgentes Sur n° 1898, MEXICO Mexique	5 349	400	3	242	160	-	-	1 855	482	-
2) Coentreprises détenues à 50 %										
PSA Banque France 29 rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois Perret	144 843	947 899	50	469 711	469 711	-	-	120 869	116 492	114 969
PSA Finance UK Ltd Quadrant House - Princess Way Redhill Surrey RH1 1QA - Royaume-Uni	489	287 236	50	147 289	147 289	-	-	109 939	55 948	-
PSA Finance España EFC C/Eduardo Barreiros N°110. 28041 Madrid Espagne	265 132	147 555	50	142 838	142 838	-	-	127 531	54 506	-

Banca Italia S.p.a Via Gallarate 199, 20151 Milano Italie	140 309	156 904	50	124 402	124 402	-	-	97 894	36 983	-
PSA Finance Belux Rue de l'Etoile 99, 1180 Bruxelles Belgique	71 500	28 252	50	64 908	64 908	-	-	42 633	16 725	-
Banco PSA Finance Brasil S.A. Rua Eng. Francisco Pitta Brito, 779 3° andar Sao Paulo SP Cep. 04753-080 - Brésil	51 700	15 773	50	27 025	27 025	-	-	24 879	4 395	-
PSA Finance Polska Sp.oz.o. ul.Domaniewska 44 a 02-672 Warszawa Pologne	27 909	2 811	50	15 367	15 367	-	-	11 510	3 493	-
PSA Bank Deutschland GmbH Siemensstrasse 10, 63263 Neu-Issenburg Allemagne	1 464	423 832	50	244 389	244 389	-	-	113 261	37 465	-
PSA Financial Services Nederland B.V. Hoofdweg 256, 3067 GJ Rotterdam Pays-Bas	2	59 724	50	24 233	24 233	-	-	28 806	12 954	-
Opel Bank S.A. 7, rue Henri Sainte Claire Denville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	101 930	958 349	50	488 841	488 841	-	-	54 574	43 694	27 778
Olympia SAS 7, rue Henri sainte Claire Denville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	105	-	50	60	60	-	-	-	-	-
3) Participation										
Automobile Citroën 7, rue Henri Sainte Claire Denville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	159 000	16 547	-	-	-	-	1 778	-	41 129	-

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque PSA Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Titres de participation

Risque identifié

Comme indiqué en notes 1-B et 7 de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation, figurant au bilan de la société Banque PSA Finance au 31 décembre 2018 pour un montant net de 2 milliards d'euros, représentent un poste significatif du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût amorti et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité.

La détermination de cette valeur d'utilité requiert l'exercice de jugement par la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Ces éléments peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (actif net, actif net retraité, actif net consolidé), ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité et plan d'affaires des participations détenues).

La conjoncture et l'environnement économiques auxquels sont confrontées certaines filiales, ainsi que l'implantation géographique de certaines d'entre elles, peuvent avoir un impact sur l'évolution de leurs résultats et la marche des affaires.

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que l'identification d'indice de perte de valeur des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté à mettre en œuvre les procédures suivantes :

Pour l'identification d'indice de perte de valeur reposant sur des éléments historiques :

- analyser la concordance entre les actifs nets retenus pour la valeur d'inventaire et les comptes des entités ayant fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques ;
- analyser la documentation des ajustements des et retraitements opérés sur les actifs nets retenus ;
- vérifier le calcul justifiant l'absence d'indice de perte de valeur des titres de participation ainsi évalués.

Pour l'identification d'indice de perte de valeur reposant sur des éléments prévisionnels :

- analyser la cohérence des perspectives de rentabilité utilisées pour déterminer la valeur d'utilité des participations avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques approuvés par la gouvernance des entités concernées ;
- analyser les perspectives de rentabilité utilisées par le passé pour déterminer la valeur d'utilité en les comparant aux données financières correspondantes réalisées ;
- vérifier le calcul justifiant l'absence d'indice de perte de valeur des titres de participation ainsi évalués.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, l'exactitude et la sincérité de ces informations appellent de notre part les observations suivantes :

- Au titre des rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés par ces dispositions, le rapport sur le gouvernement d'entreprise renvoie au document de référence établi par la société contrôlant votre société, dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé.
- L'information disponible s'agissant de certains administrateurs et dirigeants n'est pas individuelle et nominative.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque PSA Finance par votre assemblée générale du 25 mai 2005 pour le cabinet MAZARS et du 19 avril 2011 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2018, le cabinet MAZARS était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la huitième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 12 avril 2019

MAZARS
Matthew Brown

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit
Vincent Roty

VI. — Mise à disposition du rapport de gestion.

Le rapport de gestion sur les comptes sociaux est tenu à la disposition du public au siège social de BANQUE PSA FINANCE 68 avenue Gabriel Péri 92230 Gennevilliers.

B. — Comptes consolidés

I. — Bilan consolidé

(en millions d'euros)

Actif	Notes	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Caisse, banques centrales	4	56	98
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.2, 5	364	165
Instruments dérivés de couverture	6	4	2
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.2	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	3.2	-	2
Titres au coût amorti	3.2	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	7	282	294
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3.2, 8, 25	179	331
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3.2	-	-
Actifs d'impôts courants	26.1	13	15
Actifs d'impôts différés	26.1	5	9
Comptes de régularisation et actifs divers	9	78	84
Participations dans les entreprises mises en équivalence	3, 10	2 372	2 138
Immobilisations corporelles	-	2	3
Immobilisations incorporelles	11	56	54
Ecarts d'acquisition	12	-	1
Total de l'actif		3 411	3 196

Passif	Notes	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Banques centrales	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	1	1	1
Dettes envers les établissements de crédit	13	72	150
Dettes envers la clientèle	14	3	8
Dettes représentées par un titre	15	249	248
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4	4	9
Passifs d'impôts courants	26.1	2	8
Passifs d'impôts différés	26.1	3	3
Comptes de régularisation et passifs divers	16	55	81
Provisions techniques des contrats d'assurance	17.1	83	81
Provisions	18	61	38
Dettes subordonnées	-	-	-
Capitaux propres	3	2 878	2 569
- Capitaux propres part du groupe		2 867	2 553
- Capital et réserves liées		1 160	1 160
- Réserves consolidées		1 898	1 559
- dont résultat net - part du groupe		322	241
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(191)	(166)
- dont résultat net - part du groupe (part des éléments recyclés par résultat)		-	9
- Intérêts minoritaires		11	16
Total du passif		3 411	3 196

II. – Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)

	Notes	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Intérêts nets sur opérations financières avec la clientèle		26	56
- Intérêts et produits au coût amorti	23	46	72
- Variation de juste valeur des crédits couverts en risque de taux		-	-
- Intérêts des instruments financiers de couverture		-	-
- Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture		-	-
- Intérêts et charges assimilées		(1)	(1)
- Autres produits et charges		(19)	(15)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.2	-	-
- Intérêts et dividendes sur titres de placements		-	-
- Variation de juste valeur des titres avec option juste valeur		-	-
- Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement		-	-
- Frais d'acquisition		-	-
- Dividendes et produits nets sur titres de participation		-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.2	-	-
Gains ou pertes nets sur titres au coût amorti	3.2	-	-
Coût net de refinancement		(28)	(45)
- Intérêts et produits sur opérations interbancaires		1	1
- Intérêts sur emprunts auprès des établissements de crédits		(19)	(27)
- Intérêts sur dettes représentées par un titre		(20)	(21)
- Intérêts sur comptes d'épargne sur livret		-	-
- Charges sur engagements de financement reçus		(1)	(1)
- Variation de juste valeur du refinancement couvert en risque de taux		4	6
- Intérêts des instruments financiers de couverture		12	9
- Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture		(5)	(12)
- Variation de juste valeur du refinancement avec option juste valeur		-	-
- Frais d'émission		-	-
Gains et pertes nets sur opérations de trading		-	-
- Opérations de taux		-	-
- Opérations de change		-	-
Gains et pertes nets liés à l'hyperinflation		(9)	-
Gains et pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.2	-	-
Marge sur prestations de services d'assurance	17.2	12	31
- Primes acquises		43	78
- Charges de prestations		(31)	(47)
Marge sur autres prestations de services		1	4
- Produits		1	4
- Charges		-	-
Produit Net Bancaire		2	46
Charges générales d'exploitation	24	(12)	(15)
- Personnel		(6)	(7)
- Autres charges générales d'exploitation		(6)	(8)
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	11	(13)	(13)
Gains ou pertes sur titres de participation et autres actifs immobilisée		-	-
Résultat brut d'exploitation		(23)	18
Coût du risque de crédit	25	-	(5)
Résultat d'exploitation		(23)	13
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3, 10	336	249
Variation de valeur des écarts d'acquisition		(1)	-
Charges des engagements sociaux		-	-
Produits des engagements sociaux		-	-
Autres éléments hors exploitation		10	4
Résultat avant impôt		322	266
Impôt sur les bénéfices	26.2	(2)	(10)
Résultat net		320	256
- dont part du groupe		322	250
- dont intérêts minoritaires		(2)	6
Résultat net – part du groupe – par action (en euros)		25,8	20,1

III. – Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)

	31.12.2018			31.12.2017 retraité		
	Avant impôts	Impôts	Après impôts	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Résultat net	322	(2)	320	266	(10)	256
- dont intérêts minoritaires			(2)			6
Eléments recyclables par résultat						
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	3	(1)	2	-	-	-
- dont évaluation reprise en résultat net	-	-	-	-	-	-
- dont évaluation directe par capitaux propres	3	(1)	2	-	-	-
Ecart de conversion	(25)	-	(25)	(17)	-	(17)
OCI des coentreprises	(5)	(1)	(6)	(22)	-	(22)
Total des éléments recyclables par résultat	(27)	(2)	(29)	(39)	-	(39)
- dont intérêts minoritaires			(7)			(5)
Eléments non recyclables par résultat						
Ecart actuariels sur engagements de retraite	-	-	-	-	-	-
OCI des coentreprises	(4)	1	(3)	(5)	1	(4)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(31)	(1)	(32)	(44)	1	(43)
- dont intérêts minoritaires			(7)			(5)
Total Résultat et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	291	(3)	288	222	(9)	213
- dont part du groupe			297			212
- dont intérêts minoritaires			(9)			1

IV. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

(en millions d'euros)

	Capital et réserves liées (1)			Réserves consolidées	Ecart d'évaluation - Part du groupe				Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes d'émission, d'apport et de fusion et boni de liquidation	Réserve légale et autres réserves		Réévaluation des instruments dérivés de couverture	Ecart actuariels sur engagements de retraite	Ecart de conversion	OCI des coentreprises			
Au 31 décembre 2016	177	340	318	1 373	(2)	-	(122)	(13)	2 071	21	2 092
Augmentation de capital	22	248							270		270
Distribution de dividendes par :											
- Banque PSA Finance				-					-		-
- les autres sociétés				-					-	(6)	(6)
Résultat net				218	-	-	9	-	227	6	233
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-	-	-	(12)	(25)	(37)	(5)	(42)
Autre (2)		55		(55)	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2017 publié	199	643	318	1 536	(2)	-	(125)	(38)	2 531	16	2 547
Effets révisés de l'acquisition des activités de financement automobile d'Opel/Vauxhall (3)				23				(1)	22	-	22
Au 31 décembre 2017 retraité	199	643	318	1 559	(2)	-	(125)	(39)	2 553	16	2 569
Impact de l'application de l'IFRS 9 à l'ouverture (4)				14					14	-	14

Au 1^{er} janvier 2018	199	643	318	1 573	(2)	-	(125)	(39)	2 567	16	2 583
Distribution de dividendes par :											
- Banque PSA Finance				-					-		-
- les autres sociétés				-					-	-	-
Résultat net (5)				322	-	-	-	-	322	(2)	320
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-	1	-	(17)	(9)	(25)	(7)	(32)
Variations liées à l'hyperinflation (5)				4	-	-	-	-	4	4	8
Autre				(1)	-	-	-	-	(1)	-	(1)
Au 31 décembre 2018	199	643	318	1 898	(1)	-	(142)	(48)	2 867	11	2 878

En juillet 2017, une augmentation de capital de Banque PSA Finance de 22 millions d'euros a été réalisée par émission de 1 388 246 actions nouvelles de 16 euros chacune, assortie d'une prime d'émission de 248 millions d'euros.

Le capital social de 199 millions d'euros, intégralement libéré, est composé de 12 476 246 actions émises.

(1) Comprend le capital, les primes et les réserves de la société mère.

(2) Le boni de liquidation de la société PSA Finance S.C.S, liquidée en juin 2014 sans impact sur les comptes consolidés du groupe Banque PSA Finance, figurait en "Réserves consolidées" dans les états financiers publiés jusqu'en juin 2017, pour un montant de 55 millions d'euros. Ce montant est désormais présenté en "Capital et réserves liées : Primes d'émission, d'apport et de fusion et boni de liquidation".

(3) En application de la norme IFRS 3 révisée (cf. Note 3.1).

(4) cf. Note 3.2.

(5) L'application d'IAS 29 entraîne un effet négatif de - 11 millions d'euros sur le résultat net, dont - 8 millions d'euros entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur la période (+ 4 millions d'euros part du groupe et + 4 millions d'euros part des minoritaires).

Conformément à l'amendement IAS 1 - Informations sur le capital, les informations requises sont données dans le paragraphe "Capital" du rapport de gestion.

V. — Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)

	31.12.2018	31.12.2017 Proforma (1)
Résultat avant impôt	322	266
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	13	12
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	27	1
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(336)	(249)
Perte nette/gain net des activités d'investissement	(9)	(5)
(Produits)/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	6	16
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôt et des autres ajustements	(299)	(225)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	6	(51)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	21	(65)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	38	(17)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(12)	24
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	95	141
Impôt sur les bénéfices versé	(5)	(6)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	143	26
Total flux net de trésorerie de l'activité opérationnelle (A)	166	67
Flux liés aux participations	(3)	(521)
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nets de la trésorerie acquise	(10)	-
- Encaissements liés aux cessions de filiales, nets de la trésorerie cédée	7	4
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence	-	(489)
- Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence	-	-
- Autres flux liés aux participations	-	(36)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(15)	(16)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(15)	(16)
- Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Effet des variations de périmètre	-	2
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(18)	(535)

Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-	264
- Décaissements liés aux dividendes payés		
- au groupe PSA	-	-
- aux minoritaires	-	(6)
- Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	-	270
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-	-
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-	264
Effets de la variation des taux de change (D)	-	(2)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	148	(206)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	314	520
Caisse, Banques centrales (actif & passif)	98	58
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	216	462
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	462	314
Caisse, Banques centrales (actif & passif)	56	98
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	406	216

(1) L'évolution de la présentation du Tableau des flux de trésorerie est détaillée en note 3.3

VI. — Annexes.

Note 1 - Faits marquants de la période et structure du Groupe

A. Faits marquants de la période

Allocation définitive de l'écart de première consolidation consécutif au rachat des activités de financement automobile d'Opel/Vauxhall en partenariat avec BNP Paribas Personal Finance.

Le 1^{er} novembre 2017, Banque PSA Finance, filiale à 100 % du Groupe PSA, et BNP Paribas Personal Finance, filiale à 100 % de BNP Paribas, ont finalisé l'acquisition conjointe, annoncée le 6 mars 2017, de l'intégralité des activités européennes de GM Financial, regroupant les marques existantes Opel Bank, Opel Financial Services et Vauxhall Finance,

Opel Bank SA, qui constitue la maison-mère du périmètre ainsi acquis est détenue à parts égales par BNP Paribas Personal Finance et Banque PSA Finance. Elle est mise en équivalence par Groupe PSA et Banque PSA Finance et consolidée en intégration globale par BNP Paribas et BNP Paribas Personal Finance. BPF exerce une influence notable car le Groupe ne dispose que de 50 % des droits de vote sans exercer de contrôle exclusif. Le contrôle exclusif du partenaire résulte notamment de son contrôle sur la politique de refinancement ainsi que sur la mesure et le contrôle du risque de crédit.

En date de closing et pour l'acquisition de sa quote-part de 50 %, BPF a payé un prix de 488,8 M€. Ce prix est inférieur à la quote-part de situation nette de l'acquise, et, depuis le 30 juin 2018, les travaux de recensement et d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs sont finalisés. En application de la norme IFRS 3 révisée, le groupe a procédé à l'allocation définitive de cet écart de première consolidation dans les comptes retraités au 31 décembre 2017.

Hyperinflation en Argentine.

Depuis cette année, l'Argentine est considérée comme un pays en hyperinflation. Par conséquent, les états financiers 2018 de Banque PSA Finance intègrent les effets de la correction de l'inflation tels que prévus par IAS29. La réévaluation des capitaux propres de la période génère une perte nette de 8 millions d'euros sur le résultat net de Banque PSA Finance.

B. Evolution du périmètre

Partenariats avec Santander CF

Cession de PSA Renting Italia S.p.A. à Banca PSA Italia S.p.A. : la filiale PSA Renting Italia S.p.A., détenue à 100 % par Banque PSA Finance et intégrée globalement au 31 décembre 2017, est devenue le 1^{er} janvier 2018 filiale à 100 % de Banca PSA Italia S.p.A., coentreprise en partenariat avec Santander CF. En conséquence, la filiale PSA Renting Italia S.p.A. est consolidée par mise en équivalence en 2018.

En février 2018, la société en partenariat PSA Finance Suisse S.A. a procédé au rachat anticipé des créances de financement automobile du FCT Auto ABS Swiss Lease 2013 GmbH. Il a été procédé en conséquence à la liquidation anticipée du fonds. Le FCT étant consolidé par mise en équivalence, cette opération est neutre dans les comptes consolidés du groupe Banque PSA Finance.

En février 2018, la société en partenariat Banca Italia S.p.A. a cédé 742 millions d'euros de créances de financement automobile au FCT Auto ABS Italienne 2018-1 S.r.l. Le fonds a émis des obligations de classe A (675 millions d'euros) et de classe B (67 millions d'euros), Banca Italia S.p.A conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis février 2018, par mise en équivalence.

En mars 2018, la société en partenariat Banca Italia S.p.A a procédé au rachat anticipé des créances de financement automobile du FCT ABS Italian Loans Master S.r.l.. Il a été procédé en conséquence à la liquidation anticipée du fonds. Le FCT étant consolidé par mise en équivalence, cette opération est neutre dans les comptes consolidés du groupe Banque PSA Finance.

En juin 2018, la société en partenariat PSA Financial Services Spain E.F.C. S.A. a procédé au rachat anticipé des créances de financement automobile du FCT Auto ABS - Compartiment 2012-3. Il a été procédé en conséquence à la liquidation anticipée du fonds. Le FCT étant consolidé par mise en équivalence, cette opération est neutre dans les comptes consolidés du groupe Banque PSA Finance.

En août 2018, la société en partenariat PSA Bank Deutschland GmbH a procédé au rachat anticipé des créances de financement automobile du FCT Auto ABS German Loans Master. Il a été procédé en conséquence à la liquidation anticipée du fonds. Le FCT étant consolidé par mise en équivalence, cette opération est neutre dans les comptes consolidés du groupe Banque PSA Finance.

En septembre 2018, la société en partenariat PSA Financial Services Spain E.F.C. S.A. a cédé 620 millions d'euros de créances de financement automobile au FCT Auto ABS Spanish loans 2018, FT. Le fonds a émis des obligations de classe A (572 millions d'euros) et de classe B (48 millions d'euros). PSA Financial Services Spain E.F.C. S.A. conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis septembre 2018, par mise en équivalence.

En octobre 2018, la société en partenariat PSA Bank Deutschland GmbH a cédé 669 millions d'euros de créances de financement automobile au FCT Auto ABS German loans 2018. Le fonds a émis des obligations de classe A (600 millions d'euros) et de classe B (67 millions d'euros), PSA Bank Deutschland GmbH conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis octobre 2018, par mise en équivalence.

En novembre 2018, la société en partenariat Crédipar a cédé 600 millions d'euros de créances de financement automobile au FCT Auto ABS French leases 2018 – Fonds E. Le fonds a émis des obligations de classe A (450 millions d'euros), de classe B (60 millions d'euros) et de classe C (90 millions d'euros). Crédipar conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis novembre 2018, par mise en équivalence.

Partenariats avec BNP Paribas PF

La structure juridique du groupe Opel Bank S.A, a été rationalisée à partir de juin 2018 :

En juin 2018, l'entité Opel Finance Germany Holdings GmbH a absorbé l'entité non consolidée MLG Germany GmbH.

En juillet 2018, l'entité OPVF Europe Holdco Limited a racheté les titres Vauxhall Finance plc à OPVF Holdings U.K. Limited, entité qui est actuellement en cours de liquidation.

En septembre et octobre 2018, l'entité Opel Bank GmbH a absorbé les entités non consolidées Opel Financial Insurance Services GmbH et Opel Financial Services GmbH.

En octobre 2018, l'entité Opel Bank GmbH a absorbé l'entité Opel Finance Germany Holdings GmbH.

En novembre 2018 Opel Bank S.A a absorbé l'entité OPVF Europe Holdco Limited.

En décembre 2018, Opel Bank GmbH a procédé à la succursalisation de la filiale espagnole non consolidée Opel Finance SA Unipersonal. La nouvelle entité, Opel Bank GmbH, succursale en Espagne, est consolidée par mise en équivalence.

En conséquence, Opel Bank S.A, détient dorénavant directement toutes ses filiales, hormis Opel Leasing GmbH, filiale à 100 % de Opel Bank GmbH, et Opel Real Estate GmbH & Co. KG, filiale non consolidée, détenue à 94 % par Opel Leasing GmbH et à 6 % par Opel Bank S.A.

Ces opérations n'ont pas eu d'incidence significative dans les comptes consolidés du groupe Banque PSA Finance.

C. Liste des sociétés consolidées

Sociétés	Code ISO pays	Participation de Banque PSA Finance			31.12.2018		31.12.2017	
		Directe %	Indirecte %	Détenue par	Méthode de conso.	% intérêts	Méthode de conso.	% intérêts
Succursales								
Succursale en Pologne	PL	-	-		IG	100	IG	100
Filiales								
Financement des ventes en Europe								
Financement des ventes hors Europe								
PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.	AR	50	-		IG	50	IG	50
BPF Algérie	DZ	2	98	PSA Financial Holding B.V.	IG	100	IG	100
Banque PSA Finance Mexico SA de CV SOFOM ENR	MX	2.80	97.20	PSA Finance Nederland B.V.	IG	100	IG	100
Bank PSA Finance Rus	RU	65	35	PSA Financial Holding B.V.	IG	100	IG	100
BPF Pazarlama A.H.A.S.	TR	100	-		IG	100	IG	100
Peugeot Citroën Leasing Russie	RU	100	-		IG	100	IG	100
Assurance								
PSA Services Ltd	MT	100	-		IG	100	IG	100
PSA Insurance Ltd	MT	0.01	99.99	PSA Services Ltd	IG	100	IG	100
PSA Life Insurance Ltd	MT	0.01	99.99	PSA Services Ltd	IG	100	IG	100
PSA Insurance Manager Ltd	MT	-	100	PSA Services Ltd	IG	100	IG	100
PSA Insurance Solutions Ltd	MT	-	100	PSA Services Ltd	IG	100	IG	100
PCA Compañía de Seguros S.A	AR	70	-		IG	70	IG	70
Autres sociétés								
Economy Drive Cars Ltd	GB	100	-		IG	100	IG	100
Vernon Wholesale Investments Company Ltd	GB	-	100	Economy Drive Cars Ltd	IG	100	IG	100
PSA Factor Italia S.p.A.	IT	94.54	-		IG	94.54	IG	94.54
PSA Finance Nederland B.V.	NL	-	100	PSA Financial Holding B.V.	IG	100	IG	100
PSA Financial Holding B.V.	NL	100	-		IG	100	IG	100
Coentreprises (1)								
Partenariats en Europe :								
- avec Santander CF								
PSA Finance Belux	BE	50	-		MEE	50	MEE	50
PSA Finance Suisse S.A.	CH	-	50	PSA Financial Services Spain E.F.C. S.A.	MEE	50	MEE	50
PSA Bank Deutschland GmbH	DE	50	-		MEE	50	MEE	50
PSA Bank Österreich GmbH, succursale en Autriche	AT	-	-		MEE	50	MEE	50
PSA Financial Services Spain E.F.C. S.A.	ES	50	-		MEE	50	MEE	50
PSA Banque France	FR	50	-		MEE	50	MEE	50
Crédipar	FR	-	50	PSA Banque France	MEE	50	MEE	50
CLV	FR	-	50	Crédipar	MEE	50	MEE	50
PSA Finance UK Ltd	GB	50	-		MEE	50	MEE	50
Banca PSA Italia S.p.A.	IT	50	-		MEE	50	MEE	50
PSA Renting Italia S.p.A.	IT	-	50	Banca PSA Italia S.p.A.	MEE	50	IG	100
PSA Insurance Europe Ltd	MT	-	50	PSA Services Ltd	MEE	50	MEE	50
PSA Life Insurance Europe Ltd	MT	-	50	PSA Services Ltd	MEE	50	MEE	50
PSA Financial Services Nederland B.V.	NL	50	-		MEE	50	MEE	50
PSA Finance Polska Sp.zo.o.	PL	50	-		MEE	50	MEE	50
PSA Consumer Finance Polska Sp. z o.o	PL	-	50	PSA Finance Polska Sp.zo.o.	MEE	50	MEE	50

- avec BNP Paribas PF								
Opel Finance BVBA	BE	-	50	Opel Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Opel Finance SA	CH	-	50	Opel Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Opel Finance Germany Holdings GmbH	DE	-	-		-	-	MEE	50
Opel Bank GmbH (2)	DE	-	50	Opel Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Opel Bank GmbH, succursale en Espagne	ES	-	-		MEE	50	-	-
Opel Bank GmbH, succursale en Grèce	GR	-	-		MEE	50	MEE	50
Opel Bank GmbH, succursale en Irlande	IE	-	-		MEE	50	MEE	50
Opel Leasing GmbH	DE	-	50	Opel Bank GmbH	MEE	50	MEE	50
Opel Leasing GmbH, succursale en Autriche	AT	-	-		MEE	50	MEE	50
Opel Bank S.A	FR	50	-		MEE	50	MEE	50
OPVF Europe Holdco Limited	GB	-	-		-	-	MEE	50
OPVF Holdings U.K. Limited	GB	-	50	Opel Bank S.A	-	-	MEE	50
Vauxhall Finance plc (3)	GB	-	50	Opel Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Opel Finance SpA	IT	-	50	Opel Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Opel Finance International B.V.	NL	-	50	Opel Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Opel Finance N.V.	NL	-	50	Opel Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Opel Finance AB	SE	-	50	Opel Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Partenariat au Brésil, avec Santander								
Banco PSA Finance Brasil S.A.	BR	50	-		MEE	50	MEE	50
PSA Corretora de Seguros e Serviços Ltda	BR	-	50	PSA Services Ltd	MEE	50	MEE	50
Partenariat en Chine, avec Dongfeng Peugeot Citroën								
Dongfeng Peugeot Citroën Auto Finance Company Ltd	CN	-	25	PSA Finance Nederland B.V.	MEE	25	MEE	25
Entités ad hoc (1)								
Auto ABS Swiss Leases 2013 GmbH	CH	-	-		-	-	MEE	50
FTA Auto ABS 2012-3	ES	-	-		-	-	MEE	50
FT Auto ABS Spanish Loans 2016	ES	-	-		MEE	50	MEE	50
FT Auto ABS Spanish Loans 2018	ES	-	-		MEE	50	-	-
FCT Auto ABS DFP Master Compartment France 2013	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS French Loans Master	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS German Loans Master	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS French Leases Master	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS LT Leases Master	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS German Loans 2018	FR	-	-		MEE	50	-	-
FCT Auto ABS French Leases 2018 - Fonds E	FR	-	-		MEE	50	-	-
Auto ABS UK Loans plc	GB	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS UK Loans 2017 plc	GB	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Loans Master S.r.l.	IT	-	-		-	-	MEE	50
Auto ABS Italian 2018.1 S.r.l.	IT	-	-		MEE	50	-	-

(1) cf. Note 10.2 Informations détaillées sur les Partenariats - Coentreprises.

(2) Dont l'entité ad hoc Ecarat 9 SA.

(3) Dont les entités ad hoc Ecarat 6 plc, Ecarat 7 plc, Ecarat 8 plc et Ecarat 9 plc.

Note 2 - Principes comptables

En application du Règlement européen CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales à partir du 1^{er} janvier 2005, le groupe Banque PSA Finance a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne et d'application obligatoire à cette date.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et SIC (Standing Interpretations Committee).

Au 31 décembre 2018, la présentation des comptes consolidés du groupe Banque PSA Finance est effectuée selon les préconisations de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) formalisées dans le cadre de la recommandation N°2017-02 du 2 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales à partir du 1^{er} janvier 2018.

Les normes et interprétations appliquées sont identiques à celles appliquées au 31 décembre 2017, complétées par les normes et interprétations dont l'application est obligatoire pour la première fois en 2018.

Nouveaux textes IFRS et interprétations IFRIC d'application obligatoire à l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018

Les nouveaux textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018 et appliqués par le groupe Banque PSA Finance sont les suivants :

- **IFRS 9 – Instruments financiers**, qui a remplacé IAS 39 – Instruments financiers. Cette norme, publiée par l'IASB en juillet 2014, a été adoptée par l'Union Européenne le 22 novembre 2016.

La norme IFRS 9 regroupe les 3 phases :

- classification et l'évaluation des instruments financiers,
- dépréciation des actifs financiers et
- couverture des instruments financiers.

Les améliorations apportées par IFRS 9 incluent :

- une approche logique et unique pour la classification et l'évaluation des actifs financiers qui reflète le modèle économique dans le cadre duquel ils sont gérés, ainsi que leurs flux de trésorerie contractuels,
- un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues »,
- une approche sensiblement réformée de la comptabilité de couverture.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, Banque PSA Finance a choisi de ne pas retraiter les chiffres des périodes antérieures.

En conséquence, Banque PSA Finance a comptabilisé toute différence entre la valeur comptable précédente (2017) et la valeur comptable au début de l'exercice auquel appartient la date de première application (2018) dans le solde d'ouverture des capitaux propres de ce même exercice 2018.

Les modalités d'application de la norme IFRS 9 chez Banque PSA Finance se détaillent comme suit :

Phase 1 - Classification et l'évaluation des instruments financiers

Sur la base des analyses effectuées sur la phase 1 - Classification et évaluation, il ressort que des instruments financiers qui étaient comptabilisés au coût amorti (les financements et créances de location) et à la juste valeur par résultat sous IAS 39 continuent respectivement à remplir les conditions pour une comptabilisation au coût amorti et à la juste valeur par résultat sous IFRS 9 et ne génèrent donc pas d'impact sur les comptes de Banque PSA Finance au 31 décembre 2018.

Les actifs financiers dont la détention est en vue de percevoir des flux de trésorerie contractuels, sont évalués au coût amorti.

En cas de détention d'actifs financiers s'inscrivant dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par leur vente, ces actifs sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2018 Banque PSA Finance ne dispose pas d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers ayant un tout autre modèle économique sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Phase 2 - Dépréciation des actifs financiers

Banque PSA Finance s'appuie pour le calcul des pertes attendues sous IFRS 9 sur la méthodologie de calcul des différents paramètres de risques (données utilisées, segmentation des portefeuilles, évaluation individuelle ou collective, choix de modélisation – notamment probabilité de défaut (PD) lifetime, exposition courante des contrats au moment de la tombée en défaut (EAD) lifetime, etc.) ainsi que sur l'intégration des données prospectives : définition des scénarios macroéconomiques et modalités de prise en compte dans les pertes de crédit attendues.

Par ailleurs, la norme IFRS 9 distingue les actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur mis en place (purchased or originated credit impaired ou POCI). Ces actifs correspondent à des instruments financiers acquis ou créés en étant déjà dépréciés au titre du risque de crédit lors de leur comptabilisation initiale. Les POCI sont dépréciés sur la base des pertes attendues à maturité, lors de l'arrêté comptable qui suit immédiatement la date de première comptabilisation.

Phase 3 - Couverture des instruments financiers

Conformément à la décision du Groupe PSA, Banque PSA Finance applique la phase 3 - Couverture des instruments financiers de la norme IFRS 9 à partir du 1^{er} janvier 2018.

Les opérations documentées en comptabilité de couverture sous IAS 39 restent documentées de la même façon en couverture sous IFRS 9 à partir du 1^{er} janvier 2018 et cela sans impact pour les comptes de BPF au 31 décembre 2018.

Par ailleurs, la norme IFRS 9 ne traite pas explicitement de la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers. Les dispositions prévues dans IAS 39 pour ces couvertures de portefeuille, telles qu'adoptées par l'Union Européenne, continuent de s'appliquer.

- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients.

Cette norme a été publiée dans sa version définitive par l'IASB en mai 2014. Au niveau de l'Union Européenne, IFRS 15 a été homologuée le 22 septembre 2016.

La norme IFRS 15 pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats conclus avec des clients. Sont exclus les contrats qui relèvent de normes spécifiques : les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. Par conséquent, la majorité des revenus de Banque PSA Finance sont exclus du périmètre de cette nouvelle norme. S'agissant des autres cas, il n'y a pas de modification significative concernant les modalités de comptabilisation actuelles (commissions d'apporteurs notamment) pour Banque PSA Finance.

- Amendements à IFRS 4 - Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance

Ces amendements visent à remédier aux conséquences comptables temporaires du décalage entre la date d'entrée en vigueur de la norme IFRS 9 (soit le 1^{er} janvier 2018) et celle de la nouvelle norme sur les contrats d'assurance IFRS 17 remplaçant la norme actuelle IFRS 4 (soit le 1^{er} janvier 2021). Cette possibilité est conditionnée notamment à l'absence de cessions internes d'instruments financiers entre les entités d'assurance et les autres entités du conglomerat (hormis les instruments financiers qui sont évalués à la valeur de marché par résultat).

Conformément aux dispositions de ces amendements, les entités d'assurance appliqueront la norme IFRS 9 à partir du 1^{er} janvier 2021 et cela sans impact significatif sur les comptes de Banque PSA Finance.

Tous les autres nouveaux textes n'ont pas d'impact significatif au niveau du groupe Banque PSA Finance.

Nouveaux textes IFRS et interprétations IFRIC non applicables obligatoirement en Union Européenne à l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018

L'impact potentiel des textes publiés par l'IASB ou l'IFRIC ainsi que des projets comptables de l'IASB ou l'IFRIC d'application obligatoire en Union Européenne aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2018, non encore adoptés par l'Union Européenne est en cours d'analyse, et notamment :

- IFRS 16 – Contrats de location

Pendant plus de 10 ans, l'IASB a travaillé sur la refonte de la norme IAS 17 qui régit la comptabilisation des actifs loués, tant en crédit-bail / location financière, qu'en location opérationnelle, dans une optique de convergence avec le FASB. Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié le texte définitif de la norme IFRS 16. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 9 novembre dernier et entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019.

IFRS 16 ne génère pas d'impact significatif pour Banque PSA Finance en tant que bailleur ; car le texte de la norme converge en effet avec les dispositions actuelles d'IAS 17.

Néanmoins, les impacts d'IFRS 16 concernent principalement les contrats de location des biens mobiliers et immobiliers dont les joint-ventures du groupe Banque PSA Finance sont preneurs.

BPF, y compris sur le périmètre des sociétés en partenariats avec SCF et BNP PF, a pris la décision d'appliquer la méthode rétrospective simplifiée permettant de ne pas retraiter l'information comparative.

Les options suivantes, proposées par IFRS 16, ont été retenues par le groupe BPF :

Définition d'un contrat de location : application d'IFRS 16 uniquement aux contrats qualifiés de contrats de location selon IAS 17, sans réexamen de leur qualification à la lumière de la nouvelle définition.

Exemptions à la comptabilisation obligatoire au bilan des contrats de location qui portent sur :

- les contrats de courte durée, c'est-à-dire de douze mois au plus, options de renouvellement économiquement incitatives comprises ;
- les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Application rétrospective simplifiée :

Conformément à la décision du Groupe PSA, BPF a choisi la comptabilisation, à la date de première application, d'un actif au titre du droit d'utilisation pour les contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple en application d'IAS 17, et évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière relatif à ce contrat de location immédiatement avant la date de première application.

En conséquence, la première application d'IFRS 16 ne générera pas d'un impact significatif dans les comptes du Groupe BPF.

- IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux

IFRIC 23 clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

IFRIC 23 est applicable à partir du 1^{er} janvier 2019.

Banque PSA Finance ne s'attend pas à des impacts significatifs de ce texte.

- IFRS 17 - Contrats d'assurance

A l'issue de près de vingt ans de travaux, la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance a été publiée le 18 mai 2017 par l'IASB. Sous réserve d'adoption par l'Union Européenne, elle entrera en vigueur en 2021, en lieu et place de l'actuelle norme IFRS 4. Si la rédaction de la norme est désormais achevée, le travail d'interprétation ne fait que débiter, sous l'égide du Transition Resource Group (TRG) constitué à cette fin par l'IASB.

Cette nouvelle norme comptable fonde la valorisation des contrats d'assurance sur une évaluation prospective des engagements des assureurs. Une telle approche suppose un recours accru à des modèles complexes, alimentés par des hypothèses nombreuses, et pourrait nécessiter des changements importants des modèles, outils et processus existants.

Les travaux d'analyse des impacts pour Banque PSA Finance sont actuellement en cours.

Les autres textes sont sans impact significatif sur le groupe Banque PSA Finance.

Format des états financiers

En l'absence de modèle de présentation imposé par le référentiel IFRS, la présentation des états de synthèse du groupe Banque PSA Finance est largement inspirée de la Recommandation N°2017- 02 du 2 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales à partir du 1^{er} janvier 2018. Les états de synthèse du groupe Banque PSA Finance sont présentés sous une forme comparative avec l'exercice précédent.

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la société Banque PSA Finance et des sociétés françaises et étrangères composant le groupe Banque PSA Finance, selon les principes de consolidation exposés dans « Méthodes de consolidation » au paragraphe A ci-après.

Les comptes individuels sociaux de Banque PSA Finance et de ses filiales sont établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays d'activité et sont, pour des raisons d'homogénéité, retraités avant d'être consolidés.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes B à I ci-dessous.

Les entreprises liées correspondent aux entités ayant entre elles les liens suivants : contrôle exclusif, contrôle conjoint et influence notable conformément à la définition précisée par IAS 24 R.

Les comptes consolidés annuels du groupe Banque PSA Finance ainsi que les notes annexes afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 22 février 2019.

A. Principes de consolidation

A.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles Banque PSA Finance détient directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont consolidées par intégration globale. C'est le cas également pour les sociétés détenues conjointement à 50 %, pour lesquelles la prise de décisions financières et opérationnelles est du ressort ultime de Banque PSA Finance.

Les comptes réciproques ainsi que les résultats de cessions entre les sociétés du Groupe ont été éliminés.

Les sociétés dans lesquelles Banque PSA Finance détient directement ou indirectement une participation comprise entre 20 et 50 % du capital et exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

A.2 Conversion des états financiers libellés en devises

A la clôture de l'exercice, les bilans des sociétés étrangères sont convertis aux cours de clôture communiqués par la Banque Centrale Européenne (BCE). Les éléments des comptes de résultat des sociétés étrangères sont convertis, mois par mois, au cours moyen de chaque mois, à l'exception de l'Argentine. Pour ce pays, dont l'économie est désormais considérée en hyperinflation (cf. paragraphe I - Information financière dans les économies hyperinflationnistes), les éléments du compte de résultat sont convertis au taux de clôture.

Les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont comptabilisés directement dans l'écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

A.3 Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 – Effets des variations des cours des monnaies étrangères. En application de cette norme d'une part, et de la réglementation qui s'impose aux banques françaises d'autre part, les opérations libellées en monnaies étrangères sont comptabilisées dans leur devise d'origine. A chaque arrêté comptable, les éléments du bilan en devises étrangères sont réévalués en juste valeur au cours de clôture de la BCE. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat, sur la ligne « Opérations de change ».

Les opérations en devises sont systématiquement couvertes par la mise en place d'instruments dérivés de couverture de change, comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période. L'impact en résultat, qui compense celui des opérations décrites précédemment, est constaté sur la ligne « Opérations de change ». En conséquence, le résultat de change est structurellement non significatif.

A.4 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en accord avec les principes comptables IAS / IFRS, requiert de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en Notes annexes sur les actifs et passifs éventuels. Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme étant les plus pertinentes et réalisables, compte tenu de l'environnement du Groupe et des retours d'expérience disponibles.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants réels définitifs peuvent s'avérer différents de ceux précédemment estimés.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses font l'objet de revues périodiques ; les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées, conformément à la norme IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- identification d'indices de perte de valeur des titres mis en équivalence basée généralement sur la valeur d'utilité issue des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats (Santander et BNPP) ;
- évaluation des titres de participation mis en équivalence ;
- juste valeur des actifs et passifs à la juste valeur par résultat ;
- valeur recouvrable des prêts et créances sur la clientèle ;
- écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ;
- actifs d'impôts différés ;
- valeur d'utilité des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilisation ;
- provisions ;
- engagements de retraites.

A.5 Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

Evaluation et comptabilisation des dérivés, comptabilisation de couverture IFRS 9

La comptabilisation en juste valeur des instruments dérivés, des actifs ou de certains passifs financiers à la juste valeur par résultat, ainsi que la traduction comptable de la méthode de couverture prévue par la norme IFRS 9, nécessitent d'effectuer des retraitements dans les comptes consolidés, dont les principes sont détaillés dans le paragraphe C Actifs et passifs financiers ci-après. Les principes d'évaluation à la juste valeur sont appliqués conformément à la norme IFRS 13.

Imposition différée

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux pour les mettre en harmonie avec les principes comptables retenus pour la consolidation, ainsi que certains reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux ou qui sont liés aux écritures de consolidation, peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable fiscalement et le résultat retraité. Conformément à la norme IAS 12 – Impôts sur le résultat, ces différences donnent lieu, sous réserve de perspectives réelles d'utilisation dans un horizon raisonnable, à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés et sont déterminées en application de la méthode du report variable. Les déficits fiscaux donnent lieu, sous la même réserve, à constatation d'un actif d'impôts différés sur déficits.

Il n'est pas prévu de distribution donnant lieu à un impôt non récupérable, donc aucun impôt différé n'est constaté à ce titre.

B. Immobilisations

B.1 Immobilisations corporelles

Selon la norme IAS 16 – Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont amorties linéairement sur les durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

- Constructions.....	10 à 60 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

L'amortissement est calculé sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles.

La durée d'utilité de ces actifs est revue, et fait l'objet d'un ajustement si nécessaire, à chaque date d'arrêté comptable.

B.2 Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles, les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Les immobilisations incorporelles ainsi créées, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

B.3 Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition de titres de sociétés consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à la norme IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, la valeur des écarts d'acquisition est examinée au moins une fois par an, ainsi qu'à l'apparition de tout indice révélateur de perte de valeur (cf. Note 12).

B.4 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs, la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée dans le cas du Groupe aux écarts d'acquisition, et seulement dans le cas où l'actif en question est significatif.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) et les écarts d'acquisition sont affectés à l'UGT concernée. Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs nets de trésorerie actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée pour la différence et imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

C. Actifs et passifs financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 adoptée par la Commission Européenne en novembre 2016, par le biais du Règlement (UE) 2016/2067.

Conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 9, le groupe Banque PSA Finance a choisi comme élément déclencheur de la comptabilisation au bilan la date de transaction. En conséquence, lorsqu'un délai sépare la date de transaction (i.e. engagement) de la date de règlement, l'achat ou la vente de titres fait l'objet d'une comptabilisation au bilan (cf. fin des paragraphes C.2 et C7.2 ci-après).

Depuis 2013, Banque PSA Finance comptabilise des dépôts à vue de la clientèle en « Dettes envers la clientèle ».

C.1 Instruments dérivés – méthode de couverture

C.1.1 Principes d'enregistrement des dérivés et des couvertures

Tous les instruments dérivés sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. Sauf exception relative à la couverture, détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux ou du change ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachées à des actifs ou des passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable dans les conditions restrictives suivantes :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place,
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine,
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée également a posteriori, à chaque date d'arrêté comptable.

L'application de la comptabilité de couverture a pour conséquence :

- dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur, la partie couverte des éléments d'actifs ou de passifs est corrigée à concurrence de la variation de sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat, où elle est neutralisée pour la part efficace de la couverture par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture. Dans les états financiers, ces corrections de valeur des actifs et passifs financiers couverts sont positionnées dans les postes « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », respectivement à l'actif pour les encours de crédit couverts, au passif pour les dettes couvertes.
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie en capitaux propres. Les montants enregistrés en capitaux propres sont ultérieurement repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation en résultat des éléments couverts.

La part inefficace de la variation de valeur des instruments de couverture, quelle que soit la stratégie retenue, est systématiquement enregistrée au compte de résultat.

C.1.2 Présentation des dérivés dans les états financiers

Au bilan :

- la juste valeur des dérivés est présentée pour son montant net d'intérêts courus non échus ;
- la juste valeur positive des dérivés utilisés à des fins de couverture est présentée à l'actif dans le poste « Instruments dérivés de couverture », le même poste au passif enregistre la juste valeur négative des dérivés de couverture ;
- les dérivés non utilisés à des fins de couverture sont présentés dans les postes « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » en cas de juste valeur positive ; en cas de juste valeur négative, ils sont présentés en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Dans le compte de résultat :

- l'effet en résultat des variations de valeur des dérivés de couverture, utilisés en stratégie de couverture de juste valeur, est présenté dans la même catégorie que celui des éléments couverts ;
- la part inefficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux futurs de trésorerie est également enregistrée dans le poste « Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture » ;
- l'effet en résultat des variations de valeur des dérivés non utilisés à des fins de couverture, est positionné en « Trading », exception faite :
- des dérivés utilisés en couverture économique des placements de la trésorerie, dont la variation de valeur est enregistrée dans le poste « Variation de juste valeur des titres avec option juste valeur » ;
- des dérivés utilisés en couverture économique de certaines dettes comptabilisées en juste valeur par résultat, dont la variation de valeur est enregistrée dans le poste « Variation de juste valeur du refinancement avec option juste valeur ».

La norme IFRS 13 implique de présenter les techniques d'évaluation des actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur, ainsi que les hiérarchies de celles-ci (niveaux 1, 2 ou 3).

Les techniques d'évaluation doivent maximiser l'utilisation de données observables sur le marché. Ces techniques sont classées selon une hiérarchie à trois niveaux (par ordre décroissant de priorité) qui reprend celle d'IFRS 7 pour les instruments financiers :

- **niveau 1** : prix coté (sans ajustement) sur un marché actif pour un instrument identique ;

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix.

- **niveau 2** : évaluation utilisant uniquement des données observables sur un marché actif pour un instrument similaire ;

- **niveau 3** : évaluation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable.

Les évaluations dans le bilan sont de niveaux 1 ou 2, signalées dans les notes annexes concernées. Seule la note spécifique sur la « Juste valeur des actifs et passifs financiers » utilise des techniques d'évaluation de niveau 3, dont la description détaillée est donnée dans la Note 21.

C.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat correspondent notamment aux placements des liquidités.

Ces titres sont évalués selon l'option de juste valeur : les variations de juste valeur des titres sont comptabilisées en résultat et corrigées par les variations de juste valeur des swaps couvrant économiquement ces titres, le cas échéant. Une partie des liquidités est également constituée de parts d'OPCVM : elles ne sont pas consolidables au regard des critères de contrôle ou de détention de la majorité des risques et avantages (cf. IFRS 10 – Etats financiers consolidés et l'amendement IAS 27 – Etats financiers individuels).

Sont également enregistrés en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » :

- les valeurs positives des autres instruments dérivés non utilisés à des fins de couverture au sens de la norme IFRS 9 ;
- les titres à recevoir, dès la date de transaction.

C.3 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste intègre les dettes financières ayant fait l'objet d'une option pour une comptabilisation à la juste valeur par résultat. Cette option est exercée ponctuellement dans le but d'améliorer la présentation des états financiers en permettant de rendre symétriques les variations de valeur de dérivés couvrant économiquement le risque de taux de ces dettes, et la variation de valeur de ces mêmes dettes. Les variations de valeur de ces dettes intègrent alors celles du spread émetteur de Banque PSA Finance. Au 31 décembre 2018, il n'y a pas de dette en option juste valeur.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat enregistrent également les valeurs négatives des dérivés non utilisés à des fins de couverture au sens de la norme IFRS 9, ce qui est le cas notamment des swaps de taux couvrant économiquement les actifs ou les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

C.4 Prêts et créances sur la clientèle

Les différentes catégories de clientèle sont présentées dans le paragraphe F « Information sectorielle » ci-après.

Les encours de crédit à la clientèle sont répartis par type de financement :

– **Les financements regroupant les natures de crédit suivantes**, telles que définies par la réglementation bancaire française :

- Vente à crédit,
- Location avec option d'achat,
- Location longue durée.

Les financements ci-dessus mentionnés sont essentiellement à destination des segments de clientèle suivants :

– **Client final :**

- **Retail** (particuliers, petites entreprises ou entreprises de taille plus importante, ne répondant pas aux critères des portefeuilles Corporate, Souverains, Banques et Administrations locales),
- **Corporate et assimilés** (qui regroupent les portefeuilles Corporate hors réseau, Souverains, Banques et Administrations locales),

et accessoirement à destination du segment **Corporate réseau**.

– **Les financements de stocks de véhicules ou de pièces de rechange**, tels que définis par la réglementation bancaire française.

Les financements ci-dessus mentionnés sont essentiellement à destination du segment **Corporate réseau**.

– **Les autres créances** (crédits à l'équipement, crédits revolving, etc...) et comptes ordinaires de la clientèle.

C.4.1 Valorisation des encours au coût amorti

Les encours de crédit figurant au bilan correspondent à l'engagement financier net de Banque PSA Finance. Ainsi, le capital restant dû des créances sur la clientèle, majoré des créances rattachées et hors effet de l'application de la comptabilité de couverture (cf. paragraphe C.6.3 ci-après), intègre également :

- les commissions versées aux prescripteurs ainsi que les charges administratives directes externes engagées pour mettre en place ces crédits, qui augmentent les encours de crédit ;
- les participations reçues des marques ainsi que les frais de dossier restant à étaler, qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit bail, qui viennent minorer les encours de crédit.

Cette valorisation des encours au coût amorti représente la meilleure estimation de l'exposition maximale au risque de contrepartie sur ce poste.

Les produits d'intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel tiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

C.4.2 Crédit-bail et location longue durée

Conformément aux normes IAS 17 – Contrats de location et IFRS 9, dès lors que Banque PSA Finance ne détient pas les risques et avantages liés à la propriété du véhicule, les contrats de location loués à la clientèle sont comptabilisés en substance comme des crédits.

Les loyers et amortissements relatifs à ces immobilisations sont ainsi retraités afin de présenter l'ensemble de ces opérations comme des encours de crédit.

C.4.3 Couverture du risque de taux des encours de crédit

Les encours de crédit font majoritairement l'objet de couvertures les immunisant contre le risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture, dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur, entraîne la correction de la valeur de la partie couverte des encours, par contrepartie du résultat (cf. paragraphe C.1.1 Principes d'enregistrement des couvertures ci-avant).

C.4.4 Dépréciations sur les encours de crédit

Les dépréciations sont isolées dans des postes spécifiques.

Les différentes catégories de clientèle sont présentées dans le paragraphe F « Information sectorielle » ci-après.

Conformément à la norme IFRS 9, les encours de crédit font désormais l'objet d'une dépréciation pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses) dès la date de première comptabilisation.

Les instruments financiers concernés sont classés en trois catégories (stages) dépendant de l'évolution de la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale.

Banque PSA Finance apprécie, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté selon la méthodologie décrite dans la première partie de la présente note. L'analyse de l'évolution du risque de crédit conduit Banque PSA Finance à classer ses opérations par niveau de risque.

Une dépréciation est enregistrée sur les encours de chacun de ces stages suivant les modalités présentées ci-dessous :

Stage 1 :

Il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est comptabilisée, pour ces encours, à hauteur des pertes attendues à un an. Les produits d'intérêts relatifs à ces encours sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Stage 2 :

Les encours sains, pour lesquels est constatée une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, sont transférés en statut 2. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité). Les produits d'intérêts se rapportant à ces encours sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Stage 3 :

Les encours dits « dépréciés » au sens de la norme IFRS 9 sont classés en stage 3. Il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties. Les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.

Passages en pertes :

Les procédures de Banque PSA Finance prévoient le passage en pertes des créances Retail présentant 48 mois, 36 mois ou 24 mois d'impayés, en fonction du type de financement et du pays concernés, ainsi que des créances Corporate dès lors qu'un crédit est considéré comme irrécouvrable. La perte est constatée dès les comptes sociaux. La dépréciation antérieurement comptabilisée est reprise en résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité en « Coût du risque » au compte de résultat.

C.7 Dettes financières

La comptabilisation initiale des dettes traduit la ressource financière nette perçue. Ainsi, outre le principal des dettes contractées, majoré des intérêts courus, y sont intégrés :

- les frais d'émission, de courtage ou de montage,
- les différentes formes de primes d'émission ou de remboursement.

Les charges d'intérêts comptabilisées correspondent au coût actuariel tiré des flux de trésorerie à rembourser, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

C.7.1 Couverture du risque de taux des dettes financières

Les dettes financières couvertes par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur. La valeur de ces dettes est corrigée de la variation de valeur de leur partie couverte, par contrepartie du compte de résultat, neutralisant ainsi les variations de juste valeur des instruments de couverture, dans la mesure de leur efficacité (cf. paragraphe C.1.1 Principes d'enregistrement des couvertures, ci-avant).

C.7.2 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre regroupent les bons de caisse, les emprunts obligataires, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Sont également enregistrés en « Dettes représentées par un titre » les titres à livrer, dès la date de transaction.

D. Provisions techniques des contrats d'assurance

Les provisions techniques correspondent aux engagements des sociétés d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. Conformément à la norme IFRS 4 – Contrats d'assurance, les provisions techniques des contrats d'assurance vie et d'assurance non vie sont calculées selon les mêmes méthodes que celles définies par la réglementation locale.

Les provisions techniques des contrats d'assurance, vie et non vie, sont principalement constituées des provisions pour primes non acquises (PPNA : quote-part des primes émises correspondant aux périodes suivantes) et des provisions pour sinistres à payer (PSAP), qui concernent les risques survenus déclarés d'une part, et les risques survenus connus tardivement (risques IBNR : Incurred But Not Reported) d'autre part. Dans le cas de la PSAP pour risques survenus connus tardivement, la provision est calculée sur la base de statistiques.

E. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas de restructuration, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

Les effets d'actualisation sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont significatifs.

F. Information sectorielle

En application d'IFRS 8, le groupe Banque PSA Finance a identifié les quatre segments suivants, en convergence avec le dispositif prudentiel (portefeuilles dits « Bâle II ») :

– Client final :

– **Retail** : ce segment fait essentiellement référence à la clientèle des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

– **Corporate et assimilés** : ce segment fait référence à toute :

- société appartenant à un groupe multinational
ou
dont l'encours global dépasse un seuil fixé par pays (Corporate hors réseau),
 - clientèle émanant directement d'une structure étatique ou gouvernementale (Souverains),
 - entreprise bancaire ou entreprise d'investissement soumise à un dispositif de surveillance et de réglementation par les autorités de tutelle bancaire (Banques),
 - administration régionale ou locale (Administrations locales).
- **Corporate réseau** : ce segment fait référence aux réseaux propres ou indépendants des marques Peugeot, Citroën, DS et Opel/Vauxhall, aux importateurs de véhicules neufs Peugeot, Citroën, DS et Opel/Vauxhall de certains pays, ainsi qu'à certains marchands de véhicules d'occasion.

– **Assurance et services** : ce segment fait référence :

- aux prestations de services d'assurance réalisées par les captives d'assurance, à leur holding maltaise, ainsi qu'à l'activité de propre assureur en Belgique et aux Pays-Bas ;
- aux autres prestations de services commercialisées par les sociétés de financement.

Une ventilation par segment des principaux postes du bilan et du compte de résultat est donnée dans la Note Information sectorielle.

G. Engagements de retraite

Les salariés du Groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond à ces cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19 – Avantages du personnel, dans le cadre des régimes de prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédit projetés. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de départ à la retraite,
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de rotation du personnel.

Pour les principaux régimes, ces évaluations sont effectuées deux fois par an pour les clôtures semestrielles et annuelles, et tous les trois ans pour les autres régimes, sauf lorsque des modifications d'hypothèses ou de fortes modifications de données démographiques nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts actuariels sont comptabilisés en « Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres », qui sont non recyclables dans le compte de résultat.

En cas de modification des avantages accordés par un régime, les effets des changements de régimes de retraite postérieurs au 1^{er} janvier 2012 sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont intervenus, en « Résultat d'exploitation ».

Ainsi, pour chaque plan à prestations définies, le groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime.

Les fonds externes étant appelés à couvrir la totalité des engagements de retraite, il se peut que les actifs financiers excèdent les engagements comptabilisés et génèrent un actif en « Actifs divers ».

En outre, en cas d'obligation minimum de financement imposée par la loi ou par un règlement de plan de retraite, lorsque le groupe n'a pas un droit inconditionnel à remboursement sur les fonds au sens de l'interprétation IFRIC 14, le plafonnement de l'actif s'en trouve affecté. Que le plan soit en déficit ou en surplus, une provision complémentaire est comptabilisée au titre de la quote-part non disponible de la valeur actualisée des contributions minima afférentes à des services passés qui, une fois payées, après avoir comblé le déficit constaté au sens de la norme IAS 19, donneraient lieu à un surplus excédant le plafond déterminé conformément à cette norme.

Ainsi, la charge nette de l'exercice des retraites à prestations définies correspond à la somme :

- du coût des services rendus et passés (en Résultat d'exploitation, en « Charges générales d'exploitation – Personnel »),
- de la charge de désactualisation de l'engagement nette du produit de rendement des actifs de couverture du plan (en Résultat hors exploitation, en « Produits ou Charges des engagements sociaux »). Ces deux composantes (désactualisation et rendement des actifs) sont déterminées sur la base du taux d'actualisation des engagements,
- et de la variation de la provision IFRIC 14 éventuelle (en Résultat hors exploitation, en « Produits ou Charges des engagements sociaux »).

Les engagements sociaux assimilés qui font l'objet d'un provisionnement sont, pour les filiales françaises et certaines filiales étrangères, le versement de primes liées à l'ancienneté.

Les engagements de retraite concernent les entreprises associées.

H. Engagements par signature

Conformément aux exigences de la norme IFRS 9, les engagements irrévocables donnés ou reçus par les sociétés du Groupe sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur (engagements de financement irrévocables donnés à la clientèle, qui correspondent à la période entre la promesse de financement faite au client et la mise en place effective du crédit ; engagements de garantie ; autres engagements reçus ou donnés...). Les conditions de ces engagements étant proches des conditions de marché, leur juste valeur est nulle.

Les dépréciations des engagements de financement ou de garantie sont enregistrées en provisions conformément à la norme IAS 37. Ces engagements par signature sont repris pour leur montant nominal dans la Note 22 – Autres engagements.

Les engagements représentatifs des instruments financiers à terme de taux ou de change sont traités au paragraphe C.1 ci-avant et sont présentés en valeur nominale dans la Note 19 – Instruments financiers à terme.

I. Information financière dans les économies hyperinflationnistes

IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes s'applique aux états financiers individuels, y compris les états financiers consolidés, de toute entité dont la monnaie fonctionnelle est la monnaie d'une économie hyperinflationniste.

L'hyperinflation est révélée par certaines caractéristiques de l'environnement économique d'un pays qui comprennent, sans s'y limiter, les points suivants :

- la population en général préfère conserver sa richesse en actifs non monétaires ou en une monnaie étrangère relativement stable. Les montants détenus en monnaie locale sont immédiatement investis pour maintenir le pouvoir d'achat ;
- la population en général apprécie les montants monétaires, non pas dans la monnaie locale, mais dans une monnaie étrangère relativement stable. Les prix peuvent être exprimés dans cette monnaie ;
- les ventes et les achats à crédit sont conclus à des prix qui tiennent compte de la perte de pouvoir d'achat attendue durant la durée du crédit, même si cette période est courte ;
- les taux d'intérêt, les salaires et les prix sont liés à un indice de prix ; et
- le taux cumulé de l'inflation sur trois ans approche ou dépasse 100 %.

A compter du deuxième semestre 2018 l'Argentine, où l'inflation est demeurée très élevée depuis plusieurs années, est désormais considérée comme une économie en hyperinflation. Il ressort que l'inflation cumulée sur les trois dernières années a dépassé 100 % en Argentine, plusieurs autres indicateurs qualitatifs ont été également remplis.

En conséquence, au 31 décembre 2018, BPF a retraité les états financiers qui ont été établis selon la convention du coût historique de sa filiale en Argentine dont la monnaie fonctionnelle est le peso argentin, conformément aux dispositions de la norme IAS 29-Information financière dans les économies hyperinflationnistes.

Ce retraitement consiste à appliquer un indice général des prix, de sorte que les états financiers soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la date de clôture. Ainsi l'ensemble des actifs et passifs non-monétaires a dû être corrigé de l'inflation pour refléter leur « valeur réelle » à la date de clôture. De même, l'état du résultat global (compte de résultat et autres éléments du résultat global) est retraité pour corriger l'inflation constatée sur la période. Les éléments monétaires n'ont pas besoin d'être retraités selon IAS 29.

Au 31 décembre 2018 tous les éléments composant les capitaux propres de BPF sont retraités par application d'un indice général des prix à compter de l'ouverture de la période ou de la date d'apport, si elle est ultérieure (IAS 29.25). Le point de départ, pour appliquer cet indice, est le bilan d'ouverture tel que déterminé ci-dessous. La contrepartie de ce retraitement est enregistrée dans le compte de résultat.

A l'ouverture de la première période de l'application d'IAS 29, les éléments composant les capitaux propres, à l'exception des résultats non distribués et des écarts de réévaluation, sont retraités par application d'un indice général des prix à compter des dates où ces éléments ont été apportés ou ont pris naissance. La contrepartie de cet ajustement est comptabilisée dans les capitaux propres.

Dans le cadre des réévaluations visant à établir le bilan d'ouverture, BPF a reconstitué les dates d'apport pour retenir la variation de l'indice entre la date d'apport et la date du bilan d'ouverture. Pour le retraitement, BPF a retenu un indice moyen sur la période, la contrepartie étant enregistrée dans le compte de résultat.

Les ajustements portant sur les actifs et passifs non-monétaires et le compte de résultat ont été constatés au compte de résultat conformément aux dispositions d'IAS 29 qui requiert que le gain ou la perte sur la situation monétaire nette doit faire partie du résultat et doit être indiqué séparément.

Comme BPF présente ses états financiers en euros, les chiffres présentés en comparatif pour 2017 ne doivent pas être retraités. Les groupes publiant leurs états financiers dans une monnaie stable (en euros) doivent appliquer les principes d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » qui précise que les montants comparatifs indiqués précédemment dans une devise stable ne sont pas retraités.

L'impact de la norme IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes au 31 décembre 2018 est présenté dans la Note 29.

Note 3 - Modifications des états financiers au 31 décembre 2017 et à partir du 1^{er} janvier 2018**3.1 Allocation définitive de l'écart de première consolidation consécutif au rachat des activités de financement automobile d'Opel/Vauxhall en partenariat avec BNP Paribas Personal Finance**

Les travaux de recensement et d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs sont finalisés depuis le 30 juin 2018. En application de la norme IFRS 3 révisée, le groupe a procédé à l'allocation définitive de cet écart de première consolidation dans les comptes retraités au 31 décembre 2017 (cf. Note 1.A Faits marquants de la période). La finalisation de cet exercice de Purchase Price Allocation (PPA) conduit le groupe Banque PSA Finance à reconnaître dans ses comptes un écart de première consolidation négatif de 14 millions d'euros (part du groupe), ce qui a un effet positif sur la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence. Le retraitement des comptes consolidés intègre donc un écart de 1^{ère} consolidation de 14 millions d'euros ainsi que l'amortissement de la quote-part amortissable 2017 du PPA.

3.1.1 Impacts au Bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31.12.2017 publié	Retraitement	31.12.2017 retraité
Participations dans les entreprises mises en équivalence	10	2 116	22	2 138
Total de l'actif		3 174	22	3 196
Capitaux propres		2 547	22	2 569
- Capitaux propres part du groupe		2 531	22	2 553
- Capital et réserves liées		1 160	-	1 160
- Réserves consolidées		1 536	23	1 559
- dont résultat net - part du groupe		218	23	241
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(165)	(1)	(166)
- dont résultat net - part du groupe (part des éléments recyclés par résultat)		9	-	9
- Intérêts minoritaires		16	-	16
Total du passif		3 174	22	3 196

3.1.2 Impacts au Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31.12.2017 publié	Retraitement	31.12.2017 retraité
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	10	226	23	249
Résultat avant impôt		243	23	266
Résultat net		233	23	256
- dont part du groupe		227	23	250
- dont intérêts minoritaires		6	-	6

3.1.3 Impacts au Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2017 publié			Retraitement			31.12.2017 retraité		
	Avant impôts	Impôts	Après impôts	Avant impôts	Impôts	Après impôts	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Résultat net	243	(10)	233	23	-	23	266	(10)	256
Éléments recyclables par résultat									
OCI des coentreprises	(21)	-	(21)	(1)	-	(1)	(22)	-	(22)
Total des éléments recyclables par résultat	(38)	-	(38)	(1)	-	(1)	(39)	-	(39)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(43)	1	(42)	(1)	-	(1)	(44)	1	(43)
Total Résultat et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	200	(9)	191	22	-	22	222	(9)	213
- dont part du groupe			190			22			212

3.1.4 Impacts au Tableau de variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

(en millions d'euros)	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Ecart d'évaluation - Part du groupe				Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes d'émission, d'apport et de fusion et boni de liquidation	Réserve légale et autres réserves		Réévaluation des instruments dérivés de couverture	Ecart actuariels sur engagements de retraite	Ecart de conversion	OCI des coentreprises			
Au 31 décembre 2017 publié	199	643	318	1 536	(2)	-	(125)	(38)	2 531	16	2 547
Allocation de l'écart de 1^{ère} consolidation											
Résultat net :											
- Ecart de première consolidation négatif				14	-	-	-	-	14	-	14
- Amortissement du PPA				9	-	-	-	-	9	-	9
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :											
- Ecart de première consolidation négatif				-	-	-	-	(1)	(1)	-	(1)
Au 31 décembre 2017 retraité	199	643	318	1 559	(2)	-	(125)	(39)	2 553	16	2 569

3.1.5 Impacts au Tableau des flux de trésorerie

L'évolution de la présentation du Tableau des flux de trésorerie est détaillée en Note 3.3

Impacts sur le Tableau des flux de trésorerie nouvelle présentation

(en millions d'euros)	31.12.2017 Proforma avant retraitement	Retraitement	31.12.2017 Proforma retraité
Résultat avant impôt	243	23	266
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(226)	(23)	(249)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	(226)	(23)	(249)
Total flux net de trésorerie de l'activité opérationnelle	67	-	67

Impacts sur le Tableau des flux de trésorerie ancienne présentation (publication jusqu'au Rapport semestriel 2018)

(en millions d'euros)	31.12.2017 publié	Retraitement	31.12.2017 retraité
Résultat net part du groupe	227	23	250
<i>Elimination des résultats sans effet sur la trésorerie :</i>			
- Résultat net des entreprises mises en équivalence, net des dividendes reçus	(88)	(23)	(111)
- Résultat net des entreprises mises en équivalence	(226)	(23)	(249)
Marge brute d'autofinancement	145	-	145
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	63	-	63

3.2 Incidence de l'application de l'IFRS 9 dans la présentation des états financiers à partir du 1^{er} janvier 2018

La norme IFRS 9 - Instruments financiers, qui remplace la norme IAS 39, est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, Banque PSA Finance a choisi de ne pas retraiter les chiffres des périodes antérieures (cf. Note 2 Principes comptables).

Les modalités d'application de la norme IFRS 9 chez Banque PSA Finance entraînent les modifications détaillées ci-dessous.

3.2.1 Impacts au Bilan

(en millions d'euros)	Notes	31.12.2017 retraité	FTA IFRS 9		01.01.2018
			Reclassements	Réévaluation	
Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5	165	2	-	167
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			-	-	-
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>		2	(2)		
Titres au coût amorti			-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	8,25	331	-	3	334
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>		-	-		
Participations dans les entreprises mises en équivalence	10	2 138	-	11	2 149
Total de l'actif		3 196	-	14	3 210

(en millions d'euros)	Note	31.12.2017 retraité	FTA IFRS 9		01.01.2018
			Reclassements	Réévaluation	
Passif					
Capitaux propres		2 569	-	14	2 583
- Capitaux propres part du groupe		2 553	-	14	2 567
- Capital et réserves liées		1 160	-	-	1 160
- Réserves consolidées	2.4	1 559	-	14	1 573
- dont résultat net - part du groupe		241			
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(166)	-	-	(166)
- dont résultat net - part du groupe (part des éléments recyclés par résultat)		9			
- Intérêts minoritaires		16	-	-	16
Total du passif		3 196	-	14	3 210

3.2.2 Impacts au Compte de résultat

Conformément à la phase 1 - Classification et l'évaluation des instruments financiers, le Compte de résultat a évolué par l'ajout des nouveaux postes suivants :

– **Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat**

Ce nouveau poste regroupe les éléments précédemment classés en "Intérêts et produits nets de placements" et en "Gains et pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".

– **Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**

– **Gains ou pertes nets sur titres au coût amorti**

3.3 Evolution du Tableau des flux de trésorerie

Conformément à la recommandation ANC 2017-02 sur le format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire, Banque PSA Finance a fait évoluer la présentation du tableau de flux de trésorerie. Les modifications effectuées concernent les éléments suivants et sont présentées dans un tableau de passage de l'ancienne vers la nouvelle présentation :

Trésorerie et équivalents de trésorerie :

La "Trésorerie et équivalents de trésorerie" est désormais présentée nette des comptes passifs et emprunts à vue auprès des établissements de crédit (impact de - 10 millions d'euros à l'ouverture 2017 et de - 6 millions d'euros à la clôture 2017, soit un impact de + 4 millions d'euros sur la variation de trésorerie et équivalents de trésorerie 2017).

Evolution de la présentation :

- Le "Résultat net part du groupe" est remplacé par le "Résultat avant impôts". Par conséquent, le retraitement des "Intérêts minoritaires" (+ 6 millions d'euros) et de la "Variation des impôts différés" (- 3 millions d'euros) ne figurent plus dans le Tableau des flux de trésorerie. Par ailleurs, les variations de provision d'impôt courant (- 7 millions d'euros) ne sont plus comprises dans les "Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers" et le paiement de l'impôt courant est isolé sur une nouvelle ligne "Impôt sur les bénéfices versés" (- 6 millions d'euros) ;
- La "Marge brute d'autofinancement", total du "Résultat net part du groupe" et de "Elimination des résultats sans effet sur la trésorerie", est remplacée par un sous-total "Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements". Par conséquent, les "Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence" figurent désormais dans la partie "Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles" ;
- Le poste "Résultats sur cessions" est scindé en deux nouvelles lignes : "Perte nette/(gain net) des activités d'investissement" et "(Produits)/charges des activités de financement" ;
- Le poste "Variation des autres provisions et amortissements" est scindé en deux nouvelles lignes : "Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles" et "Dotations nettes aux provisions et dépréciations",

Retraitement d'éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôts :

- Les dépréciations sur les crédits clientèle, ainsi que les pertes, sont désormais retraitées ligne "Dotations nettes aux provisions et dépréciations" (- 5 millions d'euros) ;
- Des flux, sans décaissement de trésorerie, sont désormais retraités en "Autres mouvements" ; il s'agit :
 - des variations de juste valeur par résultat (- 4 millions d'euros) ;
 - des variations des dettes et créances rattachées (+ 7 millions d'euros) ;
 - des variations résultant de l'étalement des coûts amortis (+ 19 millions d'euros) ;
 - des variations des charges à payer, produits à recevoir, charges constatées d'avance, produits constatés d'avance (- 6 millions d'euros).

Table de concordance entre l'ancienne et la nouvelle présentation

(en millions d'euros)	31.12.2017 retraité (1)	Trésorerie nette	Impôts courant et différés et Intérêts minoritaires	Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	Eléments non monétaires		31.12.2017 Proforma
Résultat net part du groupe	250		16			Résultat avant impôt	266
Elimination des résultats sans effet sur la trésorerie :							
- Variation des autres provisions et amortissements	8				(8)		
					12	Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	12
					1	Dotations nettes aux provisions et dépréciations	1
- Intérêts minoritaires inclus dans les résultats des filiales consolidées	6		(6)				
- Résultat net des entreprises mises en équivalence, net des dividendes reçus							
- Résultat net des entreprises mises en équivalence	(249)					Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(249)
- Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	138			(141)	3		
- Variation des impôts différés	(3)		3				
- Résultats sur cessions	(5)				5		
					(5)	Perte nette/gain net des activités d'investissement	(5)
					-	(Produits)/charges des activités de financement	-
					16	Autres mouvements	16
Marge brute d'autofinancement	145						
	(105)	-	(3)	(141)	24	Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôt et des autres ajustements	(225)
Augmentation/Diminution liée à des		4			(5)	Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(51)
- prêts et créances sur les établissements de crédit	(114)						
- dettes envers les établissements de crédit	64						
		-	-	-	(23)	Flux liés aux opérations avec la clientèle	(65)
Variation des créances sur la clientèle	(47)						
Augmentation/Diminution liée à des :							
- dettes envers la clientèle	5						
					2	Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(17)
- actifs financiers à la juste valeur par résultat	15						
- passifs financiers à la juste valeur par résultat	-						
- instruments dérivés de couverture	4						
- dettes représentées par un titre	(38)						
			(7)	-	2	Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	24
Variation des autres actifs d'exploitation	13						
Variation des autres passifs d'exploitation	16						
				141		Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	141
			(6)			Impôt sur les bénéfices versé	(6)
	(82)	4	(13)	141	(24)	Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	26
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	63	4	-	-	-	Total flux net de trésorerie de l'activité opérationnelle (A)	67
						Flux liés aux participations	
Cessions de filiales	4					- Encaissements liés aux cessions de filiales, nets de la trésorerie cédée	4

Acquisitions de filiales	(489)					- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence	(489)
(Augmentation) / Diminution de capital	(36)					- Autres flux liés aux participations	(36)
Acquisitions d'immobilisations	(16)					Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	
Cessions d'immobilisations	-					- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(16)
						- Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-
Effet des variations de périmètre	2					Effet des variations de périmètre	2
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(535)	-	-	-	-	Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(535)
Dividendes versés au Groupe PSA	-					Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	
Dividendes versés aux minoritaires	(6)	-	-	-	-	Décaissements liés aux dividendes payés	-
Augmentation / (Diminution) de capital	270	-	-	-	-	- au groupe PSA	(6)
						- aux minoritaires	
Total flux net de trésorerie lié aux opérations financières	264	-	-	-	-	Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	270
Effets des variations de cours de change	(2)					Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	264
Variation de la trésorerie	(210)	4	-	-	-	Effets de la variation des taux de change (D)	(2)
Trésorerie à l'ouverture	530	(10)	-	-	-	Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	(206)
Caisse, Banques centrales	58	-				Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	520
		(10)				Caisse, Banques centrales (actif & passif)	58
Titres de placement qualifiés en tant qu'équivalent trésorerie	249					Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	462
Comptes courants et prêts au jour le jour	223						
Créances à terme qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie	-						
Trésorerie à la clôture	320	(6)	-	-	-	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	314
Caisse, Banques centrales	98	-				Caisse, Banques centrales (actif & passif)	98
		(6)				Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	216
Titres de placement qualifiés en tant qu'équivalent trésorerie	40						
Comptes courants et prêts au jour le jour	182						
Créances à terme qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie	-						
Variation de la trésorerie	(210)	4	-	-	-	Variation de la trésorerie	(206)

(1) cf. Note 3.1.5.

Note 4 - Caisse, banques centrales

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Caisse	-	-
Banques centrales (1)	56	98
- dont réserves obligatoires auprès de la Banque de France	-	-
Total	56	98

(1) Les dépôts sur les comptes de banques centrales font partie de la réserve de liquidité du groupe Banque PSA Finance (cf. Note 22.2).

Note 5 - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, les titres de participation des sociétés non consolidées, comptabilisés au coût sous IAS 39 du fait d'une activité opérationnelle non significative, sont reclassés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" sans impact sur les comptes de Banque PSA Finance au 1^{er} janvier 2018 (cf. Note 2 Principes comptables).

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	01.01.2018 (1)
Titres de placement comptabilisés en juste valeur par résultat	352	165
- Titres de placement	352	165
- OPCVM	317	129
- OPCVM qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie (2)	249	40
- OPCVM détenues par les sociétés d'assurance	68	89
- dont créances rattachées	-	1
- Certificats de dépôt et bons du Trésor	-	-
- Obligations émises par les fonds de titrisation en joint-venture avec Santander	35	36
- dont obligations détenues par les sociétés d'assurance	35	23
- Ecart de réévaluation des titres de placement	-	-
Instruments de couverture de change	-	-
Produits à recevoir sur instruments financiers à terme de trading	-	-
Juste valeur des instruments financiers à terme de trading	-	-
Titres de participation comptabilisés en juste valeur par résultat	12	2
- Titres de Participation, valeur brute	39	31
- PSA UK Number 1 P.L.C. (3)	2	2
- PSA Financial d.o.o. (4)	3	3
- PSA Finance Hungaria Zrt (5)	25	26
- Dongfeng Peugeot Citroën Financial Leasing Co., Ltd. (6)	9	-
- Dépréciation des titres de participation (4)(5)	(27)	(29)
Total	364	167

(1) cf. Note 3.2 - Incidence de l'application de l'IFRS 9 dans la présentation des états financiers à partir du 1^{er} janvier 2018.

(2) Les OPCVM, qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie, font partie de la réserve de liquidité du groupe Banque PSA Finance (cf. Note 22.2).

(3) La filiale PSA UK Number 1 P.L.C. au Royaume-Uni, détenue à 50 %, est sans activité opérationnelle et a été sortie du périmètre de consolidation le 1^{er} janvier 2009.

(4) La filiale PSA Financial d.o.o. en Croatie, détenue à 100 %, est sans activité opérationnelle et a été sortie du périmètre de consolidation le 1^{er} mars 2016. Les titres de cette filiale sont entièrement dépréciés.

(5) La filiale PSA Finance Hungaria Zrt, détenue à 100 %, est sans activité opérationnelle et a été sortie du périmètre de consolidation le 1^{er} février 2017. Les titres de cette filiale sont entièrement dépréciés.

(6) La filiale Dongfeng Peugeot Citroën Financial Leasing Co., Ltd., détenue à 25 %, a été créée en novembre 2018.

La juste valeur des titres de placement est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables sur les marchés (niveau 2), à l'exception des placements en OPCVM réévalués à la valeur de liquidation publiée (niveau 1).

La juste valeur des titres de participations est estimée à la valeur de la dernière transaction, qui correspond à l'acquisition de ces titres.

Dans les cas où des pertes durables sont anticipées, une dépréciation est constatée.

Note 6 - Instruments dérivés de couverture - actifs

6.1 Analyse par nature

(en millions d'euros)	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Comptes d'ajustement sur engagements en devises (1)	41	31
- dont entreprises liées	-	-
Produits à recevoir sur swaps de couverture	4	3
- dont entreprises liées	-	-
Juste valeur positive des swaps de couverture	7	9
- des emprunts	-	-
- des EMTN/BMTN	5	8
- dont au titre du "basis spread" des cross currency swaps de couverture	(2)	(3)
- des obligations	-	-
- des encours clientèle (Vente à crédit, Location avec option d'achat et Location longue durée)	-	-
- des EMTN à taux variable (Cash Flow Hedge)	2	1
Compensation de la juste valeur positive avec les appels de marge reçus	(48)	(41)
Total	4	2

(1) Les comptes d'ajustement correspondent à la réévaluation des swaps de devises, qui couvrent les opérations de refinancement en devises. Cette variation de valeur sur les swaps de couverture des opérations en devises est compensée par la variation de valeur de la dette en devises couverte, réévaluée au cours de clôture (cf. "A. Positions de change opérationnelles" dans la Note 19).

La juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables sur les marchés (niveau 2).

6.2 Compensation des swaps de couverture avec appel de marge - actifs

Pour 2018

(en millions d'euros)	Montant brut actif		Montant net actif avant compensation	Compensation avec les appels de marge reçus	Montant après compensation dans le bilan
Swaps gagnants	Jambe gagnante du swap	Jambe perdante du swap			
Comptes d'ajustement sur engagements en devises	218	(178)	41	-	41
- cross currency swap avec appel de marge	218	(178)	41	-	41
- autres instruments	-	-	-	-	-
Produits à recevoir	4	-	4	-	4
- swaps avec appel de marge	4	-	4	-	4
- swaps sans appel de marge	-	-	-	-	-
Juste valeur positive	194	(187)	7	-	7
- swaps avec appel de marge	194	(187)	7	-	7
- swaps sans appel de marge	-	-	-	-	-
Compensation	-	-	-	(48)	(48)
Total à l'actif	416	(365)	52	(48)	4
Appels de marge reçus sur swaps de couverture	-	-	48	(48)	-
Total au passif	-	-	48	(48)	-

Pour 2017

(en millions d'euros)	Montant brut actif		Montant net actif avant compensation	Compensation avec les appels de marge reçus	Montant après compensation dans le bilan
	Jambe gagnante du swap	Jambe perdante du swap			
Swaps gagnants					
Comptes d'ajustement sur engagements en devises	209	(178)	31	-	31
- cross currency swap avec appel de marge	209	(178)	31	-	31
- autres instruments	-	-	-	-	-
Produits à recevoir	3	-	3	-	3
- swaps avec appel de marge	3	-	3	-	3
- swaps sans appel de marge	-	-	-	-	-
Juste valeur positive	200	(191)	9	-	9
- swaps avec appel de marge	200	(191)	9	-	9
- swaps sans appel de marge	-	-	-	-	-
Compensation	-	-	-	(41)	(41)
Total à l'actif	412	(369)	43	(41)	2
Appels de marge reçus sur swaps de couverture	-	-	43	(41)	2
Total au passif	-	-	43	(41)	2

Note 7 - Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti**Ventilation créances à vue / à terme**

(en millions d'euros)	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Créances à vue	161	182
- Comptes ordinaires débiteurs	161	182
- dont affectés à la réserve de liquidité (1)	161	133
- dont détenus par les sociétés d'assurance	49	32
- dont entreprises liées	16	23
Créances à terme	121	112
- Créances à terme qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie (1)	-	-
- Prêts subordonnés (2)	117	100
- dont entreprises liées	117	100
- Autres créances à terme	4	12
- dont détenues par les sociétés d'assurance	2	2
Créances rattachées	-	-
Total	282	294

(1) La part des comptes ordinaires débiteurs affectée à la réserve de liquidité et les créances à terme qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie font partie de la réserve de liquidité du groupe Banque PSA Finance (cf. Note 22.2).

(2) PSA Finance Nederland B.V. a accordé, au mois de décembre 2018, des prêts subordonnés pour un total de 17 millions d'euros aux co-entreprises allemande et autrichienne en partenariat avec Santander CF.

Note 8 - Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti**8.1 Ventilation des prêts et créances par type de financement**

(en millions d'euros)	31.12.2018	01.01.2018 (1)	Impact IFRS 9 (1)	31.12.2017 retraité
Vente à crédit	123	255	-	255
Location avec option d'achat (2)	6	5	-	5
Capital restant dû et intérêts à recevoir	7	6	-	6
Intérêts non courus sur location avec option d'achat	(1)	(1)	-	(1)

Location longue durée (2)	-	39	-	39
Capital restant dû et intérêts à recevoir	-	43	-	43
- Entreprises liées	-	-	-	-
- Hors groupe	-	43	-	43
Intérêts non courus sur location longue durée	-	(3)	-	(3)
Dépôts de garantie activité location	-	(1)	-	(1)
Financement de stocks aux Réseaux	63	58	3	55
Capital restant dû	63	58	3	55
- Entreprises liées	-	-	-	-
- Hors groupe	63	58	3	55
Autres créances	1	4	-	4
- Entreprises liées	-	-	-	-
- Hors groupe	1	4	-	4
Comptes ordinaires	-	-	-	-
- Entreprises liées	-	-	-	-
- Cash pooling (3) :				
- avant compensation	3	3	-	3
- compensation	(3)	(3)	-	(3)
- Autres	-	-	-	-
- Hors groupe	-	-	-	-
Eléments intégrés au coût amorti des prêts et créances sur la clientèle	(14)	(27)	-	(27)
- Etalement des coûts d'acquisition	1	1	-	1
- Etalement des frais de dossiers	(7)	(15)	-	(15)
- Etalement de la participation des marques et des réseaux	(8)	(13)	-	(13)
Total des créances au coût amorti	179	334	3	331

(1) cf. Note 3.2 - Incidence de l'application de l'IFRS 9 dans la présentation des états financiers à partir du 1^{er} janvier 2018.

(2) Banque PSA Finance ne détenant pas les risques et avantages liés à la propriété du véhicule, les opérations de location (location avec option d'achat et location longue durée) respectent les critères de la location financement et sont présentées comptablement comme des encours de crédit.

(3) Dans le cadre de l'accord de cash pooling avec PSA International, les montants actif et passif sont compensés selon IAS 32 (cf. Note 14).

8.2 Ventilation des prêts et créances par segment

Pour 2018

	Segment IFRS 8	Corporate Réseau (A - cf renvoi B Note 25.1)	Client final		Total au 31.12.2018
			Retail (B - cf renvoi A Note 25.1)	Corporate et assimilés (C - cf renvoi C Note 25.1)	
<i>(en millions d'euros)</i>					
Type de financement					
Vente à crédit		-	123	-	123
Location avec option d'achat		-	5	1	6
Location longue durée		-	-	-	-
Financement de stocks aux Réseaux		63	-	-	63
Autres créances		1	-	-	1
Comptes ordinaires		-	-	-	-
Eléments intégrés au coût amorti		-	(14)	-	(14)
Total des encours par segment IFRS 8		64	114	1	179

Au 31 décembre 2017 et au 1^{er} janvier 2018 ⁽¹⁾

Segment IFRS 8	Corporate Réseau (A - cf renvoi B Note 25.1)		Client final				Total au	
			Retail (B - cf renvoi A Note 25.1)		Corporate et assimilés (C - cf renvoi C Note 25.1)			
(en millions d'euros)	01.01.2018	31.12.2017	01.01.2018	31.12.2017	01.01.2018	31.12.2017	01.01.2018	31.12.2017
Type de financement								
Vente à crédit	-	-	254	254	1	1	255	255
Location avec option d'achat	-	-	2	2	3	3	5	5
Location longue durée	2	2	21	21	16	16	39	39
Financement de stocks aux Réseaux	58	55	-	-	-	-	58	55
Autres créances	4	4	-	-	-	-	4	4
Comptes ordinaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Éléments intégrés au coût amorti	-	-	(26)	(26)	(1)	(1)	(27)	(27)
Total des encours par segment IFRS 8	64	61	251	251	19	19	334	331

(1) cf. Note 3.2 - Incidence de l'application de l'IFRS 9 dans la présentation des états financiers à partir du 1^{er} janvier 2018.

8.3 Ventilation par devise

(en millions d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Créances nettes		
ARS	87	185
EUR	-	39
GBP	-	-
MXN	29	26
PLN	8	19
RUB	55	62
Total	179	331

La variation de valeur des créances en devises couvertes refinancées en euros, réévaluées au cours de clôture, est compensée par la variation de valeur des swaps de couverture des créances en devises (cf. Note 6).

8.4 Échéanciers**Pour 2018**

(en millions d'euros)	non réparti	0 à 3 mois	3 mois à 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total au 31.12.2018
Vente à crédit	1	33	21	32	36	-	123
Créances brutes	4	33	21	32	36	-	126
Dépréciations	(3)	-	-	-	-	-	(3)
Location avec option d'achat	-	-	-	1	5	-	6
Créances brutes	-	-	-	1	5	-	6
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Location longue durée	-	-	-	-	-	-	-
Créances brutes	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-

Financement de stocks aux Réseaux	-	51	10	2	-	-	63
Créances brutes	1	51	10	2	-	-	64
Dépôts de garantie	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	(1)	-	-	-	-	-	(1)
Autres créances	-	-	1	-	-	-	1
Créances brutes	-	-	1	-	-	-	1
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Créances brutes	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Eléments intégrés au coût amorti	(14)	-	-	-	-	-	(14)
Total créances nettes	(13)	84	32	35	41	-	179
Créances brutes	5	84	32	35	41	-	197
Dépôts de garantie	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	(4)	-	-	-	-	-	(4)
Eléments intégrés au coût amorti	(14)	-	-	-	-	-	(14)

Pour 2017

<i>(en millions d'euros)</i>	non réparti	0 à 3 mois	3 mois à 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total au 31.12.2017
Vente à crédit	1	51	37	63	103	-	255
Créances brutes	6	51	37	63	103	-	260
Dépréciations	(5)	-	-	-	-	-	(5)
Location avec option d'achat	-	1	-	1	3	-	5
Créances brutes	-	1	-	1	3	-	5
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Location longue durée	-	3	15	10	11	-	39
Créances brutes	3	3	15	10	11	-	42
Dépôts de garantie	(1)	-	-	-	-	-	(1)
Dépréciations	(2)	-	-	-	-	-	(2)
Financement de stocks aux Réseaux	-	44	9	2	-	-	55
Créances brutes	4	44	9	2	-	-	59
Dépôts de garantie	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	(4)	-	-	-	-	-	(4)
Autres créances	-	1	2	1	-	-	4
Créances brutes	-	1	2	1	-	-	4
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Créances brutes	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Eléments intégrés au coût amorti	(27)	-	-	-	-	-	(27)
Total créances nettes	(26)	100	63	77	117	-	331
Créances brutes	13	100	63	77	117	-	370
Dépôts de garantie	(1)	-	-	-	-	-	(1)
Dépréciations	(11)	-	-	-	-	-	(11)
Eléments intégrés au coût amorti	(27)	-	-	-	-	-	(27)

Note 9 - Comptes de régularisation et actifs divers

(en millions d'euros)	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Débiteurs divers	33	29
- Entreprises liées	29	22
- dont activités d'assurance	3	8
- Hors groupe	4	7
- dont activités d'assurance	1	-
Dividendes à recevoir des coentreprises	10	1
- dont activités d'assurance	10	-
Etat et autres organismes sociaux	18	22
- dont activités d'assurance	9	3
Produits à recevoir	15	21
- Entreprises liées	7	9
- Hors groupe	8	12
- dont activités d'assurance	7	12
Charges constatées d'avance	-	3
Autres comptes de régularisation	2	8
- Entreprises liées	-	-
- Hors groupe	2	8
- dont activités d'assurance	-	-
Total	78	84

Note 10 - Participations dans les entreprises mises en équivalence

Les modifications des états financiers au 31 décembre 2017 et à partir du 1^{er} janvier 2018 sont détaillées respectivement dans les Notes 3.1 et 3.2.

10.1 Participations

(en millions d'euros)	31.12.2018	31.12.2017 retraité	31.12.2017 publié
Impact IFRS 9 au 1 ^{er} janvier 2018	11		
A l'ouverture	2 149	1 527	1 527
Variations de périmètre	-	489	489
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	-	37	37
Quote-part du résultat net	336	249	226
Distribution de dividendes	(104)	(138)	(138)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(9)	(26)	(25)
A la clôture	2 372	2 138	2 116
- dont écart d'acquisition (1)	3	3	3

Tableau de variation par zones géographiques

	Partenariat avec	Europe		Brésil	Chine		Total
		Santander CF	BNP Paribas PF	Santander	Dongfeng Peugeot Citroën	dont écart d'acquisition (1)	
<i>(en millions d'euros)</i>							
Au 31 décembre 2016		1 408		42	77	3	1 527
Variations de périmètre		-	489	-	-	-	489
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves		37	-	-	-	-	37
Quote-part du résultat net		195	8	5	18	-	226
Distribution de dividendes		(136)	-	(2)	-	-	(138)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(10)	(4)	(6)	(5)	-	(25)
Au 31 décembre 2017 publié		1 494	493	39	90	3	2 116
Quote-part du résultat net (2)		-	23	-	-	-	23
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-	(1)	-	-	-	(1)
Au 31 décembre 2017 retraité		1 494	515	39	90	3	2 138
Impact IFRS 9 à l'ouverture 2018		18	(7)	-	-	-	11
Au 1 ^{er} janvier 2018		1 512	508	39	90	3	2 149
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves							-
Quote-part du résultat net		238	81	4	13	-	336
Distribution de dividendes		(102)	-	(2)	-	-	(104)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(3)	(1)	(4)	(1)	-	(9)
Au 31 décembre 2018		1 645	588	37	102	3	2 372

Les entités dans ces différentes zones géographiques sont des coentreprises conformément à l'application de la norme IAS 28 révisée et sont en conséquence mises en équivalence.

(1) L'acquisition le 25 mai 2010 de 50 % supplémentaires de la filiale chinoise Dongfeng Peugeot Citroën Auto Finance Company Ltd par PSA Finance Nederland B.V. a dégagé un écart d'acquisition de 56,7 millions de Yuan.

La cession le 27 décembre 2012 de 25 % de la filiale chinoise a réduit l'écart d'acquisition à 37,8 millions de Yuan et la cession en mars 2015 de 25% de la filiale chinoise a réduit l'écart d'acquisition à 18,8 millions de Yuan (2,4 millions d'euros au 31 décembre 2018 et 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2017).

(2) L'écart d'acquisition est intégré à la valeur comptable de la participation, présentée sur la ligne "Participations dans les entreprises mises en équivalence".

Correspond à l'écart de première consolidation définitif (Badwill) ainsi qu'à l'amortissement du Purchase Price Allocation 2017 dans les comptes consolidés de Banque PSA Finance (cf. Note 3.1).

10.2 Informations détaillées sur les Partenariats - Coentreprises

La plupart des coentreprises mises en place dans le cadre des accords de partenariats avec Santander et avec BNP Paribas PF ont procédé et procèdent à des opérations de titrisation. Les revenus perçus par les coentreprises comprennent l'essentiel des risques et avantages de ces fonds. En conséquence, elles consolident les fonds, qui se retrouvent ainsi indirectement mis en équivalence dans les comptes consolidés de Banque PSA Finance.

Les informations qui suivent sont données dans le cadre d'IFRS 12 :

10.2.1 Partenariat avec Santander CF en Europe

10.2.2 Partenariat avec BNP Paribas PF en Europe

10.2.3 Partenariat avec Santander au Brésil

10.2.4 Partenariat avec Dongfeng Peugeot Citroën en Chine

10.2.1 Partenariat avec Santander CF en Europe

Le partenariat en Europe a démarré en février 2015 en France (FR) et au Royaume-Uni (UK) et a été étendu chronologiquement dans les pays suivants : en mai 2015 à Malte (MT) ; en octobre 2015 en Suisse (CH) et en Espagne (ES) ; en janvier 2016 en Italie (IT) ; en février 2016 aux Pays-Bas (NL) ; en mai 2016 en Belgique (BE) ; en juillet 2016 en Autriche (AT) et en Allemagne (DE) et en octobre 2016 en Pologne (PL).

Pourcentage de mise en équivalence : 50 %

Informations financières à 100 % des comptes IFRS regroupés de ces entités

Eléments de Bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	01.01.2018	Impact IFRS 9	31.12.2017 retraité
Prêts et créances sur la clientèle	27 556	24 236	56	24 180
Autres postes de l'Actif	2 877	2 573	(12)	2 585
Total de l'actif	30 433	26 809	44	26 765
Dettes de refinancement	21 705	18 594	-	18 594
Autres postes du Passif	5 438	5 190	8	5 182
Capitaux propres	3 290	3 025	36	2 989
Total du passif	30 433	26 809	44	26 765

Eléments de Résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Produit Net Bancaire	1 094	1 007
Charges générales d'exploitation et assimilées	(371)	(362)
Résultat brut d'exploitation	723	645
Coût du risque	(23)	(57)
Résultat d'exploitation	700	588
Eléments hors exploitation	(11)	(12)
Résultat avant impôt	689	576
Impôt sur les bénéfices	(213)	(185)
Résultat net	476	391

Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	Capitaux propres avant mise en équivalence	% de mise en équivalence	Quote-part mise en équivalence	Elimination situation nette (1)	Ecart d'acquisition	Capitaux propres après mise en équivalence	dont écarts de conversion
Au 31 décembre 2016	2 816	50 %	1 408	(1 237)	-	171	(26)
Augmentation de capital et apports en réserves	74		37	(36)		1	
Résultat net de la période	391		195			195	
Distribution de dividendes	(273)		(136)			(136)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(19)		(10)			(10)	(8)
Au 31 décembre 2017	2 989	50 %	1 494	(1 273)	-	221	(34)
Impact IFRS 9 à l'ouverture 2018	36		18			18	
Au 1^{er} janvier 2018	3 025	50 %	1 512	(1 273)	-	239	(34)
Résultat net de la période	476		238			238	
Distribution de dividendes	(204)		(102)			(102)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(7)		(3)			(3)	(1)
Au 31 décembre 2018	3 290	50 %	1 645	(1 273)	-	372	(35)

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Banque PSA Finance et PSA Services Ltd.

Eléments du bilan consolidé après mise en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	01.01.2018	31.12.2017 retraité
Participations dans les entreprises mises en équivalence	1 645	1 512	1 494
Total de l'actif	1 645	1 512	1 494
Capitaux propres			
- Valeur historique des titres détenus (1)	1 273	1 273	1 273
- Réserves consolidées - part du groupe	372	239	221
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	238		195
Total du passif	1 645	1 512	1 494

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Banque PSA Finance et PSA Services Ltd.

10.2.2 Partenariat avec BNP Paribas PF en Europe

Le partenariat avec BNP Paribas PF a débuté en novembre 2017 et concerne principalement les pays suivants : France (FR), Belgique (BE), Suisse (CH), Allemagne (DE), Royaume-Uni (UK), Italie (IT), Pays-Bas (NL) et Autriche (AT).

Pourcentage de mise en équivalence : 50 %

Informations financières à 100 % des comptes IFRS regroupés de ces entités

Éléments de Bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	01.01.2018	Impact IFRS 9	31.12.2017 retraité	Retraitement (1)	31.12.2017 publié
Prêts et créances sur la clientèle	9 817	9 200	(19)	9 219	62	9 157
Autres postes de l'Actif	551	1 012	4	1 008	(12)	1 020
Total de l'actif	10 368	10 212	(15)	10 227	50	10 177
Dettes de refinancement	7 549	7 135	-	7 135	2	7 133
Autres postes du Passif	1 641	2 060	(1)	2 061	4	2 057
Capitaux propres	1 178	1 017	(14)	1 031	44	987
Total du passif	10 368	10 212	(15)	10 227	50	10 177

Éléments de Résultat (2)

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité	Retraitement (1)	31.12.2017 publié
Produit Net Bancaire (3)	490	90	24	66
Charges générales d'exploitation et assimilées	(249)	(43)	-	(43)
Résultat brut d'exploitation	241	47	24	23
Coût du risque	(16)	(1)	-	(1)
Résultat d'exploitation	225	46	24	22
Éléments hors exploitation	-	-	-	-
Résultat avant impôt	225	46	24	22
Impôt sur les bénéfices	(62)	(12)	(6)	(6)
Résultat net	163	34	18	16

(1) Correspond à l'écart de première consolidation définitif (Badwill) ainsi qu'à l'amortissement du Purchase Price Allocation 2017 dans les comptes consolidés de Banque PSA Finance (cf. Note 3.1).

(2) Pour 2017, il s'agit du résultat réalisé depuis le début du partenariat avec BNP Paribas PF.

(3) Dont +117 millions d'euros au 31 décembre 2018 liés à l'impact du Price Purchase Allocation : cf. Note 27.2.

Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	Capitaux propres avant mise en équivalence	% de mise en équivalence	Quote-part mise en équivalence	Elimination situation nette (1)	Ecart d'acquisition	Capitaux propres après mise en équivalence	dont écarts de conversion
Variations de périmètre	978		489	(489)	-	-	-
Résultat net de la période	16		8			8	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(7)		(4)			(4)	
Au 31 décembre 2017 publié	987	50 %	493	(489)	-	4	-
Résultat net de la période (2)							
- Ecart de première consolidation négatif	28		14			14	
- Amortissement PPA	18		9			9	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2)		(1)			(1)	(1)
Au 31 décembre 2017 retraité	1 031	50 %	515	(489)	-	26	(1)
Impact IFRS 9 à l'ouverture 2018	(14)		(7)			(7)	
Au 1^{er} janvier 2018	1 017	50 %	508	(489)	-	19	(1)
Résultat net de la période	163		81			81	
Distribution de dividendes	-		-			-	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2)		(1)			(1)	(2)
Au 31 décembre 2018	1 178	50 %	588	(489)	-	99	(3)

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Banque PSA Finance.

(2) Correspond à l'écart de première consolidation définitif (Badwill) ainsi qu'à l'amortissement du Purchase Price Allocation 2017 dans les comptes consolidés de Banque PSA Finance (cf. Note 3.1).

Éléments du bilan consolidé après mise en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	01.01.2018	31.12.2017 retraité	31.12.2017 publié
Participations dans les entreprises mises en équivalence	588	508	515	493
Total de l'actif	588	508	515	493
Capitaux propres				
- Valeur historique des titres détenus (1)	489	489	489	489
- Réserves consolidées - part du groupe	99	19	26	4
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	81		23	8
Total du passif	588	508	515	493

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Banque PSA Finance.

10.2.3 Partenariat avec Santander au Brésil

Le partenariat au Brésil a débuté en août 2016.

Pourcentage de mise en équivalence : 50 %

Informations financières à 100 % des comptes IFRS regroupés de ces entités

Eléments de Bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	01.01.2018	Impact IFRS 9	31.12.2017 retraité
Prêts et créances sur la clientèle	384	426	1	425
Autres postes de l'Actif	39	54	-	54
Total de l'actif	423	480	1	479
Dettes de refinancement	333	384	-	384
Autres postes du Passif	17	17	-	17
Capitaux propres	73	79	1	78
Total du passif	423	480	1	479

Eléments de Résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Produit Net Bancaire	27	34
Charges générales d'exploitation et assimilées	(13)	(18)
Résultat brut d'exploitation	14	16
Coût du risque	-	(1)
Résultat d'exploitation	14	15
Impôt sur les bénéfices	(6)	(5)
Résultat net	8	10

Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	Capitaux propres avant mise en équivalence	% de mise en équivalence	Quote-part mise en équivalence	Elimination situation nette (1)	Ecart d'acquisition	Capitaux propres après mise en équivalence	dont écarts de conversion
Au 31 décembre 2016	84	50 %	42	(27)	-	15	2
Résultat net de la période	10		5			5	
Distribution de dividendes	(4)		(2)			(2)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(12)		(6)			(6)	(6)
Au 31 décembre 2017	78	50 %	39	(27)	-	12	(4)
Impact IFRS 9 à l'ouverture 2018	1		-			-	-
Au 1^{er} janvier 2018	79	50 %	39	(27)	-	12	(4)
Résultat net de la période	8		4			4	
Distribution de dividendes	(5)		(2)			(2)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(8)		(4)			(4)	(4)
Au 31 décembre 2018	74	50 %	37	(27)	-	10	(8)

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Banque PSA Finance et PSA Services Ltd.

Eléments du bilan consolidé après mise en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	01.01.2018	31.12.2017 retraité
Participations dans les entreprises mises en équivalence	37	39	39
Total de l'actif	37	39	39
Capitaux propres			
- Valeur historique des titres détenus (1)	27	27	27
- Réserves consolidées - part du groupe	10	12	12
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	4		5
Total du passif	37	39	39

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Banque PSA Finance et PSA Services Ltd.

10.2.4 Partenariat avec Dongfeng Peugeot Citroën en Chine

Le partenariat en Chine concerne la filiale Dongfeng Peugeot Citroën Auto Finance Company Ltd.

Pourcentage de mise en équivalence : 25 %

Informations financières à 100 %

Eléments de Bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	01.01.2018	Impact IFRS 9	31.12.2017 retraité
Prêts et créances sur la clientèle	1 976	2 408	-	2 408
Autres postes de l'Actif	118	195	-	195
Total de l'actif	2 094	2 603	-	2 603
Dettes de refinancement	1 266	1 464	-	1 464
Autres postes du Passif	431	791	-	791
Capitaux propres	397	348	-	348
Total du passif	2 094	2 603	-	2 603

Eléments de Résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Produit Net Bancaire	123	116
Charges générales d'exploitation et assimilées	(32)	(26)
Résultat brut d'exploitation	91	90
Coût du risque	(9)	(7)
Résultat d'exploitation	82	83
Impôt sur les bénéfices	(29)	(14)
Résultat net	53	69

Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	Capitaux propres avant mise en équivalence	% de mise en équivalence	Quote-part mise en équivalence	Elimination situation nette (1)	Ecart d'acquisition (2)	Capitaux propres après mise en équivalence	dont écarts de conversion
Au 31 décembre 2016	299	25 %	74	(33)	3	44	7
Résultat net de la période	69		18			18	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(20)		(5)		-	(5)	(5)
Au 31 décembre 2017	348	25 %	87	(33)	3	57	2
Impact IFRS 9 à l'ouverture 2018	-		-			-	
Au 1^{er} janvier 2018	348	25 %	87	(33)	3	57	2
Résultat net de la période	53		13			13	
Distribution de dividendes	-		-			-	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(4)		(1)		-	(1)	(1)
Au 31 décembre 2018	397	25 %	99	(33)	3	69	1

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par PSA Finance Nederland B.V.

Éléments du bilan consolidé après mise en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	01.01.2018	31.12.2017 retraité
Participations dans les entreprises mises en équivalence (2)	102	90	90
Total de l'actif	102	90	90
Capitaux propres			
- Valeur historique des titres détenus (1)	33	33	33
- Réserves consolidées - part du groupe	69	57	57
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	13		18
Total du passif	102	90	90

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par PSA Finance Nederland B.V.

(2) L'écart d'acquisition est intégré à la valeur comptable de la participation, présentée sur la ligne "Participations dans les entreprises mises en équivalence".

Note 11 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se répartissent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018			31.12.2017		
	Valeur Brute	Amortissem ents	Valeur Nette	Valeur Brute	Amortissem ents	Valeur Nette
Immobilisations incorporelles	245	(189)	56	230	(176)	54
- Logiciels	241	(185)	56	226	(172)	54
- Autres	4	(4)	-	4	(4)	-
Total	245	(189)	56	230	(176)	54

Tableau de variation des valeurs brutes

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2017	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	31.12.2018
	Valeur brute Immobilisations				Valeur brute Immobilisations
Immobilisations incorporelles	230	15	-	-	245
- Logiciels	226	15	-	-	241
- Autres	4	-	-	-	4
Total	230	15	-	-	245

Tableau de variation des amortissements

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2017	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31.12.2018
	Amort. Immobilisations				Amort. Immobilisations
Immobilisations incorporelles	(176)	(13)	-	-	(189)
- Logiciels	(172)	(13)	-	-	(185)
- Autres	(4)	-	-	-	(4)
Total	(176)	(13)	-	-	(189)

Note 12 - Ecarts d'acquisition

Au cours de l'exercice 2018, les écarts d'acquisition significatifs du groupe Banque PSA Finance (seule la Chine est concernée : cf. Note 10) ont fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ils sont rattachés.

Ecart d'acquisition de Bank PSA Finance Rus

Bank PSA Finance Rus a été achetée le 11 septembre 2009 et fait l'objet d'une consolidation par intégration globale depuis mars 2010. L'écart d'acquisition d'un montant de 76 millions de Roubles (0,9 million d'euros au 31 décembre 2018 et 1,1 million d'euros au 31 décembre 2017) est entièrement déprécié depuis décembre 2018.

Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit**13.1 Ventilation des dettes à vue/à terme**

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Dettes à vue hors groupe	4	6
- Comptes ordinaires créditeurs	2	4
- Comptes et emprunts financiers au jour le jour	2	2
- Autres sommes dues	-	-
Dettes rattachées	-	-
Dettes à terme hors groupe	61	133
- Bancaires classiques	61	133
Dettes rattachées	7	11
Total des dettes au coût amorti	72	150

13.2 Ventilation par devise de remboursement

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018		31.12.2017 retraité	
	Dettes à vue	Dettes à terme	Dettes à vue	Dettes à terme
ARS	-	34	-	108
EUR	-	-	2	-
GBP	2	-	2	-
MXN	-	24	-	22
PLN	2	-	2	-
RUB	-	3	-	3
Total	4	61	6	133

13.3 Echancier des Dettes envers les établissements de crédit

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
	Dettes à terme	Dettes à terme
0 à 3 mois	45	64
3 à 6 mois	13	34
6 mois à 1 an	7	31
1 an à 5	-	10
+ 5 ans	-	-
Total	65	139

Note 14 - Dettes envers la clientèle**14.1 Ventilation des dettes à vue/à terme**

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Dettes à vue	-	2
- Comptes ordinaires		
- Comptes courants des sociétés du réseau		
- Hors groupe	-	1
- Cash pooling (1) :		
- avant compensation	3	3
- compensation	(3)	(3)
- Autres sommes dues à la clientèle		
- Hors groupe	-	1

Dettes rattachées	-	-
Dettes à terme	3	6
- Dette à terme Corporate		
- Entreprises liées	-	-
- Autres dettes à terme		
- Hors groupe	3	6
Dettes rattachées	-	-
Total des dettes au coût amorti	3	8

(1) Dans le cadre de l'accord de cash pooling avec PSA International (entreprise liée), les montants actif et passif sont compensés selon IAS 32 (cf. Note 8.1).

14.2 Ventilation des dettes envers la clientèle par devise de remboursement

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

	31.12.2018		31.12.2017	
	Dettes à vue	Dettes à terme	Dettes à vue	Dettes à terme
<i>(en millions d'euros)</i>				
ARS	-	2	-	5
EUR	-	-	1	-
GBP	-	-	-	-
MXN	-	-	-	-
PLN	-	-	-	-
RUB	-	1	1	1
Total	-	3	2	6

Note 15 - Dettes représentées par un titre

15.1 Analyse par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	244	243
- EMTN, BMTN et assimilés	244	243
- CDN et BT	-	-
Dettes rattachées	5	5
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Total des dettes au coût amorti	249	248

15.2 Ventilation par devise de remboursement des dettes représentées par un titre (1)

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
ARS	26	35
EUR	-	-
USD (1)	218	208
Total	244	243

(1) La variation de valeur de la dette en devises couverte (dont 9 millions d'euros au 31 décembre 2018 au titre de la dette émise en USD), réévaluée au cours de clôture, est compensée par la variation de valeur sur les swaps de couverture de la dette en devises (cf. Note 6).

La position de change résiduelle de Banque PSA Finance est présentée dans la Note 19.

15.3 Echéanciers des dettes représentées par un titre

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

(en millions d'euros)	31.12.2018	31.12.2017 retraité
0 à 3 mois	11	2
3 à 6 mois	5	2
6 mois à 1 an	7	4
1 an à 5	221	235
+ 5 ans	-	-
Total	244	243

Note 16 - Comptes de régularisation et passifs divers

(en millions d'euros)	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Dettes fournisseurs	32	40
- Entreprises liées (1)	29	35
- dont activités d'assurance	1	2
- Hors groupe	3	5
- dont activités d'assurance	-	-
Etat et autres organismes sociaux	5	9
Charges à payer	13	20
- Entreprises liées	3	5
- dont activités d'assurance	1	2
- Hors groupe	10	15
- dont activités d'assurance	2	3
Autres créditeurs divers	4	8
- Entreprises liées	3	6
- dont activités d'assurance	3	6
- Hors groupe	1	2
- dont activités d'assurance	1	1
Produits constatés d'avance	-	3
- Entreprises liées	-	-
- Hors groupe	-	3
- dont appels de marge reçus sur swaps de couverture (2)	-	2
Autres comptes de régularisation	1	1
- Hors groupe	1	1
Total	55	81

(1) Il s'agit principalement des véhicules et des pièces de rechange en cours de règlement aux marques du Groupe PSA.

(2) Les appels de marge reçus sur swaps de couverture ont été compensés avec la juste valeur positive pour 48 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre 41 millions d'euros au 31 décembre 2017 (cf. Note 6.2).

Note 17 - Activités d'assurance

17.1 Provisions techniques des contrats d'assurance

(en millions d'euros)	31.12.2017 retraité	Primes émises	Primes acquises	Sinistres payés	Sinistres survenus	31.12.2018
Provision pour Primes Non Acquises (PPNA)	5	41	(43)			3
Provision pour sinistre à payer (PSAP) :						
- Provision pour sinistres survenus déclarés	20			(5)	5	20
- Provision pour sinistres survenus connus tardivement (IBNR)	56			-	4	60
Provisions techniques	81	41	(43)	(5)	9	83

17.2 Résultat des activités d'assurance

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
+ Primes acquises	43	78
Primes émises	41	75
Variation des provisions PPNA	2	3
- Charges de prestations	(31)	(47)
Coût des sinistres	(6)	(11)
Variation des provisions hors PPNA	(4)	3
Autres produits (charges)	(21)	(39)
- dont entreprises liées	(20)	(37)
Marge sur prestations de services des activités d'assurance	12	31

Note 18 - Provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2017	Variations	Ecart de conversion	31.12.2018
Provisions pour pensions et retraites	-	-	-	-
Provisions pour engagements douteux				
- Corporate réseau	-	-	-	-
- Corporate et assimilés	-	-	-	-
Provision pour risques fiscaux	2	(1)	-	1
Provisions pour litiges commerciaux et fiscaux	33	26	(1)	58
Autres provisions	3	(1)	-	2
Total	38	24	(1)	61

Note 19 - Instruments financiers à terme

Politique du groupe en matière de gestion des risques financiers

(cf. paragraphe "Facteurs de risque et gestion des risques" du rapport de gestion)

Risque de taux :

La politique de la banque vise à neutraliser l'effet des variations de taux d'intérêt sur la marge opérationnelle de chaque entité du groupe par l'utilisation d'instruments financiers appropriés permettant d'assurer la convergence effective des structures de taux d'intérêt des actifs et des passifs.

Chez BPF, le cross currency swap de 250 millions de dollars US couvre l'EMTN émis de 250 millions de dollars US. En Argentine, les swaps de taux en Cash Flow Hedge s'élèvent à 887 millions d'ARS au 31 décembre 2018 contre 831 millions d'ARS au 31 décembre 2017.

Risque de change :

La politique suivie n'autorise pas de position de change. Entité par entité, les actifs et passifs sont adossés par l'utilisation d'instruments financiers appropriés.

Risque de contrepartie :

Les risques sont limités aux opérations sur produits dérivés négociées dans le cadre de contrats FBF ou ISDA et à des opérations de placement de liquidité à très court terme avec des contreparties de premier plan. Le cross currency swap fait l'objet d'un appel de marge hebdomadaire. Les swaps de couverture de flux de Trésorerie dans la filiale argentine ne font pas l'objet d'appel de marge. En ce qui concerne le risque de crédit sur la clientèle, se reporter à la Note 25.

Dans le cadre de sa politique de placement, Banque PSA Finance limite le risque au maximum. Les excédents de liquidité, en dehors de prêts interbancaires et de dépôts sur les comptes de banques centrales, sont exclusivement placés en certificats de dépôt à très court terme et dans des OPCVM.

Position de change résiduelle de Banque PSA Finance consolidée

A. Positions de change opérationnelles

Les couvertures sont réalisées à l'aide d'instruments fermes de change (cross currency swap, swap de devises, change à terme). La position résiduelle à fin décembre 2018 est non significative (- 0,9 million d'euros au 31 décembre 2018 contre 1,6 millions d'euros à fin 2017). Compte tenu de la politique de couverture, le résultat du groupe ne subira qu'un impact très limité en cas de forte variation des devises.

B. Positions de change structurelles

Les positions structurelles (Titres de participation des filiales, Dotation des succursales) et les résultats futurs ne font pas l'objet de couverture. La durée de l'activité de la filiale ou de la succursale étant indéterminée par définition, toute couverture représenterait une position nette ouverte sur le long terme.

(en millions d'euros)	ARS	CNY	GBP	HRK	HUF	MXN	PLN	RUB	TRY	USD (1)	TOTAL
Position de change au 31.12.2018	1	45	124	3	19	5	15	35	-	49	296
<i>Rappel décembre 2017</i>	1	35	125	3	20	5	16	40	-	47	292

(1) La position de change structurelle sur le dollar américain (USD) provient du financement en dollars des titres de participation des filiales argentine et russe.

Note 20 - Echéanciers et risques de liquidité

La gestion du risque de liquidité est décrite dans le paragraphe "Sécurité de la liquidité" du rapport de gestion.

Les échéanciers, pour les trois postes concernés, sont donnés dans la note 8.4 pour les Prêts et créances sur la clientèle, dans la note 13.3 pour les Dettes envers les établissements de crédit et dans la note 15.3 pour les Dettes représentées par un titre.

Covenants

Les contrats de ligne de crédit revolving bilatérales (pour un engagement de 200 millions d'euros) signés par Banque PSA Finance comportent des clauses d'exigibilité anticipée classiques pour ce type de contrat. Il s'agit notamment :

- de clauses de "negative pledge" par lesquelles la société emprunteuse s'engage à ne pas conférer de sûretés réelles à des tiers. Ces clauses comportent néanmoins des exceptions autorisant des opérations comme les titrisations ou les actifs donnés en garantie ;
- de clauses de "material adverse changes" en cas de changement négatif majeur dans les conditions économiques et financières ;
- de clauses de "pari passu" prévoyant que le prêteur bénéficie d'un traitement au moins égal à celui des autres créanciers ;
- de clauses de "défauts croisés" qui stipulent qu'un cas de défaut avéré sur un emprunt impliquerait également l'exigibilité d'autres emprunts ;
- d'obligations d'informations périodiques ;
- de respect de la législation en vigueur ;
- d'absence de changement de contrôle.

Au-delà de ces covenants correspondants aux pratiques de marché, lesdits contrats maintiennent la conservation du statut de banque, et donc le respect d'un ratio de fonds propre "Common Equity Tier One" de 13,5 % minimum.

Toutes les clauses en vigueur sont respectées en 2018.

Note 21 - Juste valeur des actifs et passifs financiers

	Juste valeur		Valeur au bilan		Ecart	
	31.12.2018	31.12.2017 publié	31.12.2018	31.12.2017 publié	31.12.2018	31.12.2017 publié
<i>(en millions d'euros)</i>						
Actif						
Caisse, banques centrales	56	98	56	98	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)(2)	364	165	364	165	-	-
Instruments dérivés de couverture (1)	4	2	4	2	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-		-		-	
Actifs financiers disponibles à la vente (2)		2		2		-
Titres au coût amorti	-		-		-	
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti (3)(4)	260	297	282	294	(22)	3
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti (5)	156	327	179	331	(23)	(4)
Passif						
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat (1)	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture (1)	1	1	1	1	-	-
Dettes envers les établissements de crédit (6)	72	150	72	150	-	-
Dettes envers la clientèle (3)	3	8	3	8	-	-
Dettes représentées par un titre (6)	259	265	253	257	(6)	(8)

A l'exception des prêts et créances sur la clientèle, des prêts subordonnés et des dettes représentées par un titre, la valeur au bilan est conservée : dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables sur les marchés (niveau 2), à l'exception des OPCVM réévalués à la valeur de liquidation publiée (niveau 1).

(1) Les instruments comptabilisés à la juste valeur par résultat, ainsi que les instruments dérivés de couverture, sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor,...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne.

(2) Les titres de participation non consolidés, comptabilisés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" depuis le 01 janvier 2018, ont une juste valeur estimée à la valeur de la dernière transaction, qui correspond à l'acquisition des titres. Dans les cas où des pertes durables sont anticipées, une dépréciation est constatée.

(3) Hormis les prêts subordonnés, les prêts et créances sur les établissements de crédit, ainsi que les dettes envers la clientèle, sont à court terme et principalement à taux révisable, et ont en conséquence une juste valeur proche de leur coût amorti.

Conformément à la norme IFRS 13, le processus de détermination de la juste valeur est détaillé ci-après :

- au paragraphe (4) pour les prêts subordonnés ;
- au paragraphe (5) pour les prêts et créances sur la clientèle ;
- au paragraphe (6) pour les dettes.

(4) Les prêts subordonnés sont comptabilisés au coût amorti et ne font pas l'objet de couverture. La juste valeur présentée ci-dessus représente essentiellement l'évolution du risque propre du groupe Banque PSA Finance sur les marchés financiers. Cette juste valeur est déterminée en valorisant sur la base d'informations recueillies auprès de nos partenaires financiers. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable (niveau 3).

(5) Les prêts et créances sur la clientèle sont évalués au bilan au coût amorti. De manière générale, ils font l'objet d'une couverture en risque de taux (couverture de juste valeur). L'application de la comptabilité de couverture entraîne l'ajustement de la valeur des encours, sur la base du taux du swap de couverture. Le montant de cet écart de réévaluation a été cumulé au coût amorti dans la valeur au bilan. La juste valeur présentée ci-dessus est estimée en actualisant les flux futurs au taux moyen clientèle des trois derniers mois. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable (niveau 3).

(6) Les dettes de financement sont comptabilisées au coût amorti. Les dettes couvertes par des swaps de taux d'intérêts font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur. L'application de la comptabilité de couverture entraîne l'ajustement de la valeur des dettes, sur la base du taux de refinancement sans risque actualisé. Le montant de cet écart de réévaluation a été cumulé au coût amorti dans la valeur au bilan. La juste valeur présentée ci-dessus représente essentiellement l'évolution du risque propre du groupe Banque PSA Finance sur les marchés financiers. Elle est déterminée selon les deux cas suivants : - Pour la dette représentée par un titre, en valorisant sur la base des cotations disponibles sur le marché (niveau 1). - Pour la dette envers les établissements de crédit, en valorisant sur la base des informations recueillies auprès de nos partenaires financiers. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable (niveau 3).

Note 22 - Autres engagements

22.1 Autres engagements

(en millions d'euros)	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit (1)	235	301
Engagements donnés en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements donnés en faveur de la clientèle (2)	-	12
Engagements de garantie		
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissements de crédit	5	9
- garanties reçues sur encours clientèle	5	9
- garanties reçues sur titres détenus	-	-
- autres garanties reçues d'établissements de crédit	-	-
Garanties données en faveur d'établissements de crédit	4	4
Garanties données en faveur de la clientèle	19	39
- Banque PSA Finance	19	39
Autres engagements reçus		
Titres reçus en garantie	-	-

(1) Il s'agit de lignes de crédit confirmées non tirées (cf. Note 22.2)

(2) Les engagements sur offres préalables de crédit à la clientèle sont pris en compte. Les autorisations de lignes de crédit accordées au réseau, révocables à tout moment, ne sont pas prises en compte, sauf contrats particuliers.

Banque PSA Finance ne comptabilise pas les garanties reçues des clients, et n'en tient pas compte dans ses calculs d'exposition au risque de crédit.

22.2 Sécurité financière

La sécurité financière de Banque PSA Finance correspond à la réserve de liquidité et aux lignes de crédit confirmées non tirées.

(en millions d'euros)	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Réserve de liquidité	466	271
- Dépôts sur les comptes de banques centrales (cf. Note 4)	56	98
- OPCVM qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie (cf. Note 5)	249	40
- Comptes ordinaires débiteurs (cf. Note 7)	161	133
Lignes de crédit confirmées non tirées	235	301
- Lignes de crédit bilatérales revolving (1)	200	280
- Autres lignes de crédit bancaire	35	21
Total	701	572

(1) Constituent des engagements reçus de financement, principalement à long terme.

Note 23 - Intérêts et produits au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Ventes à crédit	41	65
- dont entreprises liées	11	18
Location avec option d'achat	1	1
- dont entreprises liées	-	-
Location longue durée	-	3
- dont entreprises liées	-	-
Financement de stocks aux Réseaux	7	7
- dont entreprises liées	5	5
Autres financements	-	-
- dont entreprises liées	-	-
Rémunérations des apporteurs	(2)	(2)
- Vente à crédit	(2)	(2)
- Location avec option d'achat	-	-
- Location longue durée	-	-
Autres coûts d'acquisition	(1)	(2)
Intérêts sur comptes ordinaires	-	-
Intérêts sur engagements de garantie	-	-
Total	46	72

Note 24 - Charges générales d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Frais de personnel	(6)	(7)
- Rémunérations	(5)	(6)
- Charges sociales	(1)	(1)
- Intéressement et participation	-	-
Autres charges générales d'exploitation	(6)	(8)
- Charges externes	(113)	(122)
- dont entreprises liées	(100)	(101)
- Refacturation	107	114
- dont entreprises liées	105	101
Total	(12)	(15)

Les informations concernant la rémunération des principaux dirigeants sont données dans le paragraphe "Rémunération" du rapport annuel.

Répartition géographique des charges générales d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017
Code ISO pays :		
AR	(5)	(7)
FR	5	7
GB	-	-
IT	-	(1)
MT	(3)	(4)
MX	(1)	(1)
NL	(1)	(1)
PL	(1)	(1)
RU	(5)	(6)
TR	(1)	(1)
Total	(12)	(15)

Note 25 - Coût du risque de crédit

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 publiée par l'IASB en Juillet 2014 et adoptée par l'UE le 22 Novembre 2016, Banque PSA Finance a choisi de ne pas retraiter les périodes antérieures. Ainsi, par simplification pour les besoins de cette note, les créances et dépréciations bilan au 31/12/2017 ont été positionnées en 3 stages avec :

- Créances saines sans impayés = Stage 1
- Créances saines avec impayés = Stage 2
- Créances douteuses = Stage 3

25.1 Coût du risque de crédit et évolution de l'encours

	31.12.2017 retraité	Impact IFRS 9 à l'ouverture (1)	Production nette et écart de conversion (2)	Effet des variations de périmètre (3)	Coût du risque au 31.12.2018	Bilan au 31.12.2018
<i>(en millions d'euros)</i>						
Retail						
Créances stage 1	268	-	(120)	(23)		125
Créances stage 2	11	-	(9)	-		2
Créances stage 3	6	-	-	(2)	(1)	3
Dépôts de garantie	(1)	-	-	1		-
Encours brut	284	-	(129)	(24)	(1)	130
Dépréciations créances stage 1	(1)	(2)	1	1	1	-
Dépréciations créances stage 2	(1)	1	-	-	-	-
Dépréciations créances stage 3	(5)	1	1	1	-	(2)
Dépréciations	(7)	-	2	2	1	(2)
Eléments intégrés au coût amorti	(26)	-	13	(1)		(14)
Encours net (A - cf. renvoi B de la Note 8.2)	251	-	(114)	(23)	-	114
Récupérations sur créances amorties					-	
Coût du risque Retail					-	
Corporate réseaux						
Créances stage 1	64	-	(1)	(1)		62
Créances stage 2	-	-	3	-		3
Créances stage 3	2	-	(1)	-	-	1
Encours brut	66	-	1	(1)	-	66
Dépréciations créances stage 1	(4)	3	-	-	-	(1)
Dépréciations créances stage 2	-	-	-	-	-	-
Dépréciations créances stage 3	(1)	-	-	-	-	(1)
Dépréciations	(5)	3	-	-	-	(2)
Eléments intégrés au coût amorti	-	-	-	-		-
Encours net (B - cf. renvoi A de la Note 8.2)	61	3	1	(1)	-	64
Récupérations sur créances amorties					-	
Coût du risque Corporate réseaux					-	
Corporate et assimilés						
Créances stage 1	20	-	(3)	(16)		1
Créances stage 2	-	-	-	-		-
Créances stage 3	-	-	-	-	-	-
Encours brut	20	-	(3)	(16)	-	1
Dépréciations créances stage 1	-	-	-	-	-	-
Dépréciations créances stage 2	-	-	-	-	-	-
Dépréciations créances stage 3	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Eléments intégrés au coût amorti	(1)	-	-	1		-
Encours net (C - cf. renvoi C de la Note 8.2)	19	-	(3)	(15)	-	1
Récupérations sur créances amorties					-	
Coût du risque Corporate et assimilés					-	

Encours total						-
Créances stage 1	352	-	(124)	(40)		188
Créances stage 2	11	-	(6)	-		5
Créances stage 3	8	-	(1)	(2)	(1)	4
Dépôts de garantie	(1)	-	-	1		-
Encours brut	370	-	(131)	(41)	(1)	197
Dépréciations créances stage 1	(5)	1	1	1	1	(1)
Dépréciations créances stage 2	(1)	1	-	-	-	-
Dépréciations créances stage 3	(6)	1	1	1	-	(3)
Dépréciations	(12)	3	2	2	1	(4)
Eléments intégrés au coût amorti	(27)	-	13	0	-	(14)
Encours net	331	3	(116)	(39)	-	179
Récupérations sur créances amorties					-	
Total Coût du risque					-	

En ce qui concerne les créances soumises à dépréciation, le coût du risque est majoré du montant des intérêts facturés, qui restent en intérêts sur opérations avec la clientèle.

(1) cf. Note 3.2.

(2) L'écart de conversion est dû à la différence entre le taux de clôture appliqué aux bilans des sociétés hors zone euro et les taux moyens mensuels appliqués mois par mois aux éléments de résultat de ces mêmes sociétés.

(3) Sortie de PSA Renting de l'intégration globale suite à la mise en place du partenariat avec Santander CF le 1^{er} janvier 2018 (cf. Note 1.B).

25.2 Evolution du coût du risque de crédit

(en millions d'euros)	Retail	Corporate réseaux	Corporate et assimilés	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Créances stage 1					
Dotations pour dépréciations	-	-	-	-	-
Reprises de dépréciations	1	-	-	1	-
Créances stage 2					
Dotations pour dépréciations	-	-	-	-	(2)
Reprises de dépréciations	-	-	-	-	1
Créances stage 3					
Dotations pour dépréciations	-	-	-	-	(3)
Reprises de dépréciations	-	-	-	-	4
Pertes sur créances irrécupérables	(1)	-	-	(1)	(6)
Récupérations sur créances amorties	-	-	-	-	1
Coût du risque de crédit	-	-	-	-	(5)

Note 26 - Impôt sur les bénéfices

26.1 Evolution des postes de bilan

(en millions d'euros)	31.12.2017 retraité	Résultat	Capitaux propres	Règlements	Ecart de conversion et autres (1)	31.12.2018
Impôts courants						
Actif	15					13
Passif	(8)					(2)
Total	7		-	5	(1)	11
Impôts différés						
Actif	9					5
Passif	(3)					(3)
Total	6	(1)	(2)	-	(1)	2

(1) L'écart de conversion est dû à la différence entre le taux de clôture appliqué aux bilans des sociétés hors zone euro et les taux moyens mensuels appliqués mois par mois aux éléments de résultat de ces mêmes sociétés.

A l'écart de conversion s'ajoute l'effet de la sortie de PSA Renting de l'intégration globale suite à la mise en place du partenariat avec Santander CF le 1^{er} janvier 2018 (cf. Note 1.B).

26.2 Charge d'impôts sur les résultats des sociétés intégrées

La charge de l'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de la période, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode comptable précisée dans le dernier paragraphe du chapitre A de la Note 2 Principes comptables du Rapport annuel 2017.

Suite à la suppression de la contribution exceptionnelle de 10,7 % visée à l'article 235 ter ZAA du code général des impôts, le taux d'imposition auquel est soumis Banque PSA Finance S.A en France est passé de 38 % en 2015 à 34,43 % depuis 2016.

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Impôts courants		(13)
Impôts différés	(2)	3
Impôts différés de l'exercice	(2)	3
Actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur	-	-
Total	(2)	(10)

26.3 Preuve d'impôt du groupe Banque PSA Finance

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2018	31.12.2017 retraité
Résultat avant impôt	322	266
Neutralisation de la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(336)	(249)
Différences permanentes	48	40
Total imposable	34	57
<i>Taux d'impôt légal en France pour la période</i>	<i>34,4 %</i>	<i>34,4 %</i>
Charge d'impôt théorique	(11)	(20)
Effet des différences de taux à l'étranger	-	3
Effet de variation de taux à l'étranger	-	-
Effet de la majoration provisoire du taux sur la France	-	-
Régularisation au titre de l'exercice antérieur	(1)	(1)
Litiges et redressements fiscaux	-	-
Autres	9	4
Impôt sur les bénéfices avant pertes de valeur sur actifs sur déficits reportables	(3)	(14)
<i>Taux effectif d'impôt groupe</i>	<i>9,4 %</i>	<i>23,8 %</i>
Impôts différés actifs sur déficits reportables :		
- Dotation pour dépréciation	-	-
- Reprise de dépréciation	1	4
Impôt sur les bénéfices	(2)	(10)

26.4 Impôts différés actifs sur déficits reportables

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2017 retraité	Nouveaux déficits générés	Utilisations de déficits	Dotation / Reprise pour dépréciations	Ecart de conversion et autres (1)	31.12.2018
Impôts différés actifs sur déficits reportables	35		(2)		(1)	32
Dépréciations (2)	(30)			1	-	(29)
Total	5	-	(2)	1	(1)	3

(1) L'écart de conversion est dû à la différence entre le taux de clôture appliqué aux bilans des sociétés hors zone euro et les taux moyens mensuels appliqués mois par mois aux éléments de résultat de ces mêmes sociétés.

A l'écart de conversion s'ajoute l'effet de la sortie de PSA Renting de l'intégration globale suite à la mise en place du partenariat avec Santander CF le 1^{er} janvier 2018 (cf. Note 1.B).

(2) L'impôt différé actif sur le report déficitaire de Banque PSA Finance est intégralement déprécié, pour un montant de 27,5 millions d'euros à fin décembre 2018.

Note 27 - Information sectorielle

Les informations sectorielles IFRS 8 sont présentées avant mise en équivalence des coentreprises en partenariat avec Santander et BNP Paribas PF et après élimination des opérations réciproques.

27.1 Eléments de Bilan

Pour 2018

	Bilan information sectorielle IFRS 8 au 31.12.2018	Mise en équivalence de la part du Groupe dans les JV	Bilan consolidé au 31.12.2018
<i>(en millions d'euros)</i>			
Actif			
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	37 937	(37 758)	179
- <i>Corporate Réseau</i>	11 681	(11 617)	64
- <i>Client final</i>	26 256	(26 141)	115
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	356	8	364
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-
Titres au coût amorti	70	(70)	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	1 617	(1 335)	282
Actifs d'impôts différés	115	(110)	5
Participations dans les entreprises mises en équivalence (1)	102	2 270	2 372
Autres postes de l'Actif	1 943	(1 734)	209
Total de l'actif	42 140	(38 729)	3 411
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	19 608	(19 536)	72
Dettes envers la clientèle	4 978	(4 975)	3
Dettes représentées par un titre	10 265	(10 016)	249
Provisions techniques des contrats d'assurance	151	(68)	83
Passifs d'impôts différés	343	(340)	3
Autres postes du Passif	1 647	(1 524)	123
Capitaux propres	5 148	(2 270)	2 878
Total du passif	42 140	(38 729)	3 411

(1) Cf. Note 10 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

Au 1^{er} janvier 2018

	Bilan information sectorielle IFRS 8 au 31.12.2017 publié	Impact PPA OVF au 31/12/2017	Impact FTA IFRS 9 au 01/01/2018	Bilan information sectorielle IFRS 8 au 01.01.2018	Mise en équivalence de la part du Groupe dans les JV	Bilan consolidé au 01.01.2018
Actif						
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	34 104	62	31	34 197	(33 863)	334
- <i>Corporate Réseau</i>	10 916	(7)	5	10 914	(10 850)	64
- <i>Client final</i>	23 188	69	26	23 283	(23 013)	270
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	164	-	22	186	(19)	167
Actifs financiers disponibles à la vente	77	6	(83)			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			61	61	(61)	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	2 049	-	-	2 049	(1 755)	294
Actifs d'impôts différés	160	6	(8)	158	(149)	9
Participations dans les entreprises mises en équivalence (1)	89	-	-	89	2 060	2 149
Autres postes de l'Actif	1 713	(24)	-	1 689	(1 432)	257
Total de l'actif	38 356	50	23	38 429	(35 219)	3 210

Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	15 226	(35)		15 191	(15 041)	150
Dettes envers la clientèle	5 264	-		5 264	(5 256)	8
Dettes représentées par un titre	11 246	37		11 283	(11 035)	248
Provisions techniques des contrats d'assurance	119			119	(38)	81
Passifs d'impôts différés	290	1	4	295	(292)	3
Autres postes du Passif	1 628	3	1	1 632	(1 495)	137
Capitaux propres	4 583	44	18	4 645	(2 062)	2 583
Total du passif	38 356	50	23	38 429	(35 219)	3 210

(1) Cf. Note 10 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

27.2 Eléments de Résultat

Au 31 décembre 2018

	Compte de résultat IFRS 8 hors PPA OVf au 31.12.2018	Impact PPA OVf au 31/12/2018	Compte de résultat IFRS 8 au 31.12.2018	Différences de présentation IFRS 8 / Résultat consolidé	Mise en équivalence de la part du Groupe dans les JV	Compte de résultat consolidé au 31.12.2018
<i>(en millions d'euros)</i>						
Produit net bancaire	1 494	117	1 611	2	(1 611)	2
- Activités de financement	1 256	117	1 373	2	(1 386)	(11)
- Corporate Réseau	263	3	266	-	(264)	2
- Client final	1 000	88	1 088	-	(1 077)	11
- Eléments non répartis	(7)	26	19	2	(45)	(24)
- Assurances et services	238	-	238	-	(225)	13
Coût du Risque de crédit	(43)	5	(38)	-	38	-
- Activités de financement	(43)	5	(38)	-	38	-
- Corporate Réseau	8	5	13	-	(13)	-
- Client final	(51)	-	(51)	-	51	-
Résultat après coût du risque	1 451	122	1 573	2	(1 573)	2
- Activités de financement	1 213	122	1 335	2	(1 348)	(11)
- Corporate Réseau	271	8	279	-	(277)	2
- Client final	949	88	1 037	-	(1 026)	11
- Eléments non répartis	(7)	26	19	2	(45)	(24)
- Assurances et services	238	-	238	-	(225)	13
Charges générales d'exploitation et assimilées	(658)	-	(658)	-	633	(25)
Résultat d'exploitation	793	122	915	2	(940)	(23)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence (1)	13	-	13	-	323	336
Autres éléments	(2)	-	(2)	-	11	9
Résultat avant impôt	804	122	926	2	(606)	322
Impôt sur les bénéfices	(255)	(29)	(284)	-	282	(2)
Résultat net	549	93	642	2	(324)	320

(1) Cf. Note 10 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

Au 31 décembre 2017

	Compte de résultat IFRS 8 publié au 31.12.2017	Impact PPA OVf au 31/12/2017	Compte de résultat IFRS 8 retraité au 31.12.2017	Différences de présentation IFRS 8 / Résultat consolidé	Mise en équivalence de la part du Groupe dans les JV	Compte de résultat consolidé retraité au 31.12.2017
<i>(en millions d'euros)</i>						
Produit net bancaire	1 145	24	1 169	7	(1 130)	46
- Activités de financement	942	24	966	7	(962)	11
- Corporate Réseau	155	-	155	-	(153)	2
- Client final	779	18	797	7	(789)	15
- Eléments non répartis	8	6	14	-	(20)	(6)
- Assurances et services	203	-	203	-	(168)	35

Coût du Risque	(64)	-	(64)	-	59	(5)
- Activités de financement	(64)	-	(64)	-	59	(5)
- Corporate Réseau	(4)	-	(4)	-	4	-
- Client final	(60)	-	(60)	-	55	(5)
Résultat après coût du risque	1 081	24	1 105	7	(1 071)	41
- Activités de financement	878	24	902	7	(903)	6
- Corporate Réseau	151	-	151	-	(149)	2
- Client final	719	18	737	7	(734)	10
- Eléments non répartis	8	6	14	-	(20)	(6)
- Assurances et services	203	-	203	-	(168)	35
Charges générales d'exploitation et assimilées	(449)	-	(449)	(1)	422	(28)
Résultat d'exploitation	632	24	656	6	(649)	13
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence (1)	17	-	17	-	232	249
Autres éléments	(7)	14	7	-	(3)	4
Résultat avant impôt	642	38	680	6	(420)	266
Impôt sur les bénéfices	(205)	(6)	(211)	(2)	203	(10)
Résultat net	437	32	469	4	(217)	256

(1) Cf. Note 10 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

Note 28 - Informations relatives aux implantations

Ces informations sont données pour répondre à l'obligation déclarative décrite dans l'article L. 511-45 du code monétaire et financier.

Note 28.1 Implantations par pays

Code ISO pays	Entité	Méthode de consolidation		Localisation	Nature de l'activité (code NACE)
		31.12.2018	31.12.2017		
AR	PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.	IG	IG	Buenos Aires	K64
	PCA Compañía de Seguros S.A	IG	IG	Buenos Aires	K65
AT	PSA Bank Österreich GmbH, succursale en Autriche	MEE	MEE	Vienne	K64
	Opel Leasing GmbH, succursale en Autriche	MEE	MEE	Vienne	K64
BE	PSA Finance Belux	MEE	MEE	Bruxelles	K64
	Opel Finance BVBA	MEE	MEE	Kontich	K64
BR	Banco PSA Finance Brasil S.A.	MEE	MEE	Sao Paulo	K64
	PSA Corretora de Seguros e Serviços Ltda	MEE	MEE	Sao Paulo	K65
CH	PSA Finance Suisse S.A.	MEE	MEE	Schlieren	K64
	Auto ABS Swiss Leases 2013 GmbH	-	MEE	Zug	K64
	Opel Finance SA	MEE	MEE	Studen	K64
CN	Dongfeng Peugeot Citroën Auto Finance Company Ltd	MEE	MEE	Pékin	K64
DE	PSA Bank Deutschland GmbH	MEE	MEE	Neu-Isenburg	K64
	Opel Finance Germany Holdings GmbH	-	MEE	Rüsselsheim	K64
	Opel Bank GmbH	MEE	MEE	Rüsselsheim	K64
	Opel Leasing GmbH	MEE	MEE	Rüsselsheim	K64
DZ	BPF Algérie	IG	IG	Alger	K64
ES	PSA Financial Services Spain E.F.C. S.A.	MEE	MEE	Madrid	K64
	FTA Auto ABS 2012-3	-	MEE	Madrid	K64
	FT Auto ABS Spanish Loans 2016	MEE	MEE	Madrid	K64
	FT Auto ABS Spanish Loans 2018	MEE	-	Madrid	K64
	Opel Bank GmbH, succursale en Espagne	MEE	-	Madrid	K64

FR	Banque PSA Finance	IG	IG	Gennevilliers	K64
	Crédipar	MEE	MEE	Gennevilliers	K64
	CLV	MEE	MEE	Gennevilliers	N77
	PSA Banque France	MEE	MEE	Gennevilliers	K64
	FCT Auto ABS French Loans Master	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS DFP Master Compartment France 2013	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS German Loans Master	-	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS French Leases Master	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS LT Leases Master	MEE	MEE	Paris	K64
	Opel Bank S.A	MEE	MEE	Rueil Malmaison	K64
	FCT Auto ABS German Loans 2018	MEE	-	Paris	K64
	FCT Auto ABS French Leases 2018 - Fonds E	MEE	-	Paris	K64
GB	PSA Finance UK Ltd	MEE	MEE	Redhill	K64
	Vernon Wholesale Investments Company Ltd	IG	IG	Redhill	K64
	Auto ABS UK Loans plc	MEE	MEE	Londres	K64
	Economy Drive Cars Ltd	IG	IG	West Midland	G45
	FCT Auto ABS UK Loans 2017 plc	MEE	MEE	Londres	K64
	Vauxhall Finance plc	MEE	MEE	Cardiff	K64
	OPVF Holdings U.K. Limited	-	MEE	Cardiff	K64
	OPVF Europe Holdco Limited	-	MEE	Cardiff	K64
GR	Opel Bank GmbH, succursale en Grèce	MEE	MEE	Maroussi - Athènes	K64
IE	Opel Bank GmbH, succursale en Irlande	MEE	MEE	Dublin	K64
IT	PSA Renting Italia S.p.A.	MEE	IG	Milan	N77
	PSA Factor Italia S.p.A.	IG	IG	Milan	K64
	Banca PSA Italia S.p.A.	MEE	MEE	Milan	K64
	Auto ABS Italian Loans Master S.r.l.	-	MEE	Conegliano	K64
	Opel Finance SpA	MEE	MEE	Rome	K64
	Auto ABS Italian 2018.1 S.r.l.	MEE	-	Conegliano	K64
MT	PSA Services Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K64
	PSA Insurance Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
	PSA Life Insurance Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
	PSA Insurance Manager Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
	PSA Insurance Solutions Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
	PSA Insurance Europe Ltd	MEE	MEE	Ta' Xbiex	K65
	PSA Life Insurance Europe Ltd	MEE	MEE	Ta' Xbiex	K65
MX NL	Banque PSA Finance Mexico SA de CV SOFOM ENR	IG	IG	Mexico	K64
	PSA Finance Nederland B.V.	IG	IG	Amsterdam	K64
	PSA Financial Holding B.V.	IG	IG	Amsterdam	K64
	PSA Financial Services Nederland B.V.	MEE	MEE	Amsterdam	K64
	Opel Finance International B.V.	MEE	MEE	La Haye	K64
	Opel Finance N.V.	MEE	MEE	Breda	K64
PL	Banque PSA Finance, succursale en Pologne	IG	IG	Varsovie	K64
	PSA Consumer Finance Polska Sp. z o.o	MEE	MEE	Varsovie	K64
	PSA Finance Polska Sp. z o.o.	MEE	MEE	Varsovie	K64
RU	Bank PSA Finance Rus	IG	IG	Moscou	K64
	Peugeot Citroën Leasing Russie	IG	IG	Moscou	K64
SE	Opel Finance AB	MEE	MEE	Stockholm	K64
TR	BPF Pazarlama A.H.A.S.	IG	IG	Atasehir - Istanbul	K64

Les natures d'activité sont présentées selon les codes NACE des entités :

- Section K : Services financiers et assurances
- K64 - Services financiers, à l'exclusion des assurances et caisses de retraite
- K65 - Services d'assurance, de réassurance et de caisses de retraite, à l'exclusion de la sécurité sociale obligatoire
- Section N : Activités de services administratifs et de soutien
- N77 - Location et location-bail
- Section G : Commerce de voitures et véhicules automobiles
- G45 - Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles

Note 28.2 Eléments du compte de résultat et effectifs par pays

Au 31 décembre 2018								
Code ISO pays	Eléments du compte de résultat (en millions d'euros)							
	Subventions publiques reçues	Chiffre d'affaires (1)	Produit net bancaire	Résultat avant impôt		Impôt courant	Impôt différé	Effectifs (2)
				Total	<i>o/w share in net income of associates and joint ventures accounted for using the equity method</i>			
AR	-	45	5	-	-	(3)	-	29
AT	-			5	5			
BE	-			8	8			
BR	-			4	4			
CH	-			6	6			
CN	-			13	13			
DE	-			33	33			
DZ	-	-	-	-	-	-	-	1
ES	-			24	24			
FR	-	71	(24)	130	154	-	-	-
GB	-	3	-	47	47	-	-	-
GR	-			-	-			
IR	-			-	-			
IT	-	-	-	2-	19	-	-	-
MT	-	36	8	14	10	4	(3)	53
MX	-	4	2	-	-	-	-	-
NL	-	2	1	11	10	-	-	-
PL	-	1	1	2	2	-	-	12
RU	-	9	8	4	-	(1)	1	45
SE	-			1	1			
TR	-	2	1	-	-	-	-	11
Total	-	173	2	322	336	-	(2)	151

(1) Conformément à l'instruction donnée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, le chiffre d'affaires communiqué correspond à l'intégralité des produits d'exploitation bancaires.

(2) Il s'agit de l'effectif en équivalent temps plein directement salarié des différentes filiales et succursales de Banque PSA Finance consolidées par intégration globale au 31 décembre 2018.

Les éléments du compte de résultat sont présentés avant élimination des opérations réciproques.

Les éléments "Chiffre d'affaires", "Produit net bancaire", "Impôt courant" et "Impôt différé" ne concernent que les entités consolidées par intégration globale.

Note 29 - Informations sur les Filiales détenues par des minoritaires significatifs

Ces informations sont données dans le cadre d'IFRS 12 et concernent les filiales en Argentine PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A. et PCA Compañía de Seguros S.A., détenues respectivement à 50 % et 70 % par Banque PSA Finance.

29.1 Contribution de ces filiales aux bilan et compte de résultat consolidés

Eléments de Bilan

(en millions d'euros)	PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.		PCA Compañía de Seguros S.A.	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Prêts et créances sur la clientèle	87	184	-	-
Autres postes de l'Actif	11	22	6	7
Total de l'actif	98	206	6	7
Dettes de refinancement	68	156	-	-
Autres postes du Passif	10	19	3	4
Capitaux propres				
- Elimination (1)	13	13	-	-
- Réserves consolidées - part du groupe	(3)	3	2	2
- Intérêts minoritaires	10	15	1	1
Total du passif	98	206	6	7

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Banque PSA Finance

Eléments de Résultat

(en millions d'euros)	PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.		PCA Compañía de Seguros S.A.	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Produit Net Bancaire	2	21	4	7
Charges générales d'exploitation	(4)	(5)	(1)	(2)
Résultat brut d'exploitation	(2)	16	3	5
Coût du risque		(1)	-	-
Résultat d'exploitation	(2)	15	3	5
Impôt sur les bénéfices	(2)	(5)	(1)	(2)
Résultat net	(4)	10	2	3
- dont intérêts minoritaires	(2)	5	1	1
- dont part du groupe	(2)	5	1	2

29.2 Tableaux de variation des intérêts minoritaires

PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.

(en millions d'euros)	Situation nette totale	% d'intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	dont écarts de conversion
Au 31 décembre 2016	44	50 %	22	(36)
Résultat net de la période	10		5	
Dividendes	(11)		(6)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(12)		(6)	(6)
Au 31 décembre 2017	31	50 %	15	(42)
Résultat net de la période (1)	(4)		(2)	
Dividendes	-		-	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(14)		(7)	(7)
Variations liées à l'hyperinflation (1)	8		4	
Au 31 décembre 2018	21	50 %	10	(49)

(1) L'application d'IAS 29 entraîne un effet négatif de -11 millions d'euros sur le résultat net, dont -8 millions d'euros entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur la période (+4 millions d'euros part des minoritaires).

PCA Compañía de Seguros S.A.

(en millions d'euros)	Situation nette totale	% d'intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	dont écarts de conversion
Au 31 décembre 2016				
Résultat net de la période	3		1	
Dividendes	-		-	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-		-	-
Au 31 décembre 2017	3	30 %	1	-
Résultat net de la période	2		1	
Dividendes	(1)		-	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2)		(1)	(1)
Au 31 décembre 2018	2	30 %	1	(1)

Note 30 - Honoraires des Commissaires aux Comptes

(en millions d'euros)	Ernst & Young		Mazars	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Audit				
- Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels				
- Emetteur	0,2	0,2	0,2	0,1
- Filiales intégrées globalement	0,2	0,2	-	0,1
- dont France	-	-	-	-
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission de Commissaire aux Comptes				
- Emetteur	-	0,2	-	-
- Filiales intégrées globalement	-	-	-	-
- dont France	-	-	-	-
Autres prestations rendues aux filiales intégrées globalement				
- Juridique, fiscal et social	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-
Total	0,4	0,6	0,2	0,2

Note 31 - Evénements postérieurs à la clôture

Il n'est survenu depuis le 31 décembre 2018 et jusqu'au 22 février 2019, date d'examen des comptes par le Conseil d'Administration, aucun événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers.

VII. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Banque PSA Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Titres mis en équivalence

Risque identifié

Tel que présenté en notes 2 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés, les partenariats noués par le groupe Banque PSA Finance, d'une part avec Santander Consumer Finance et d'autre part avec BNP Paribas Personal Finance, conduisent à comptabiliser par mise en équivalence la majorité des titres de participations détenus par le groupe.

Ces titres mis en équivalence correspondent à la quote-part détenue (pourcentage d'intérêt) dans les capitaux propres des sociétés correspondantes, augmentée des éventuels écarts d'acquisition. Ils représentent au 31 décembre 2018 un total de 2 372 M€, pour un total bilan de 3 411 M€, et une quote-part de résultat de 336 M€ pour un résultat net part de groupe de 322 M€.

Dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés de Banque PSA Finance, les filiales préparent des liasses de consolidation selon le référentiel IFRS et en application des principes comptables groupe. Ces états de reporting font l'objet de revue limitée ou d'audit par les auditeurs des entités concernées.

Dans ce contexte, nous avons considéré que la mise en équivalence de ces participations constituait un point clé de l'audit en raison de :

- leur importance relative dans les états financiers,
- la multiplicité des localisations des entités,
- l'existence dans les états financiers de Banque PSA Finance d'une note sectorielle présentant la performance financière telle que suivie par le management,
- la présence d'auditeurs locaux hors des réseaux des membres du collège des commissaires aux comptes.

Notre réponse

Dans le détail, nos travaux ont consisté notamment à :

- Examiner le processus d'établissement des comptes consolidés et du dispositif de contrôle afférent,
- Préparer et envoyer des instructions d'audit adaptées aux entités des partenariats comprenant des demandes particulières liées à l'organisation du groupe et aux évolutions normatives (notamment première application de la norme IFRS9), permettant l'obtention d'une opinion des auditeurs locaux des entités du groupe,
- Animer la coordination de l'audit tout au long de l'exercice,
- Réaliser des procédures de manière centralisée comprenant : (i) la revue des écritures de mises en équivalence des participations (ii) la revue analytique détaillée du résultat tel que suivi par le management de la banque (iii) la revue du retournement du PPA lié à l'acquisition d'Opel Vauxhall Finance comptabilisé sur 2018,
- Réaliser des visites de coordination aux auditeurs locaux d'entités significatives.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque PSA Finance par votre assemblée générale du 25 mai 2005 par le cabinet MAZARS et du 19 avril 2011 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet MAZARS était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la huitième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 26 février 2019

MAZARS
Matthew Brown

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit
Vincent Roty

VI. – Mise à disposition du rapport de gestion.

Le rapport de gestion sur les comptes consolidés est tenu à la disposition du public au siège social de BANQUE PSA FINANCE 68 avenue Gabriel Péri 92230 Gennevilliers.